

Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (3/3)

Dans cette dernière partie, Eben Moglen nous donne quelques pistes pour protéger nos données personnelles.

Source : The Guardian, Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy

Traduction : Thérèse, fatalerrors (Geoffray Levasseur), goofy, audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi

L'incessante poursuite du profit qu'engendre l'extraction de données par tous les moyens légaux imaginables a causé une dévastation environnementale. Personne n'a jamais imposé les contraintes qui auraient dû exister dans l'intérêt de la protection contre la dégradation de l'environnement.



On a tendance à condamner le partage à outrance. On entend souvent dire que le véritable problème de la vie privée est que les enfants vont bien trop loin dans le partage. Quand vous démocratisiez un média, ce que nous sommes en train de faire avec le Net, les personnes ordinaires auront naturellement tendance à en dire plus qu'elles ne l'ont jamais fait. Ce n'est pas un problème. Dans une société libre, les gens devraient être protégés dans l'exercice de leurs droits à en dire autant ou aussi peu qu'ils le souhaitent.

Le véritable problème est que nous sommes en train de perdre l'anonymat de la lecture, ce pour quoi personne n'a signé.

Nous avons perdu la capacité de lire anonymement, mais cette perte nous est dissimulée à cause de la manière dont nous avons construit le web. Nous avons donné au public des programmes appelés « navigateurs » que tout le monde peut utiliser, mais nous avons fait des « serveurs web » dont seuls les geeks peuvent faire usage – très peu de gens ont eu un jour l'occasion de consulter le journal d'un serveur web. C'est un immense échec de l'éducation à la technologie pour notre société, comme si l'on dissimulait aux enfants ce qui se passe quand des voitures entrent en collision et que les passagers ne portent pas de ceinture de sécurité.

Nous n'expliquons pas aux gens comment le journal d'un serveur web enregistre en détail l'activité des lecteurs, ni même combien on peut en apprendre sur eux simplement en sachant ce qu'ils *lisent*, et comment. À partir de ces journaux, vous pouvez savoir combien de temps chaque lecteur passe sur une page, comment il la lit, où il se rend ensuite, ce qu'il fait ou recherche à partir de ce qu'il vient de lire. Si vous pouvez rassembler toutes les informations qu'il y a dans ces journaux, alors vous commencez à posséder ce que vous ne devriez pas avoir.

Sans anonymat de la lecture il n'y a pas de liberté de l'esprit. C'est en effet littéralement l'esclavage. L'abolitionniste Frederick Douglass a écrit que la lecture était le chemin menant de l'esclavage à la liberté. Lorsqu'il décrit son propre cheminement dans ses mémoires, Douglass se souvient que lorsque l'un de ses propriétaires l'empêche de lire, « j'ai alors compris ce qui avait été pour moi une grande source de perplexité – à savoir, le pouvoir de l'homme blanc à asservir l'homme noir. » Et si chaque livre ou journal qu'il avait touché l'avait signalé ?

Si vous avez un compte Facebook, Facebook surveille chaque instant que vous y passez. Mais plus important encore, chaque page visitée contenant un bouton « J'aime » informera Facebook que vous avez lu cette page, que vous cliquiez sur ce bouton ou non. Si le journal que vous lisez chaque jour contient un bouton « J'aime » de Facebook ou les boutons de services similaires, alors Facebook ou les autres services vous regardent lire le journal : ils savent quels articles vous avez lus et combien de temps vous avez passé dessus.

Chaque fois que vous twittez une URL, Twitter la raccourcit pour vous. Mais il s'arrange aussi pour que toute personne cliquant dessus soit surveillée par Twitter pendant qu'elle lit. Vous n'aidez pas seulement des gens à savoir ce qu'on trouve sur le Web, vous aidez aussi Twitter à lire par-dessus l'épaule de toutes les personnes qui lisent tout ce que vous recommandez. Ce n'est pas transactionnel, c'est écologique. C'est une destruction environnementale de la liberté de lire des autres personnes. *Votre* activité est conçue pour les aider à trouver les choses qu'elles veulent lire. L'activité de Twitter est de travestir aux yeux de tous la surveillance de la lecture qui en résulte.

Nous avons permis à ce système de grandir si rapidement autour de nous que nous n'avons pas eu le temps d'en comprendre les implications. Une fois que ces implications ont été bien pesées, les gens qui comprennent n'ont pas envie de parler, parce qu'ils ont un avantage et que cet avantage est dirigé contre vous. Puis la surveillance commerciale attire l'attention des gouvernements, avec deux résultats dont Snowden nous a apporté la preuve : la complicité et le vol qualifié.

Aussi pratiques, voire nécessaires, que leurs services puissent nous paraître, faute d'arriver à regagner la confiance de leurs clients, ils sont

fichus.

Les entreprises spécialisées dans l'extraction de données croyaient, disaient-elles, qu'elles étaient simplement dans une situation de complicité avec le gouvernement. Après avoir créé des structures technologiques dangereuses qui fouillaient vos données personnelles, elles pensaient qu'elles étaient simplement engagées dans des négociations secrètes sur la quantité qu'elles devaient en livrer. C'était, bien sûr, un jeu où s'entremêlaient avidité et peur.

En gros, ce que les entreprises américaines d'extraction de données croyaient, ou voulaient nous faire croire qu'elles croyaient jusqu'à ce que Snowden les réveille, était qu'à travers leur complicité elles avaient obtenu l'immunité pour leurs vols qualifiés. Mais nous avons maintenant appris que leur complicité ne leur a rien rapporté. Elles nous ont vendu pour moitié, et le gouvernement a volé le reste. Elles ont découvert que ce qu'elles attendaient de l'honnêteté des grandes oreilles américaines, NSA et autres agences, elles étaient très loin de l'avoir obtenu. À l'évidence, l'attitude des grandes oreilles se résumait à : « Ce qui est à nous est à nous et ce qui est à vous est négociable... à moins que nous ne l'ayons d'abord volé. »

De même que l'industrie mondiale de la finance, les grandes entreprises d'extraction de données ont pris les promesses des grandes oreilles américaines trop au sérieux. C'est en tout cas l'interprétation charitable qu'on peut donner de leur conduite. Elles pensaient qu'il y avait des limites à ce que ferait le pouvoir.

Grâce à Snowden, que ce soit pour les extracteurs de données ou pour les grandes oreilles américaines, la situation n'est plus contrôlable politiquement. Ils ont perdu leur crédit, leur crédibilité, aux yeux du monde. Aussi pratiques, voire nécessaires, que leurs services puissent nous paraître, faute d'arriver à regagner la confiance de leurs clients, ils sont

fichus.

Les problèmes environnementaux – tels le changement climatique, la pollution de l'eau, l'esclavage ou la destruction de la vie privée – ne se résolvent pas par des transactions entre individus. Il faut une union pour détruire l'esclavage. De même, l'essence de notre difficulté est l'union ^[1].

Cependant, une des caractéristiques des grands extracteurs de données est qu'il n'y a pas d'union des travailleurs, de syndicat, en leur sein ni autour d'eux. Ce sont maintenant des entreprises publiques, mais l'union des actionnaires ne contrôle pas efficacement les méfaits environnementaux qu'elles commettent. Ces entreprises sont d'une opacité remarquable en ce qui concerne leurs activités réelles et elles sont si profitables que les actionnaires ne tueront jamais la poule aux œufs d'or en remettant en cause l'éthique de leurs méthodes commerciales. Dans ces entreprises, un petit nombre d'individus puissants contrôle tous les votes ayant un effet concret ; la main d'œuvre n'a pas de voix collective.

Snowden a toujours été clair sur le fait que le remède à cette destruction environnementale est la démocratie. Mais il a aussi fait remarquer à plusieurs reprises que partout où les travailleurs ne peuvent pas s'exprimer et n'ont pas de voix collective, le droit du public à l'information n'est pas protégé. Quand il n'y a pas de voix collective pour ceux qui sont au sein de structures qui trompent et oppriment le public, alors quelqu'un doit agir courageusement de son propre chef.

Avant Auguste, les Romains de la république finissante savaient que le secret du scrutin était essentiel aux droits du peuple. Mais dans tous les pays du monde où se déroulent des élections dignes de ce nom, Google sait comment vous allez voter. Il est déjà en train de façonner votre paysage politique, dans vos fils d'actualité personnalisés, en

fonction de ce que vous voulez lire, de qui vous êtes et de ce que vous aimez. Non seulement il sait comment vous allez voter, mais il vous aide en outre à vous conforter dans votre décision de voter ainsi – à moins qu'un autre message n'ait été acheté par un sponsor.

Sans anonymat de la lecture, il n'y a pas de démocratie. Je veux dire, bien sûr qu'il n'existe pas d'élection juste et libre, mais de manière plus fondamentale, je veux dire qu'il n'existe même plus d'autogouvernance libre.

Et nous sommes toujours très mal informés parce qu'il n'y a pas de syndicat cherchant à mettre en lumière les problèmes éthiques chez les extracteurs de données et que nous avons trop peu de Snowden.

L'avenir des extracteurs de données n'est pas le même pour tous. Google en tant qu'organisation s'est interrogé dès le début sur les implications éthiques de ses activités. Larry Page et Sergey Brin, les fondateurs de Google, ne sont pas tombés par hasard sur l'idée qu'ils avaient une obligation particulière à ne pas faire le mal. Ils comprenaient les dangers potentiels inhérents à la situation qu'ils créaient.



Il est techniquement possible pour Google de faire de Gmail un système véritablement sûr et respectueux du secret de la

correspondance, quoique non anonyme. Les messages pourraient être chiffrés – en utilisant des clés publiques dans un réseau de confiance – au sein même des ordinateurs des utilisateurs, dans les navigateurs. Les messages stockés chez Google pourraient être chiffrés à l'aide d'algorithmes dont seul l'utilisateur et non Google posséderait les clés.

Google aurait à renoncer aux maigres profits de Gmail, mais ses actions seraient cohérentes avec l'idée qu'Internet appartient à ses utilisateurs à travers le monde. À long terme, il est bon pour Google de montrer, non seulement qu'il croit en cette idée, mais aussi qu'il agit en conséquence, car c'est la seule manière de regagner la confiance des utilisateurs. Il y a beaucoup de personnes réfléchies et dévouées chez Google qui doivent choisir entre faire ce qui est bon et sonner l'alarme sur ce qui ne l'est pas.

La situation chez Facebook est différente. Facebook opère une mine à ciel ouvert de la société humaine. Scruter tout ce que chacun partage dans sa vie sociale en ligne et instrumentaliser le web pour surveiller tout ce que chacun lit en dehors du système est intrinsèquement immoral.

Mais de Facebook, nous n'avons besoin de rien d'autre que de vérité dans sa communication. Nul besoin de règles, de sanctions ni de lignes directrices. Nous avons seulement besoin de vérité. Facebook devrait s'incliner et dire à ses utilisateurs ce qu'il fait. Il devrait dire : « Nous vous observons à chaque instant que vous passez ici. Nous regardons chacun des détails de ce que vous faites. Nous avons mis le Web sur écoute avec des boutons "J'aime" qui nous informent automatiquement de ce que vous lisez. » À chaque parent, Facebook devrait dire : « Vos enfants passent des heures chaque jour avec nous. Nous les espionnons bien plus efficacement que vous ne serez jamais capables de faire. Et nous ne vous dirons jamais ce que nous savons d'eux. »

Rien que cela, juste la vérité. Ce serait suffisant. Mais la

bande qui fait tourner Facebook, cette petite poignée de personnes riches et puissantes ne s'abaissera jamais au point de vous dire la vérité.

Mark Zuckerberg a récemment dépensé 30 millions de dollars pour acheter toutes les maisons autour de la sienne à Palo Alto en Californie – parce qu'il a besoin de davantage de vie privée. Cela vaut pour nous aussi. Nous devons manifester des exigences semblables en faveur de notre vie privée, aussi bien auprès des gouvernements que des entreprises.



Les gouvernements, comme je l'ai dit, doivent nous protéger de l'espionnage des gouvernements étrangers et doivent assujettir leurs propres écoutes domestiques aux règles établies par la loi. Les entreprises, pour regagner notre confiance, doivent

être honnêtes sur leurs pratiques et leurs relations avec le pouvoir. Nous devons savoir ce qu'elle font réellement afin de décider si nous acceptons ou non de leur confier nos données.

Une grande confusion a été créée par la distinction entre données et métadonnées, comme s'il y avait une différence et que l'espionnage des métadonnées était moins grave. L'interception illégale du contenu d'un message viole le secret de son contenu. L'interception illégale des métadonnées du message viole votre anonymat. Ce n'est pas moins grave, c'est différent et la plupart du temps, c'est plus grave. En particulier, la collecte des métadonnées viole l'anonymat de la lecture. Ce n'est pas le contenu du journal que Douglass lisait qui posait problème ; c'était que lui, un esclave, ait eu l'audace de le lire.

Le président peut s'excuser auprès des citoyens pour l'annulation de leur police d'assurance maladie, mais il ne peut se contenter d'excuses au peuple pour l'annulation de la Constitution. Quand vous êtes président des États-Unis, vous ne pouvez pas vous excuser de ne pas être du côté de Frederick Douglass.

Neuf votes à la Cour suprême des États-Unis peuvent remettre nos lois d'aplomb, mais le président des États-Unis possède l'unique vote qui importe en ce qui concerne la fin de la guerre. Car toute cette destruction de la vie privée par le gouvernement, organisée par-dessus un désastre écologique encore plus étendu causé par l'industrie, tout cet *espionnage*, c'est un truc de temps de guerre. Le président doit arrêter la guerre qui fait rage au sein du Net et nous dépossède de nos libertés civiles sous prétexte de vouloir priver d'asile les étrangers mal intentionnés.

Un homme qui apporte à la démocratie les preuves de crimes contre la liberté est un héros. Un homme qui vole la vie privée des sociétés humaines à son profit est un malfaiteur. Nous avons suffisamment d'infamie et pas assez d'héroïsme.

Nous devons dénoncer cette différence de manière assez vigoureuse pour encourager d'autres personnes à faire ce qui est juste.

Nous avons vu qu'avec un acharnement digne des opérations militaires les grandes oreilles américaines sont engagées dans une campagne contre la vie privée du genre humain. Elles compromettent le secret, détruisent l'anonymat et nuisent à l'autonomie de milliards de personnes.

Elles font tout ceci parce qu'une administration américaine extraordinairement imprudente leur a attribué une mission – après avoir échoué à prévenir une attaque très grave de civils sur le territoire national, en grande partie à cause de sa négligence des mises en garde – en décrétant qu'elle ne serait plus jamais placée dans une situation où « elle aurait dû savoir ».

Le problème fondamental était le manque de discernement des politiques, pas celui des militaires. Quand des chefs militaires se voient assigner des objectifs, ils les atteignent au prix de tout dommage collatéral qu'on ne leur a pas explicitement demandé de ne pas dépasser. C'est pourquoi nous considérons le contrôle civil sur les forces armées comme une condition *sine qua non* de la démocratie. La démocratie exige également que les citoyens soient informés.

Le peuple des États-Unis ne veut pas devenir la police secrète du monde

Sur ce sujet, Snowden est d'accord avec Thomas Jefferson [auteur principal de la Déclaration d'indépendance américaine], ainsi qu'avec presque toutes les autres personnes qui ont un jour sérieusement réfléchi au problème. Snowden nous a montré l'extraordinaire complicité entre tous les gouvernements. Ils nous a montré, en d'autres termes, que les politiques souhaitées par les peuples sont partout délibérément contrariées par leurs gouvernements. Ce que

veulent les peuples, c'est être protégés contre l'espionnage d'origine étrangère ; ils veulent aussi que les activités de surveillance menées par leur propre gouvernement pour assurer la sécurité nationale soient conduites sous l'examen minutieux et indépendant qui caractérise l'État de droit.

Par ailleurs, le peuple des États-Unis n'est pas prêt à abandonner son rôle de porte-drapeau de la liberté dans le monde. Il n'est pas prêt à se lancer à la place dans la dissémination des procédures du totalitarisme. Nous n'avons jamais voté pour cela. Le peuple des États-Unis ne veut pas devenir la police secrète du monde. Si nous avons dérivé dans cette direction parce qu'une administration imprudente a donné le pouvoir aux militaires, il est temps pour le peuple américain d'exprimer son opinion démocratique et sans appel ^[2].

Nous ne sommes pas les seuls au monde à avoir des responsabilités politiques exigeantes. Le gouvernement britannique doit cesser d'affaiblir les libertés civiles de son peuple et doit cesser d'utiliser son territoire et ses infrastructures de transport comme auxiliaires du mauvais comportement des forces armées américaines. Et il doit cesser de priver la presse de sa liberté. Il doit cesser de mettre sous pression les rédactions qui cherchent à informer le monde des menaces sur la démocratie, alors qu'il se montre assez compréhensif pour les éditeurs qui espionnent les familles de petites filles assassinées.

La chancelière allemande doit arrêter de parler de *son* téléphone mobile et commencer à s'exprimer sur la question de savoir s'il est bon de livrer tous les appels téléphoniques et tous les SMS d'Allemagne aux États-Unis. Les gouvernements qui sont régis par des constitutions protégeant la liberté d'expression doivent se demander, de toute urgence, si cette liberté continue à exister quand tout est espionné, surveillé, écouté.

Outre faire de la politique, nous devons absolument légiférer.

Défendre l'État de droit est toujours un travail de juriste. En certains lieux, ces juristes auront besoin d'être extrêmement courageux ; partout ils devront être bien entraînés ; partout ils auront besoin de notre soutien et de notre implication. Mais il est également clair que soumettre les écoutes gouvernementales à l'autorité de la loi n'est pas le seul travail qui attend les juristes.

Comme nous l'avons vu, les relations entre les grandes oreilles militaires aux États-Unis, les grandes oreilles ailleurs dans le monde et les grandes entreprises d'extraction de données sont trop complexes pour être sans danger pour nous. Les révélations de Snowden ont montré que les géants américains de l'extraction de données ont été intimidés, séduits mais aussi trahis par les oreilles. Cela n'aurait pas dû les surprendre, mais ils l'ont apparemment été. Beaucoup d'entreprises gèrent nos données ; la plupart n'ont pas de responsabilité juridique envers nous qu'on puisse faire respecter. Il y a du travail pour les avocats là aussi.

Aux États-Unis, par exemple, nous devrions en finir avec l'immunité accordée aux opérateurs de télécommunication pour leur assistance dans les écoutes illégales. Cette immunité a été prorogée par la loi en 2008. Pendant la course à la présidence, Barack Obama avait dit qu'il ferait obstruction à cette législation. Or, en août 2008, quand il est apparu clairement qu'il serait le prochain président, il a changé d'avis. Non seulement il a jeté aux orties sa menace d'obstruction, mais en outre il a interrompu sa campagne pour voter en faveur de l'immunité.

Il n'est pas utile de polémiquer sur le bien-fondé de l'extension d'immunité. Nous devons fixer une date – éventuellement le 21 janvier 2017 ^[3] – après laquelle tout opérateur de télécommunications faisant affaire aux États-Unis et facilitant les écoutes illégales devrait être soumis aux règles du régime ordinaire de la responsabilité civile. Une

coalition intéressante entre les juristes spécialisés dans les droits de l'homme et les avocats spécialisés en recours collectifs d'ordre commercial émergerait immédiatement, avec des conséquences très positives.

Si cette non-immunité était étendue aux opérateurs de réseau non américains qui font affaire aux États-Unis, par exemple Deutsche Telekom, cela aurait également d'immenses conséquences positives pour les citoyens des autres pays. Dans tout pays où l'immunité existe aujourd'hui *de facto* et peut être levée, elle doit l'être.

Tous les systèmes juridiques connaissent bien les problèmes posés par l'énorme tas de données nous concernant qui sont entre les mains d'autres personnes. Les principes nécessaires sont invoqués chaque fois que vous portez vos vêtements chez le teinturier. Les juristes anglo-saxons appellent ces principes « droit du dépôt » (*law of bailment*). Ce qu'ils entendent par là, c'est que si vous confiez vos affaires à d'autres, ces derniers doivent en prendre soin au moins autant qu'ils le feraient avec les leurs. À défaut, ils sont responsables de leur négligence.

Nous devons appliquer ce principe de la mise en dépôt, qu'il soit désigné sous ce nom ou un autre dans les vocabulaires juridiques locaux, à toutes les données que nous avons confiées à d'autres personnes. Cela rend ces dernières juridiquement responsables envers nous de la manière dont elles s'en occupent. Il y aurait un énorme avantage à appliquer aux données personnelles le droit du dépôt ou un droit équivalent.

Ces règles sont soumises au droit du lieu où le dépôt est effectué. Si le teinturier choisit de déplacer vos vêtements dans un autre lieu et qu'un incendie y survient, le lieu où le feu s'est déclaré est sans importance : la loi en vigueur est celle du lieu où il a pris en charge vos vêtements. Au contraire, les grandes entreprises d'extraction de données

exploitent en permanence la ficelle de la règle du lieu (*lex loci*) pour leurs serveurs : « Oh, nous ne sommes pas vraiment dans le pays X, nous sommes en Californie, c'est là que nos ordinateurs se trouvent. » C'est une mauvaise habitude juridique. Cela ne les desservirait pas trop si on les aidait à en sortir.

Ensuite, il y a du travail à faire au niveau du droit public international. Nous devons tenir les gouvernements responsables les uns envers les autres afin de remédier à la dévastation environnementale actuelle. Les deux gouvernements les plus puissants du monde, les États-Unis et la Chine, sont maintenant fondamentalement d'accord sur leurs politiques vis-à-vis des menaces sur Internet. Le principe de base est le suivant : « Quel que soit l'endroit du net où existe une menace pour notre sécurité nationale, nous allons l'attaquer. »

Dans les années 50, les États-Unis et l'Union soviétique ont mis le monde en péril d'empoisonnement pour cause d'essais atmosphériques d'armes nucléaires. À leur crédit, ils furent capables de conclure des accords bilatéraux pour les interdire. Les États-Unis et le gouvernement chinois pourraient se mettre d'accord pour ne pas transformer l'humanité en zone de tir à volonté pour l'espionnage. Mais ils ne le feront pas.

Nous devons chercher à obtenir réparation, par les voies politique et judiciaire, pour ce qui nous a été fait. Mais la politique et le droit sont trop lents et trop incertains. Sans solution technique, nous n'y arriverons pas, de même qu'on ne peut décontaminer l'air et l'eau ni agir positivement sur le climat à l'échelle mondiale sans changement technologique.

Partout, les entreprises utilisent des logiciels qui sécurisent leurs communications et une bonne part de ces logiciels sont écrits par nous. Par « nous », j'entends ici les communautés qui partagent du logiciel libre ou *open*

source, communautés avec lesquelles je travaille depuis des décennies.

Les protocoles qui implémentent des communications sécurisées et que les entreprises utilisent entre elles et avec leurs clients (HTTPS, SSL, SSH, TLS, OpenVPN, etc.) ont tous été la cible de l'interférence des grandes oreilles. Snowden a apporté la preuve des efforts qu'ont fait ces dernières pour casser nos chiffrements.

Les oreilles américaines jouent avec le feu d'un désastre financier mondial. Si elles devaient réussir à compromettre les procédés techniques fondamentaux grâce auxquelles les entreprises communiquent de manière sécurisée, il suffirait d'une panne catastrophique pour qu'on bascule dans le chaos financier mondial. Leur conduite apparaîtra rétrospectivement comme aussi irresponsable du point de vue économique que la dévaluation de la monnaie romaine. Ce n'est ni plus ni moins qu'une menace pour la sécurité économique du monde.

La mauvaise nouvelle est qu'elles ont fait quelques pas en direction de la catastrophe irrémédiable. D'abord, elles ont corrompu la science. Elles ont secrètement influencé l'élaboration des standards techniques, affaiblissant ainsi la sécurité de tous, partout, afin de faciliter le vol de données à leur profit.

Ensuite, elles ont volé des clés, comme seuls les voleurs les mieux financés du monde peuvent le faire. Elles ont investi tous les endroits où est fabriqué du matériel intégrant des clés de chiffrement.

Début septembre ^[4], quand les documents de Snowden sur ce sujet ont été rendus publics, les ondes de choc se sont propagées dans toute l'industrie. Mais les documents divulgués ont également montré que les grandes oreilles sont encore obligées de voler les clés plutôt que de casser nos verrous. Elles ne disposent pas encore de l'expertise technique suffisante pour

casser les bases du chiffrement qui forme le socle de l'économie mondiale.

La publication des types de chiffrement que la NSA ne peut casser est la plus incendiaire des révélations de Snowden du point de vue des grandes oreilles. Aussi longtemps que personne ne sait ce qu'elles ne sont pas en capacité de lire, elles jouissent d'une aura d'omniscience. Lorsqu'on saura ce qu'elles ne peuvent pas lire, tout le monde va utiliser ce type de chiffrement et elles seront alors rapidement dans l'incapacité de lire quoi que ce soit.

Nous devons banaliser l'usage par les particuliers de technologies déjà adoptées par les entreprises, visant à sécuriser les communications et protéger la vie privée. Utiliser ces technologies doit être aussi simple qu'installer un détecteur de fumée

Snowden a dévoilé que leurs avancées sur les bases de notre cryptographie étaient bonnes mais pas excellentes. Il nous a aussi montré que nous avons très peu de temps pour l'améliorer. Nous devons nous dépêcher de remédier au tort qui nous a été fait par la corruption des standards techniques. À partir de maintenant, les communautés qui font les logiciels libres de chiffrement pour les autres doivent partir du principe qu'elles se heurtent aux « services nationaux du renseignement ». Dans ce domaine, c'est une mauvaise nouvelle pour les développeurs car il s'agit de jouer dans la cour des grands. Quand vous jouez contre eux, la plus minuscule des erreurs est fatale.

De plus, nous devons modifier l'environnement technique afin qu'il soit plus sûr pour les personnes ordinaires et les petites entreprises. Ceci consiste pour une grande part dans la diffusion de technologies que les grandes entreprises utilisent depuis une décennie et demie. Beaucoup trop peu a été accompli dans ce domaine jusqu'à présent. C'est comme si chaque usine de nos sociétés était équipée d'un système de

protection perfectionné contre l'incendie – détecteurs de fumée, détecteurs de monoxyde de carbone, arroseurs, lances à haute pression, extincteurs de haute qualité – alors que les maisons du commun des mortels n'avaient rien de tout ça.

Nous devons banaliser l'usage par les particuliers de technologies déjà adoptées par les entreprises, visant à sécuriser les communications et protéger la vie privée. Utiliser ces technologies doit être aussi simple qu'installer un détecteur de fumée, fixer un extincteur au mur, dire à vos enfants quelle porte prendre si l'escalier brûle ou même attacher une échelle de corde à la fenêtre du premier étage. Rien de tout cela ne règle le problème de l'incendie, mais s'il éclate, ces mesures simples sauveront la vie de vos enfants.

Il existe beaucoup de projets logiciels et de jeunes pousses qui travaillent sur des mesures de ce type. Ma FreedomBox, par exemple, est un de ces projets logiciels bénévoles. Et je suis enchanté de voir s'installer le début d'une concurrence commerciale. Les entreprises sont maintenant averties : les peuples du monde n'ont pas consenti à ce que les technologies du totalitarisme soient ancrées dans chaque foyer. Si le marché leur propose de bons produits, qui rendent l'espionnage plus difficile, ils les achèteront et les utiliseront.

Le courage de Snowden est exemplaire. Mais il a mis fin à ses efforts parce que c'est *maintenant* qu'il nous faut savoir. Nous devons accepter en héritage sa compréhension de cette situation d'urgence extrême. Nos hommes politiques ne peuvent pas se permettre d'attendre. Ni aux États-Unis, où la guerre doit s'arrêter. Ni dans le monde, où chaque peuple doit exiger de son gouvernement qu'il remplisse son obligation minimale de protection de sa sécurité.

C'est à nous de terminer le travail qu'ils ont

commencé.

Nous avons besoin de décentraliser les données. Si nous conservons tout dans un seul grand tas – s'il y a un type qui conserve tous les messages électroniques et un autre qui gère tous les partages sociaux, alors il n'y a aucun moyen véritable d'être plus en sécurité que le maillon le plus faible de la clôture qui entoure ce tas.

En revanche, si chacun de nous conserve ce qui lui est propre, les maillons faibles de la clôture ne livreront à l'attaquant que les affaires d'une et une seule personne. Ce qui, dans un monde gouverné par le principe de l'État de droit, serait optimal : cette seule personne est la personne qu'on *peut* espionner car on a pour cela des éléments tangibles ^[5].

La messagerie électronique s'adapte admirablement bien à un système où personne n'est au centre et ne conserve tout. Nous devons créer un serveur de messagerie pour monsieur tout-le-monde, qui coûte moins de cinq euros et puisse être posé à l'endroit où l'on plaçait ordinairement le répondeur téléphonique. Et quand il casse, on le jette.

La décentralisation des partages sociaux est plus difficile, mais reste à notre portée. Pour les personnes engagées et douées pour la technologie partout dans le monde, c'est le moment crucial, car si nous faisons notre travail correctement, la liberté survivra ; et quand nos petits-enfants diront « Alors, qu'avez-vous fait à cette époque ? », la réponse pourrait être « J'ai amélioré SSL. »

Snowden a fait avancer avec noblesse nos efforts pour sauver la démocratie. Ce faisant, il s'est hissé sur les épaules d'autres personnes. L'honneur lui en revient et à eux aussi, mais la responsabilité est nôtre. C'est à nous de terminer le travail qu'ils ont commencé. Nous devons veiller à ce que leur sacrifice ait un sens, veiller à ce que cette nation, toutes les nations, connaissent une renaissance de la liberté, et à

ce que le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, ne disparaisse pas de la surface de la Terre.

Cet article est dérivé de la série de conférences « Snowden and the Future », donnée à la Columbia Law School fin 2013 et disponible à l'adresse snowdenandthefuture.info. Une première traduction en français de ces conférences a été effectuée par Geoffray Levasseur et publiée à l'adresse www.geoffray-levasseur.org.

Notes

[1] En anglais, *union* signifie à la fois « union » et « syndicat ». Dans la suite du texte, ce mot est employé dans l'un ou l'autre sens.

[2] *Register their conclusive democratic opinion* : cela fait probablement allusion aux sites web où les habitants d'un État américain peuvent donner leur avis sur les politiques publiques de cet État. Par exemple : <http://www.governor.iowa.gov/constituent-services/register-opinion/>

[3] Date probable d'investiture du prochain Président des États-Unis.

[4] Septembre 2013.

[5] *Probable cause* : concept de droit aux États-Unis qui désigne l'existence d'éléments tangibles justifiant des poursuites pénales.

Crédits images

▪ *Privacy erased* par opensource.com (CC-BY-SA)

Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (2/3)

Voici enfin la suite des conférences d'Eben Moglen sur les révélations d'Edward Snowden. Pour vous remettre dans le bain, reportez-vous à la première partie. Ce texte a été publié avant que le Congrès des États-Unis ne refuse de proroger tels quels les amendements à la loi dite FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act) donnant une grande latitude à la NSA pour surveiller les citoyens et résidents des États-Unis (la surveillance du reste de la planète restant inchangée).

Mais l'Union européenne et en particulier la France semblent suivre le chemin inverse ; il semble qu'elles n'aient rien appris des révélations de Snowden. Faites lire ce texte à vos proches, pour qu'à leur tour ils voient les conséquences de ce qui se trame et puissent nous aider à faire pression pour essayer d'éviter le pire.

Source : The Guardian, Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy

Traduction : Thérèse, fatalerrors (Geoffray Levasseur), goofy, audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi

En d'autres termes, le respect de la vie privée est requis pour l'exercice de l'autogouvernance démocratique. Les

efforts tendant à soumettre la société humaine à ces méthodes de surveillance généralisée sont l'antithèse de la liberté. C'est la conversation que n'ont pas tenue tous ces « N'écoute pas mon téléphone portable ! » trompeurs ^[1]. Si cela ne tenait qu'aux gouvernements nationaux, le débat en resterait à ce niveau de charlatanisme pour toujours.



Le gouvernement des États-Unis et ses grandes oreilles n'ont pas avancé un seul argument pouvant nous convaincre que ce qu'il font est compatible avec l'éthique de la liberté, les lois constitutionnelles américaines ou les droits de l'homme internationaux. Au lieu de cela, ils essaient autant que possible de changer de sujet, et s'ils ne parviennent pas à en changer, à accuser le messenger.

Personne n'a besoin d'accéder à des documents classés secrets pour voir comment les forces armées et les stratèges se sont adaptés à la fin de la Guerre froide en planifiant la surveillance invasive des sociétés du monde. Depuis le début des années 90, la documentation publique concernant la politique de défense américaine montre que les planificateurs et stratèges militaires avaient prévu un monde dans lequel les États-Unis n'auraient pas d'adversaire étatique significatif. Par conséquent, nous serions forcés de nous engager dans un ensemble de « conflits asymétriques », ce qui signifiait des « guérillas » impliquant des « acteurs non étatiques ».

Au cours de la redéfinition du comportement stratégique des États-Unis, les stratèges militaires et leurs collègues de la communauté du renseignement en sont venus à voir les droits américains à la vie privée dans les communications comme l'équivalent d'un asile pour les groupes terroristes. Ils étaient convaincus que les forces armées des États-Unis, les

grandes oreilles, devraient nécessairement s'attaquer à ces asiles.

Puis, à l'avènement du 21^e siècle, une administration américaine qui restera dans l'Histoire pour sa tendance à tirer d'abord et réfléchir ensuite a tout gobé – hameçon, ligne et plomb ^[2] – du plan comportant « refus d'asile », surveillance invasive et « totale connaissance de l'information ». Dans un intervalle de temps vraiment court, depuis janvier 2002, principalement en secret, ils ont mis tout ça sur pied.

Les conséquences partout dans le monde n'ont pas été controversées, c'est à noter. Dans une large mesure, les États ont approuvé ou accepté. Après septembre 2001, le gouvernement des États-Unis a fait une démonstration de force tout à fait extraordinaire aux yeux du monde : vous étiez soit avec nous, soit contre nous. Par ailleurs, beaucoup d'autres gouvernements en étaient venus à fonder de manière capitale leurs propres services de renseignement sur la coopération avec les oreilles des États-Unis.

Une fois l'actuelle administration américaine bien installée, des responsables politiques de haut niveau ont considéré qu'il y avait un consensus multilatéral concernant les écoutes ayant pour objet les autres sociétés : elles ne pouvaient être arrêtées et donc ne devaient pas être limitées. Les Chinois ont approuvé. Les États-Unis ont approuvé. Les Européens ont approuvé ; leur position était quelque peu réticente, mais ils étaient dépendants des écoutes effectuées par les États-Unis et n'avaient pas tellement le pouvoir d'objecter.

Personne ne l'a annoncé aux peuples du monde. Depuis la fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, un fossé s'est ouvert entre les droits que les peuples du monde pensent posséder et ceux qui ont été bradés par leurs gouvernements en contrepartie d'un renseignement qui n'est utile qu'aux

gouvernements eux-même. Ce fossé est si profond, si fondamental pour la signification de la démocratie, que les opérateurs de ce système ont commencé à douter de sa légitimité – ce qu'ils auraient dû faire plus tôt.

Snowden a vu ce qui est arrivé aux autres lanceurs d'alerte et a agi en conséquence. Sa théorie politique est tout à fait exacte et totalement cohérente. Il dit que l'existence de ces programmes, non révélée au peuple américain, est une violation fondamentale des valeurs démocratiques des États-Unis. Assurément, il ne peut y avoir d'argument pour le contester.

La position de Snowden est qu'un effort si global, si massivement puissant et si propice aux abus ne devrait pas être entrepris sans consentement démocratique. Il a exprimé à maintes reprises sa croyance que le peuple des États-Unis a le droit de donner ou refuser ce consentement *informé*. Mais Snowden a également identifié le fait de soumettre la population mondiale à ces programmes comme une action problématique méritant une forme d'analyse morale et éthique qui va bien au-delà de la simple raison d'État ^[3].

Snowden veut dire, je pense, que nous devrions prendre ces décisions, non pas dans l'intérêt étroit et égoïste d'une nation, mais avec un sens moral particulièrement élevé de ce qui est approprié de la part d'une nation qui voudrait se faire passer pour le symbole de la liberté aux yeux de l'humanité.

Nous pouvons parler, naturellement, des lois constitutionnelles des États-Unis et de l'importance de l'appareil législatif américain – règles, protections, droits, devoirs – avec le respect qui leur est dû. Mais il doit être clair dans notre esprit que, lorsque nous parlons des traditions constitutionnelles des États-Unis en matière de liberté et d'esclavage, nous ne parlons pas seulement de ce qui est écrit dans les livres de droit.

Nous sommes confrontés à deux affirmations – on les entend partout – qui résument bien les orientations contre lesquelles nous travaillons. La première dit : « C'est sans espoir, la vie privée n'existe plus, à quoi bon lutter ? » ; la seconde : « Je ne fais rien de mal, pourquoi devrais-je m'en soucier ? » Ce sont là les objections les plus significatives qui nous sont opposées lorsque nous faisons ce que nous savons devoir faire.

***Si nous ne faisons rien de mal,
alors nous avons le droit de résister***

Tout d'abord, notre lutte pour la survie de la vie privée est loin d'être sans espoir. Snowden nous a décrit quelle protection était encore efficace. Son souci était de différencier les formes de communication en réseau définitivement corrompues et inutilisables, de celles qui sont mises en danger par les assauts continuels d'une agence dévoyée et de celles que, même avec son immense pouvoir, son poids financier, ses ambitions déplacées et ses efforts consciencieux, cette agence n'arrive pas à casser.

Le désespoir est seulement une maladie qu'ils veulent vous voir attraper, pas une maladie inéluctable.

Quant à la seconde affirmation, nous nous devons d'y répondre tout à fait clairement : « Si nous ne faisons rien de mal, alors nous avons le droit de résister. » Si nous ne faisons rien de mal, alors nous avons le droit de faire tout notre possible pour maintenir l'équilibre traditionnel entre nous et le pouvoir qui écoute. Nous avons le droit d'être invisibles. Nous avons le droit de parler de manière inaudible. Nous avons le droit de parler des langues qu'ils ne comprennent pas. Nous avons le droit de nous rencontrer aux endroits, aux moments et de la manière qui nous conviennent.

Nous avons une tradition constitutionnelle aux États-Unis

contre les mandats de portée générale. Elle est née au 18^e siècle pour de bonnes raisons. Nous limitons la capacité de l'État à perquisitionner des lieux et à saisir des objets à ce qu'un juge indépendant estime raisonnable d'autoriser.

Ce principe qui lui était cher, le Premier Congrès l'a placé dans notre Déclaration des droits parce qu'il était cher aux Nord-Américains britanniques ; parce qu'au cours du 18^{ème} siècle, ceux-ci avaient appris de quelle manière le pouvoir exécutif pouvait se servir des mandats de portée générale pour tout fouiller, partout, à la recherche d'une chose qui lui déplaisait et en forçant les pouvoirs locaux à l'y aider. Ce fut un problème au Massachusetts en 1761 ^[4] et cela resta un problème jusqu'à la fin de l'autorité britannique en Amérique du Nord. Et même alors le problème demeura parce que les présidents, sénateurs et *chancellors* (juges) étaient eux aussi sans scrupules dans leurs comportements. Thomas Jefferson aussi, comme le président actuel, a annoncé un jeu bien meilleur qu'il n'avait en réalité.

Ce principe est assez clair. Mais il n'y a que neuf votes à la Cour suprême des États-Unis, et ce sont les seuls qui comptent pour le moment ^[5]. Nous devons attendre de voir combien d'entre eux sont prêts à reconnaître la simple inconstitutionnalité d'un système scélérat beaucoup trop gros pour faire faillite. Mais puisque ces neuf votes sont les seuls qui ont de l'importance, le reste d'entre nous devons mener nos activités d'une autre façon.

La tradition constitutionnelle des États-Unis que nous admirons a principalement été établie par des personnes qui ont fui l'Europe et sont venues en Amérique du Nord pour être libres. Ce sont leurs activités politiques et intellectuelles que nous retrouvons traduites dans les documents qui ont construit la République.

Mais il y a une seconde tradition constitutionnelle. Elle fut

établie par des personnes qui ont été amenées ici contre leur gré ou qui sont nées dans l'esclavage et ont dû fuir pour pouvoir être libre, ici même. Cette seconde tradition constitutionnelle est légèrement différente par sa nature de la première, même si elle a conduit, en fin de compte, à des conclusions similaires.



Fuir l'esclavage est une activité de groupe. Fuir l'esclavage requiert l'assistance de ceux qui pensent que l'esclavage est une mauvaise chose. Les gens, aux États-Unis, ont oublié ce que notre tradition constitutionnelle doit au contact entre des personnes qui avait besoin de fuir pour devenir libres et des personnes qui savaient qu'elles devaient les aider, parce que l'esclavage est mal.

Nous avons maintenant oublié que durant l'été 1854, quand Anthony Burns – qui avait fui l'esclavage depuis Richmond en Virginie – fut renvoyé en esclavage par un juge d'État agissant comme commissaire fédéral pour le *Second Fugitive Slave Act* ^[6], Boston dut être placée sous la loi martiale

pendant trois jours entiers. Les troupes fédérales bordaient les rues alors que Burns était conduit sous escorte vers le port de Boston et placé à bord d'un bateau pour le renvoyer à l'esclavage. Si Boston n'avait pas été contenue par la force, il y aurait eu une émeute.

Quand Frederick Douglass a fui l'esclavage en 1838, il eut l'aide de sa chère Anna Murray, qui lui envoya une partie de ses économies et les vêtements de marin qu'il porta. Il eut l'aide d'un marin noir libre qui lui donna des papiers d'identité. De nombreuses personnes prirent beaucoup de risques pour l'aider à atteindre New York.

Notre tradition constitutionnelle ne repose pas seulement sur les droits négatifs qui se trouvent dans la Déclaration des droits. Elle repose également sur l'histoire d'une lutte de la communauté, souvent illégale d'un point de vue formel, pour la liberté et contre l'esclavage. Cette partie de notre tradition dit que la libération du contrôle oppressif doit être accordée à tous les peuples, partout, comme un droit. Elle dit que l'esclavage est tout simplement immoral, qu'il ne peut être toléré, ni justifié par la peur du maître ou un besoin de sécurité.

Par conséquent, la tradition constitutionnelle que les Américains devraient défendre actuellement est une tradition qui va bien au-delà de toute limitation spatiale ou temporelle pouvant s'appliquer au quatrième amendement ^[7]. Le peuple des États-Unis ne doit pas se contenter de défendre le droit d'être libre des intentions oppressives du gouvernement national, il ne doit pas simplement se battre pour une chose qui est incarnée par la clause de procédure régulière ^[8] du quatorzième amendement. Nous devrions plutôt nous battre contre les processus totalitaristes ; car l'esclavage est mal. Parce que soumettre l'ensemble du genre humain à la surveillance du maître est mal. Parce que fournir l'énergie, l'argent, la technologie, le système pour assujettir la vie

privée de tous dans le monde – pour détruire l’asile de la liberté de parole américaine – est mal.

Snowden nous a donné la chose la plus précieuse qu’un peuple jouissant de l’autonomie démocratique puisse avoir, l’information sur ce qui se passe. Si nous voulons exercer nos droits en tant que peuple autogouverné en exploitant les informations qu’il nous a livrées, nous devons avoir clairement à l’esprit les fondements politiques de notre action. Elles ne se limitent pas seulement aux paroisses, ou aux nations, ou à ce que l’on trouve dans les archives des décisions de la Cour suprême.

Une nation conçue dans la liberté et dévouée à la proposition que tous les hommes sont nés égaux a réduit en esclavage des millions de personnes. Elle s’est lavée de ce péché dans une terrible guerre. Le peuple des États-Unis devrait en tirer la leçon et est appelé à le faire aujourd’hui.

chaque gouvernement doit subordonner ses écoutes domestiques

aux principes de l’État de droit

À la lumière de ce que nous savons grâce à Snowden, les citoyens, partout, doivent exiger deux choses de leur gouvernement. En premier lieu, nous devons dire à nos dirigeants « Vous avez la responsabilité, le devoir, de protéger nos droits en nous protégeant de l’espionnage venant de l’extérieur ». Tout gouvernement a cette responsabilité. Il doit protéger le droit de ses citoyens à être libres de la surveillance intrusive de masse d’autres États. Aucun gouvernement ne peut prétendre à la souveraineté et à la responsabilité à moins de tout mettre en œuvre, dans la mesure de son pouvoir et de ses moyens, pour garantir ce résultat.

En second lieu, chaque gouvernement doit subordonner ses écoutes domestiques aux principes de l’État de droit.

L'arrogance monumentale des grandes oreilles et la stupidité de la dernière administration ont laissé le gouvernement des États-Unis dans un piège qui n'avait pas lieu d'être. Avant que la dernière administration n'affranchisse ses oreilles de la loi, le gouvernement américain aurait pu regarder le monde en face et proclamer que seules ses oreilles étaient soumises aux règles de l'État de droit. Cela aurait été une prétention exacte. Mais pour presque rien, l'histoire s'en souviendra, ils ont jeté cela aux orties.

Aux citoyens américains revient une plus grande responsabilité. Le gouvernement projette l'immensité de son pouvoir dans la destruction de la vie privée au sein des autres sociétés du monde. Il le fait sans aucun contrôle ni supervision démocratique et son peuple doit l'arrêter. Le rôle des Américains comme symbole de liberté dans le monde n'exige rien de moins.

La liberté a été pourchassée tout autour du globe. L'Asie et l'Afrique l'ont expulsée depuis longtemps. L'Europe a été harcelée pour que cette liberté soit traitée comme une étrangère et le Royaume-Uni l'arrêterait à Heathrow s'il la voyait arriver. Le président des États-Unis a exigé que personne n'accepte la fugitive et il n'est peut-être que la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, pour souhaiter préparer le moment venu un asile pour l'humanité.

Les dirigeants politiques du monde entier ont eu beaucoup de choses à dire depuis que Snowden a commencé ses révélations, mais pas une fois on n'a entendu une déclaration du genre « Je regrette d'avoir soumis mon propre peuple à ces procédés ». La chancelière allemande, malgré une réélection triomphale sans un nuage dans son ciel politique, n'est pas en position de dire « J'ai été d'accord avec les Américains pour autoriser l'interception de 40 millions d'appels téléphoniques par jour ; je veux juste qu'ils arrêtent d'écouter mon téléphone ! »

Les grandes oreilles américaines ont affaire à une crise politique allant bien au delà de ce qu'ils avaient pu imaginer. Elles n'apprécient pas d'apparaître au grand jour, ni même d'être simplement visibles. Elles ont perdu leur crédibilité auprès de l'industrie de la cybersécurité, car cette dernière a pris conscience qu'elles ont trahi leurs promesses implicites sur ce qu'elles ne pirateraient pas. L'industrie de la finance mondiale est envahie de peur à la vue de ce qu'elles ont fait. Les autres agences du gouvernement des États-Unis, sur le soutien desquelles elles peuvent habituellement compter, les fuient.

ils sont en train de faire du net un espace de guerre perpétuelle

Nous n'aurons plus jamais un tel moment de désarroi politique dans le camp qui agit contre la liberté. Non seulement ils ont rendu ce problème évident pour tout le monde – non seulement ils ont fait des martyrs de nos camarades résidant à Fort Leavenworth ^[9], à l'ambassade d'Équateur à Londres ^[10] et dans un endroit secret de Moscou ^[11] – non seulement ils ont allumé un incendie qu'ils ne peuvent plus éteindre en pissant dessus, mais ils ont aussi perdu leur armure. Ils se tiennent devant nous dans la totalité de qui ils sont réellement. Il nous appartient de montrer que nous les reconnaissons pour ce qu'ils sont.

Ce qu'ils ont fait, c'est de créer un état de guerre permanent sur le net. Douze années d'une guerre qui semble sans fin ; ils sont en train de faire du net un espace de guerre perpétuelle. Nous devons imaginer à nouveau de quoi aurait l'air un Internet en paix – la cyberpaix. Les jeunes gens de par le monde qui travaillent en ce moment sur la théorie de la cyberpaix font le travail politique le plus important de notre temps. Il nous faudra désormais assurer ce que les démocraties assurent le mieux, la paix. Nous devons être disposés à déclarer la victoire et rentrer chez nous. Quand nous le

ferons, nous laisserons derrière nous un Internet qui ne sera plus en état de guerre, un Internet qui n'utilisera plus la surveillance pour détruire la vie privée, fondement de la démocratie.

C'est une question de droit public international. Au final, c'est semblable à l'interdiction des armes chimiques ou des mines antipersonnel, une question de traités de désarmement, une question de maintien de la paix.

La difficulté, c'est que nous n'avons pas seulement affaire à nos concitoyens, bons et patriotes, pour qui des élections sont un remède suffisant, mais également à une immense structure de surveillance privée qui est devenue réalité. Cette structure a tout à fait le droit d'exister dans un marché libre, mais elle génère maintenant un désastre écologique dont seuls les gouvernements ont bénéficié. Par conséquent nous ne devons pas seulement réfléchir à ce que sont nos politiques vis-à-vis des États mais également vis-à-vis des entreprises.

En fait, nous en sommes encore à un spectacle de marionnettes où les objets légitimes de la surveillance internationale – nommément les politiciens, chefs d'état, cadres de l'armée et diplomates – sont en train de pleurer en nous disant *qu'ils* ne devraient pas être écoutés. Comme s'ils étaient *nous* et avaient le droit d'être laissés tranquilles.

Et ceci, bien sûr, c'est ce qu'ils veulent. Ils veulent nous induire en erreur. Ils veulent que nous pensions qu'ils *sont* nous – qu'ils ne sont pas les personnes qui ont permis à tout ceci d'arriver, qui l'ont applaudi, qui en ont fait commerce.

Nous devons faire face aux problèmes que leurs duperies ont créés. Les grandes oreilles ont détruit la politique de liberté d'Internet du gouvernement des États-Unis. Ils ont eu une bonne main tant qu'ils ont pu jouer des deux côtés à la fois. Et à présent, nous avons des collègues et camarades

partout dans le monde qui travaillent pour la liberté du net dans les sociétés dangereuses ; ils dépendent du support matériel et de l'assistance du gouvernement des États-Unis et ils ont maintenant toutes les raisons d'être effrayés.

Que se serait-il passé si les chemins de fer clandestins ^[12] avaient été constamment soumis à un effort de pénétration de la part du gouvernement des États-Unis au nom de l'esclavage ? Que se serait-il passé si tous les livres des 500 dernières années avaient signalé leurs lecteurs à la maison mère ?

Lorsque nous décidons de donner des informations personnelles,

nous fragilisons également la vie privée d'autres personnes.

La mauvaise nouvelle pour les peuples de la planète, c'est que tout le monde nous a menti de manière éhontée pendant près de vingt ans. La bonne nouvelle, c'est que Snowden nous a dit la vérité.

Edward Snowden a révélé des problèmes auxquels nous devons trouver des solutions. La vaste organisation industrielle de surveillance qui s'est développée depuis 2001 n'aurait pas pu se construire sans les sous-traitants du gouvernement ni l'industrie de l'extraction de données. Tous deux sont impliqués dans une crise écologique causée par la surenchère industrielle. Nous avons échoué à saisir la nature de cette crise parce que nous avons mal compris la nature de la vie privée. Les entreprises ont cherché à profiter de notre confusion et les gouvernements en ont profité encore davantage, ce qui menace la survie même de la démocratie.



Dans ce contexte, nous devons nous souvenir que la vie privée concerne notre environnement social, pas les interactions isolées que nous avons individuellement avec d'autres. Lorsque nous décidons de donner des informations personnelles, nous fragilisons également la vie privée d'autres personnes. Par conséquent, la vie privée est toujours une relation entre de nombreuses personnes, plutôt qu'une transaction entre deux d'entre elles.

Beaucoup de gens vous prennent de l'argent en occultant cette distinction. Par exemple, ils vous proposent des services de messagerie gratuits. En retour, ils vous demandent de les laisser lire tous vos messages. Leur objectif affiché est de vous envoyer des publicités. Ce n'est qu'un échange entre deux parties. Ou alors, ils vous offrent un hébergement gratuit pour vos communications sociales, puis ils observent tout ce que regarde tout le monde.

C'est pratique pour eux, mais frauduleux. Si vous acceptez cette supposée offre bilatérale de service de messagerie qui vous est fourni gratuitement pour autant qu'ils puissent tout lire, alors chaque personne qui correspond avec vous est soumise à ce marché. Si dans votre famille il y a quelqu'un qui reçoit ses messages avec Gmail, alors Google obtient une copie de toutes les correspondances de votre famille. Si un autre membre de votre famille reçoit ses messages à l'aide de Yahoo, alors Yahoo reçoit également les correspondances de toute votre famille.

Peut-être que déjà ce niveau de surveillance des messages de votre famille par des grandes entreprises est trop pour vous.

Mais comme les révélations de Snowden ont pu le montrer, à la déconfiture des gouvernements et de ces entreprises, elles ont aussi partagé tout ces courriers avec le pouvoir – qui les achète, obtient des tribunaux des injonctions à les produire ou les vole – que cela leur plaise ou non.

Ce sera la même chose si vous décidez de vivre votre vie sociale sur un site Internet géré par un abruti qui surveille toute interaction sociale en gardant une copie de tout ce qui est dit et en regardant tout le monde regarder tous les autres. Si vous amenez de nouveaux « amis » vers ce service, vous les attirez dans cette inspection dégueulasse, en les forçant à subir tout cela avec vous.

C'est un problème *écologique* parce que nos choix individuels aggravent l'état du groupe dans son ensemble. L'intérêt des entreprises de service, mais pas le nôtre, est de cacher cet aspect du problème et de se concentrer sur l'obtention de consentements individuels. D'un point de vue juridique, l'essence d'une transaction est le consentement. Si la vie privée est transactionnelle, votre consentement à l'espionnage est tout ce dont l'espion commercial a besoin. Mais si la vie privée est comprise correctement, le consentement est généralement hors sujet et se focaliser dessus est fondamentalement inapproprié.

En ce qui concerne la pureté de l'air et de l'eau, nous ne fixons pas les limites acceptables de pollution par consentement ; la société a établi des normes de propreté que tout le monde doit respecter. Les lois environnementales ne sont pas des lois de consentement. Mais pour ce qui est du respect de la vie privée, on nous a autorisés à nous faire des illusions ; ce qui est véritablement un sujet de réglementation environnementale nous a été vendu comme un simple problème de négociation bilatérale. Les faits montrent que ceci est totalement faux.

(à suivre...)

Notes

[1] Référence aux protestations de dirigeants politiques, notamment d'Angela Merkel.

[2] Il y a ici double référence ; *swallow something hook, line and sinker* pourrait se traduire en « gober n'importe quoi », mais aussi il y a référence au roman d'espionnage en trois parties, *Spy Hook*, *Spy Line* et *Spy Sinker* de Len Deighton.

[3] En français dans le texte.

[4] En 1761 eurent lieu les toutes premières révoltes d'une colonie britannique d'Amérique du Nord, suite au Navigation Act limitant le commerce colonial et à l'insistance du roi Charles II pour y établir l'église anglicane. Le roi réagira en ordonnant des perquisitions, saisies et exécutions massives. Ces révoltes seront considérés comme les prémisses de la Guerre d'Indépendance.

[5] Aux États-Unis, la Cour suprême n'est pas seulement la plus haute autorité judiciaire, elle statue également sur la constitutionnalité de la loi, comme le fait notre Conseil constitutionnel.

[6] « Deuxième loi sur les esclaves fugitifs » votée par le Congrès le 18 septembre 1850, annulée de facto par le vote du 13ème amendement en 1865 abolissant l'esclavage.

[7] Amendement fixant le cadre de la juridiction fédérale des États-Unis et les limites du droit de vote ou d'éligibilité, ainsi que l'invalidation de toutes dettes financières en rapport avec des activités de rébellion ou esclavagistes.

[8] *Due process clause* : cette clause interdit à l'État toute condamnation sans procédure judiciaire régulière.

[9] Lieu de détention de Chelsea Manning.

[10] Lieu de retranchement de Julian Assange.

[11] Résidence actuelle d'Edward Snowden.

[12] *Underground railroad* : réseaux de fuite des années 1850 pour les esclaves aux États-Unis.

Crédits images

- Eben Moglen par Doc Searls (CC-BY-2.0)
 - François-Auguste Biard *Abolition de l'esclavage* (détail) – Domaine public
 - Logo NSA inside par Bruce Sterling (CC-BY-2.0)
-

Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (1/3)

Une conférence d'Eben Moglen

Nous proposons aujourd'hui la première partie d'une longue conférence d'Eben Moglen qui envisage les révélations de Snowden dans une perspective historique pour montrer comment ont été dévoyés les principes démocratiques au profit de la surveillance généralisée, et comment au-delà de la vie privée individuelle de chacun c'est le fragile équilibre démocratique qui est menacé.

Source : le Guardian Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy

Traduction : Thérèse et fatalerrors (Geoffray Levasseur),

audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi, Paul, Goofy

Attaques contre la vie privée : les fichiers de la NSA ont révélé de nouvelles menaces pour la démocratie



Grâce à Edward Snowden, nous savons que l'appareil de répression a été secrètement intégré à l'État démocratique. Cependant, notre lutte pour préserver notre vie privée est loin d'être sans espoir.

Dans la troisième partie de son *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, Edward Gibbon expose deux raisons pour lesquelles l'esclavage dans lequel avaient sombré les Romains sous le règne de l'empereur Auguste et de ses successeurs les avait laissés plus misérables qu'aucun autre peuple esclave avant eux. En premier lieu, Gibbon déclare que les Romains avaient emporté avec eux, dans l'esclavage, la culture des peuples libres – leur langue et leur conception d'eux-mêmes en tant qu'êtres humains postulaient la liberté. Et en conséquence, selon Gibbon, malgré le poids de la corruption et de la violence militaire, les Romains ont

longtemps gardé les sentiments, ou du moins les idées, d'un peuple né libre. En second lieu, l'Empire romain s'est étendu au monde entier et quand cet empire est tombé entre les mains d'une seule personne, le monde était devenu une prison sûre et morne pour ses ennemis. Comme l'écrit Gibbon, résister était fatal et il était impossible de s'échapper.

Le pouvoir de cet Empire romain résidait dans le contrôle des communications par ceux qui gouvernaient. La mer Méditerranée était leur lac. Et d'un bout à l'autre de leur empire, depuis l'Écosse jusqu'à la Syrie, ils ont tracé des voies qui quinze siècles plus tard étaient toujours les artères principales du transport européen. C'est par ces routes que l'empereur envoyait ses armées. Grâce à ces routes, les informations importantes remontaient jusqu'à lui. Les empereurs ont inventé les services de postes pour transporter messagers et dépêches à la plus grande vitesse possible.

En utilisant cette infrastructure pour tout ce qui impliquait l'administration du pouvoir, l'empereur avait fait en sorte de devenir l'être humain le mieux informé de toute l'histoire du monde.

Ce pouvoir avait éradiqué les libertés humaines. « Souviens-toi », dit Cicéron à Marcellus en exil, « où que tu sois, tu es à égale distance du pouvoir du conquérant. »

L'empire des États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, dépendait lui aussi du contrôle des communications. Ceci est devenu plus évident quand, à peine 20 ans plus tard, les États-Unis se sont enfermés dans un affrontement d'anéantissement nucléaire avec l'Union soviétique. Dans une guerre de sous-marins tapis dans l'ombre sous les continents, capables d'éradiquer toute civilisation humaine en moins d'une heure, la règle d'engagement était : « lancement sur alerte »

^[1]. En conséquence, les États-Unis ont donné au contrôle des communications une importance aussi grande que l'avait fait l'empereur Auguste. Leurs grandes oreilles avaient la même

soif de tout savoir.

Nous savons tous que les États-Unis ont pendant des décennies dépensé autant pour leur puissance militaire que toutes les autres puissances mondiales réunies. Nous, les Américains, prenons maintenant conscience de ce qu'implique le fait d'avoir consacré à l'interception de signaux et au cassage de chiffrements une proportion de nos ressources équivalente à celle du reste du monde.

Le système d'écoute des États-Unis est constitué d'un commandement militaire qui contrôle une main-d'œuvre civile importante. Une telle structure suppose à priori que cette activité de renseignement a pour cible l'étranger. Le contrôle militaire était à la fois le symbole et la garantie de la nature de l'activité qui était engagée. Une surveillance à grande échelle du territoire national sous contrôle militaire aurait violé le principe fondamental du contrôle par les citoyens.

Il s'agissait donc au contraire d'un service de renseignement extérieur responsable devant le Président en tant que commandant en chef militaire. La chaîne de commandement militaire garantissait le respect absolu du principe fondamental qui était « pas d'écoute ici ». La frontière entre la patrie et l'étranger séparait ce qui est anticonstitutionnel de ce qui est autorisé.

La distinction entre patrie et étranger était au moins crédible techniquement, étant donné la réalité des médias de communication du 20^e siècle, qui étaient organisés hiérarchiquement et très souvent contrôlés par les États. Quand les services gouvernementaux des États-Unis choisissaient d'écouter les autres gouvernements étrangers – leurs forces armées, leurs communications diplomatiques et leurs hommes politiques partout où c'était possible – ils écoutaient dans un monde de cibles définies. Les principes de bases étaient : pénétre, enregistre et vole. Nous avons

écouté, nous nous sommes introduits partout, nous avons fait du troc, nous avons volé.

Au début nous écoutions les forces armées et leurs gouvernements. Plus tard nous avons surveillé les flux des marchés internationaux pour peu que les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis aient été engagés.

Le régime que nous avons construit pour nous défendre de l'anéantissement nucléaire fut restructuré à la fin du 20^e siècle. En premier lieu, la guerre froide a touché à sa fin et l'Union soviétique a été dissoute. Une structure toute entière de sécurité nationale s'est réorientée d'elle-même. Il n'était plus nécessaire de surveiller un empire pointant vingt-cinq mille armes nucléaires sur nous. Désormais nous devons surveiller la population du monde dans son ensemble afin de localiser quelque milliers de personnes fomentant diverses formes de massacres. Ainsi, nous dit-on, espionner des sociétés entières est devenu normal.

En second lieu, la nature des communications humaines a changé. Le système que nous avons construit s'attaquait à des cibles définies : un branchement, un numéro de téléphone, une plaque d'immatriculation, une localisation géographique. La question au 20^e siècle était de savoir combien de cibles il était possible de suivre simultanément dans un monde où chacune nécessitait infiltration, écoute et interception. Mais ensuite on a commencé à mettre au point une nouvelle forme de communication humaine. À partir du moment où nous avons créé Internet, deux des hypothèses de base ont commencé à faire défaut : la simplicité du « une cible, un branchement » a disparu et la différence entre l'intérieur et l'extérieur du pays s'est, elle aussi, évanouie.

Cette distinction a disparu aux États-Unis parce que c'est là que réside, pour le meilleur et pour le pire, une grande partie du réseau et des services qui lui sont associés. Par

conséquent, la question « Va-t-on écouter à l'intérieur de nos frontières ? » a été, semble-t-il, réduite à « Allons-nous écouter ou non ? ».

C'est alors que s'est manifestée une administration américaine d'une extrême imprudence. Elle avait pour caractéristique de ne pas réfléchir longtemps avant d'agir. Confrontée à une catastrophe nationale qui constituait également une opportunité politique ^[2], rien ne se dressait entre elle et toutes les erreurs que l'empressement peut engendrer, et dont les enfants de ses enfants se repentiront à loisir. Ce qu'elle a fait – secrètement, avec l'assistance de juges choisis par un seul homme opérant en secret et avec la connivence de beaucoup de personnes honnêtes qui croyaient agir pour sauver la société – a été d'affranchir de la loi ceux qui nous écoutent.

Non seulement les circonstances avaient fait voler en éclats la simplicité de la règle « pas d'écoute à l'intérieur », non seulement les magouilles autour de la FISA ^[3] avaient amené cette administration dans une situation où aucune loi ne lui fournissait de points de repères utiles, mais de plus elle avait la ferme intention de le faire. Sa vision de la nature du pouvoir humain était « augustienne » à défaut d'être auguste ^[4]. L'administration désirait ce dont les personnes censées n'ont pas le droit de prendre la responsabilité. Et ainsi elle a failli et nous avons failli avec elle.

Nos grandes oreilles militaires ont envahi le cœur d'un Internet en pleine évolution

Nos journalistes ont failli. Le New York Times a laissé les élections de 2004 se dérouler sans rien révéler de ce qu'il savait sur les écoutes. Cette décision d'autocensure fut, comme tout type de censure ou d'autocensure, une blessure mortelle infligée à la démocratie. Nous, le peuple, n'avons

pas exigé que soit mis un terme à tout cela dès le début. Or, à présent, nous en sommes déjà bien loin.

Nos grandes oreilles militaires ont envahi le cœur d'un Internet en pleine évolution, où des supercerveaux numériques bons pour le service militaire recueillent du renseignement sur la race humaine pour des raisons triviales et au nom du capitalisme. Aux USA, les sociétés de télécommunication jouissent de l'immunité juridique pour leur complicité, leur permettant d'aller encore plus loin.

L'invasion de notre réseau a été secrète et nous n'avons pas compris que nous devions résister. Mais la résistance est apparue telle une cinquième colonne au sein des grandes oreilles elles-mêmes. À Hong Kong, Edward Snowden a déclaré quelque chose de simple et d'utile : les analystes, a-t-il dit, ne sont pas des gens malintentionnés et ils ne veulent pas se considérer comme tels. Mais ils en sont arrivés à conclure que si un programme produit quoi que ce soit d'utile, il est justifié. Ce n'était pas le boulot des analystes d'évaluer l'éthique fondamentale du système à notre place.

En démocratie, cette tâche est confiée par le peuple aux dirigeants qu'il élit. Ces dirigeants ont failli – tout comme nous – parce qu'ils ont refusé d'adhérer à l'éthique de la liberté. Le personnel civil des agences fédérales est le premier à avoir ressenti cette défaillance. Depuis le milieu de la dernière décennie, des gens ont commencé à tirer la sonnette d'alarme à tous les niveaux. Ces employés courageux ont sacrifié leur carrière, effrayé leur famille et parfois souffert personnellement de persécutions, pour avoir dévoilé qu'il existait quelque chose de profondément mauvais. La réponse a été le règne par la peur. Deux administrations successives des États-Unis ont cherché à régler la question des lanceurs d'alerte parmi les « grandes oreilles » en leur réservant le traitement le plus impitoyable possible.

Snowden a dit à Hong Kong qu'il se sacrifiait afin de sauver

le monde d'un tel système, qui « n'est contraint que par la réglementation ». Les idées politiques de Snowden méritent notre respect et notre profonde considération. Mais pour l'instant il me suffira de dire qu'il n'exagérerait pas sur la nature des difficultés. Grâce à Snowden, nous avons appris que ceux qui écoutent ont entrepris de faire ce qu'ils ont sans cesse répété à l'opinion respectable des experts qu'ils ne feraient jamais. Ils ont toujours prétendu qu'ils n'essaieraient pas de casser le chiffrement qui sécurise le système financier mondial. C'était faux. Quand Snowden a révélé l'existence du programme *Bullrun* de la NSA, nous avons appris que l'agence avait menti pendant des années à ces financiers qui croient avoir droit à la vérité de la part du gouvernement qui leur appartient. La NSA n'avait pas seulement subverti des standards techniques en tentant de casser le chiffrement qui est la clé de voûte de l'industrie mondiale de la finance, elle avait aussi volé les clés d'autant de « coffres-forts » que possible. Avec cette révélation, la NSA a perdu la respectabilité qu'elle avait dans le monde entier. Leur inconscience dans la mise en danger de ceux qui n'acceptent pas les dangers émanant du gouvernement des États-Unis était à couper le souffle.

...ces dix dernières années, après la mise au rencart de l'éthique de la liberté, l'État a commencé à ancrer des procédés totalitaires dans la substance même de la démocratie.

L'empire des États-Unis était l'empire de la liberté exportée. Ce qu'il avait à offrir au monde entier c'était la liberté et l'indépendance. Après la colonisation, après les vols commis par l'Europe, après les diverses incarnations de l'horreur d'origine étatique, il promettait un monde libéré de l'oppression de l'État. Au siècle dernier, nous étions prêts à sacrifier nombre des plus grandes villes du monde et à accepter le sacrifice de dizaines de millions de vies humaines. C'était le prix à payer pour écraser des régimes que

nous appelions « totalitaires », dans lesquels l'État devenait si puissant et si invasif qu'il ne reconnaissait plus aucune des limites de la sphère privée. Nous avons combattu désespérément jusqu'à la mort des systèmes dans lesquels l'État écoutait chaque conversation téléphonique et conservait la liste de toutes les personnes en relation avec chaque fauteur de trouble. Mais ces dix dernières années, après la mise au rencart de l'éthique de la liberté, l'État a commencé à ancrer des procédés totalitaires dans la substance même de la démocratie.

Proclamer que les procédés du totalitarisme sont compatibles avec le système de l'autogouvernance éclairée, individuelle et démocratique est sans précédent dans l'histoire. Un tel raisonnement devrait être voué à l'échec. Il devrait suffire de lui objecter que l'omniprésence d'écoutes invasives engendre la peur, et que cette peur est l'ennemie de la liberté raisonnée et organisée. Tenter d'ancrer des procédés totalitaristes au sein de l'autogouvernance constitutionnelle des États-Unis est en totale contradiction avec l'idéal américain. Mais il y a une incohérence encore plus profonde entre ces idéaux et le fait de soumettre à une surveillance de masse chacune des autres sociétés de la planète. Certains des serviteurs du système ont finalement compris que tout ceci était mis en place, non pas avec, mais contre l'ordre démocratique. Ils savaient que les amarres de leurs vaisseaux avaient été larguées dans le noir et sans drapeau. Quand ils ont lancé l'alerte, le système a lancé ses alertes en retour. Finalement – du moins à ce jour, et jusqu'à nouvel ordre – il y a eu Snowden, qui a vu tout ce qui se passait et observé le sort de ceux qui se sont mis à parler.

Il a compris, comme Chelsea Manning l'a aussi toujours compris, que lorsque vous portez l'uniforme, vous consentez au pouvoir. Il connaissait très bien son affaire. Tout jeune qu'il était, il a déclaré à Hong Kong : « J'ai été un espion toute ma vie. » Et il a fait ce qui demande un grand courage,

lorsqu'on est en présence de ce qu'on croit être une injustice radicale. Il n'était pas le premier, il ne sera pas le dernier, mais il a sacrifié l'existence qu'il connaissait pour nous dire les choses que nous avons besoin de savoir. Snowden s'est rendu coupable d'espionnage pour le compte de la race humaine. Il en connaissait le prix, il savait pourquoi. Mais comme il l'a dit, seul le peuple des États-Unis pourra décider, au travers de sa réponse, si le sacrifice de sa vie en valait la peine. Aussi est-il de la plus haute importance que nous fassions l'effort de comprendre ce message : comprendre son contexte, son propos et sa signification, et tirer les conséquences concrètes du fait d'en avoir eu communication. Et même une fois que nous aurons compris, il sera difficile de juger Snowden, parce qu'il y a toujours beaucoup à dire d'un côté comme de l'autre lorsque quelqu'un a entièrement raison trop tôt.

Aux États-Unis, ceux qui furent des « antifascistes précoces »^[5] ont souffert. Il n'était bon d'avoir raison que lorsque tous les autres avaient raison. Il était malvenu d'avoir raison quand seuls ceux que nous désapprouvions avaient un point de vue que nous adopterions nous-mêmes plus tard.

nous devons commencer par écarter, pour nos besoins immédiats, à peu près tout ce qu'ont dit les présidents, premiers ministres, chanceliers et sénateurs. Les discours publics de ces « leaders » constituent un catalogue remarquable de manipulations, de tromperies et de complets mensonges.

Snowden a été parfaitement précis. Il connaît son affaire. Il a été pour nous l'espion des injustices et nous a dit ce qu'il fallait pour que nous fassions ce travail et que nous le fassions bien. Et s'il est une responsabilité que nous avons, c'est celle d'apprendre, maintenant, avant que quelqu'un ne conclue qu'apprendre doit être interdit. En réfléchissant à la signification politique du message de Snowden et à ses

conséquences, nous devons commencer par écarter, pour nos besoins immédiats, à peu près tout ce qu'ont dit les présidents, premiers ministres, chanceliers et sénateurs. Les discours publics de ces « leaders » constituent un catalogue remarquable de manipulations, de tromperies et de complets mensonges. Nous devons plutôt nous concentrer sur la pensée qui sous-tend les actions menées par Snowden. Ce qui importe le plus maintenant, c'est de savoir dans quelle mesure l'ensemble de la race humaine a été piégée dans ce système de surveillance envahissant.

Nous commencerons là où les dirigeants sont déterminés à ne pas s'arrêter, en nous demandant si une forme quelconque de gouvernement autonome démocratique, où que ce soit, est compatible avec ce type de surveillance massive et envahissante dans laquelle le gouvernement des États-Unis a entraîné non seulement son peuple, mais aussi le monde entier. En fait, ce ne devrait pas être une enquête compliquée.

L'anonymat est nécessaire à la conduite d'une politique démocratique. Non seulement nous devons pouvoir choisir avec qui nous discutons de politique, mais nous devons aussi être capables de nous protéger des représailles contre l'expression de nos idées politiques.

Pour quiconque vivait au 20^e siècle, du moins en son milieu, il était évident que la liberté ne pouvait pas être compatible avec des procédés totalitaires. Ainsi, quand on observe les réactions aux révélations de Snowden, on voit que l'invasion massive de la vie privée déclenche une anxiété justifiée sur le sort de la liberté parmi les survivants du totalitarisme. Pour comprendre pourquoi, nous devons comprendre plus précisément ce que notre conception de la « vie privée » implique vraiment. Notre conception de la vie privée combine trois éléments. Le premier est la confidentialité, la possibilité que le contenu de nos messages ne soit connu que de ceux auxquels ils sont destinés. Le deuxième est

l'anonymat, c'est-à-dire le secret sur qui envoie ou reçoit les messages, quand bien même le contenu n'en serait absolument pas confidentiel. Il est très important que l'anonymat soit une préoccupation que nous puissions avoir, à la fois lorsque nous publions et lorsque nous lisons. Le troisième est l'autonomie, notre capacité à libérer nos décisions de vie personnelle de toute force ayant violé notre confidentialité ou notre anonymat. Ces trois éléments – confidentialité, anonymat et autonomie – sont les principaux composants d'un subtil cocktail qu'on appelle « vie privée ».

Sans confidentialité, l'autogouvernance démocratique est impossible. Sans confidentialité, les gens ne peuvent discuter des affaires publiques avec ceux qu'il choisissent en excluant ceux avec qui ils ne souhaitent pas dialoguer. L'anonymat est nécessaire à la conduite d'une politique démocratique. Non seulement nous devons pouvoir choisir avec qui nous discutons de politique, mais nous devons aussi être capables de nous protéger des représailles contre l'expression de nos idées politiques. L'autonomie est viciée par l'invasion généralisée de la confidentialité et de l'anonymat. La libre prise de décision est impossible dans une société où chaque déplacement est surveillé, comme nous le démontreraient un bref regard sur la Corée du Nord, toute conversation avec ceux qui ont vécu les totalitarismes du 20^e siècle ou toute étude historique des réalités quotidiennes de l'esclavage aux États-Unis avant la guerre civile.

(à suivre...)

Notes

[1] *Launch on warning* est une option stratégique mise en œuvre par les États-Unis et l'URSS pendant la guerre froide. Elle consiste à lancer une attaque nucléaire en riposte à toute détection d'un lancement d'arme stratégique par l'adversaire, sans attendre l'explosion. Pour éviter les fausses alertes, la

qualité du renseignement est évidemment primordiale.

[2] Moglen fait ici bien sûr allusion aux attentats du 11 septembre 2001.

[3] Foreign Intelligence Surveillance Act, Loi de surveillance du renseignement étranger, votée par le 50e congrès en 1978.

[4] Auguste (adj.) : digne de vénération, en référence à l'empereur Auguste de l'Empire Romain, considéré d'ailleurs comme l'inventeur du renseignement organisé.

[5] groupe d'antifascistes dénonçant l'amitié entre les États-Unis et l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne juste avant le début de la Seconde Guerre mondiale, souvent accusés à tort d'être des agents communistes

Eben Moglen : l'innovation sous l'austérité

Voici une traduction d'une conférence qu'Eben Moglen a donnée il y a déjà un an à Washington en 2012, mais ses propos demeurent d'une actualité brûlante aujourd'hui. J'avais déjà traduit une de ses interventions ici. Peu de personnes parlent aussi bien que lui pour expliquer le lien entre le logiciel libre et nos libertés personnelles. Cette fois il revient nous parler non seulement de libertés, mais aussi d'économie, ce qui ne manquera pas d'intéresser tout homme politique (ou personne qui s'y intéresse). L'intégralité de cette vidéo est disponible sur la plateforme Amara qui m'a permis de la sous-titrer en français. Si des bonnes volontés ont envie de faire une relecture et d'achever la session de questions/réponses, elles sont plus que bienvenues. Bonne lecture !

L'innovation sous l'austérité



(...) Je vais parler principalement d'un sujet qui est presque aussi geek que les choses dont on parle tous tout le temps, c'est-à-dire de politique économique. Je vais essayer d'en parler d'une manière moins ennuyeuse que d'habitude, mais vous me pardonnerez j'en suis sûr de commencer assez loin d'OpenSSL, nous nous en rapprocherons au fur et à mesure plus tard.

Les économies développées dans le monde, commencent toutes à connaître maintenant un état de crise fondamentalement identique. Elles sont obligées d'imposer l'austérité car les niveaux d'endettement privé ont cassé les rouages de l'économie, et la volonté des détenteurs de capitaux de prendre des gros risques avec l'argent d'autres personnes a fini par donner des résultats désastreux au cours de cette dernière décennie. Et donc l'austérité est une position inévitable et dommageable sur le plan politique pour tous les gouvernements du monde développé, et certains de ces gouvernements sont entrés dans un processus auto-destructeur, dans lequel le besoin d'imposer l'austérité et de réduire les subventions publiques et les mesures sociales pour les jeunes stoppe la croissance économique, ce qui empêche l'austérité de produire ses résultats désirables. Au lieu de supprimer de

mauvaises dettes et de reprendre la croissance, nous sommes les spectateurs d'un théâtre où la troisième économie du monde, l'Union européenne, se trouve proche de voir un effondrement de sa monnaie et une génération perdue, ce qui aurait des conséquences néfastes sur toute l'économie mondiale.

Pour les décideurs politiques, je vois que peu d'entre eux sont là aujourd'hui, ils ont bien sûr mieux à faire que de nous écouter, pour les politiciens en d'autres mots, il s'agit de faire face maintenant à un problème insurmontable : comment a-t-on de l'innovation et de la croissance sous l'austérité ?

Ils ne connaissent pas la réponse à cette question, et cela devient si urgent que cela commence à miner leur contrôle politique. Des partis marginaux dans plusieurs sociétés très développées et très avancées commencent à attirer de nombreux suffrages, et à menacer la stabilité même de la capacité des décideurs économiques à résoudre (ou essayer de résoudre) le problème de l'innovation sous l'austérité.

Ce n'est une bonne nouvelle pour personne. Ce n'est bon pour personne. Nous n'avons pas d'occasion de nous réjouir de ce résultat, qui est largement le résultat de l'incompétence de ces personnes qui disent mériter tout cet argent parce qu'elles sont si intelligentes, c'est en partie la conséquence d'une lâcheté des politiciens qui leur ont laissé trop d'espace. Ce n'est pas que nous soyons ravis de voir cela arriver, mais il y a un bon côté. Peu de personnes dans le monde savent comment avoir de l'innovation sous l'austérité. Nous en faisons partie.

Nous avons produit de l'innovation sous l'austérité pendant cette dernière génération, et non seulement nous avons fait des innovations plutôt bonnes, nous avons fait des innovations dont toutes les autres personnes riches se sont attribuées le crédit. La majeure partie de la croissance qui s'est produite pendant cette période folle et mouvementée où ils ont pris de

l'argent d'autres personnes et sont allés faire des paris avec, c'est de l'innovation que nous avons produite pour eux. Donc maintenant, en dépit des circonstances désastreuses que l'on peut nous aussi regretter, car le chômage est celui de mes étudiants qui obtiennent leur diplôme, de vos enfants, et de tous ces autres jeunes dont la vie sera abîmée pour de vrai par la mauvaise situation économique actuelle. Les gens qui commencent leur carrière maintenant souffriront de baisses de salaire pendant leur vie. Leurs enfants auront un moins bon départ dans la vie en raison de ce qui arrive maintenant, on ne peut pas s'en réjouir.

Mais nous avons une occasion politique très réelle, car nous avons la réponse à la question la plus importante qui fait maintenant courir tous les décideurs politiques dans le monde. Cela veut dire que nous avons quelque chose de très important à dire, et je suis venu ici ce matin principalement pour commencer la discussion sur la manière dont on devrait précisément le formuler.

Et je veux présenter une première ébauche fonctionnelle de notre argumentaire, je dis « notre » car je regarde autour de moi et je vous vois ici ce matin. Notre argumentaire sur ce que l'on doit faire avec le bazar dans lequel se trouve le monde. L'innovation sous l'austérité n'arrive pas en collectant beaucoup d'argent pour payer des intermédiaires de l'innovation. Un des aspects les plus importants de la politique économique du XXI^e siècle, c'est le processus que l'on appelle la désintermédiation, quand on jargonne, elle est impitoyable, constante, et sans répit. La télévision est en train de disparaître. Je n'ai pas besoin de vous le dire, vous le savez déjà. Personne n'essaiera plus jamais de créer une encyclopédie commerciale. Les machines pourries d'Amazon, qui vous permettent de lire des livres sauf si je décide de vous les reprendre, transforment l'édition en éliminant le pouvoir de sélection des éditeurs, tout comme M. Jobs a presque détruit la totalité de l'industrie musicale sous le prétexte

de la sauver. Une tâche que son fantôme est déjà en train de faire pour les éditeurs de magazines comme vous pouvez le voir.

Le Web lui-même est le résultat d'une innovation sans intermédiaires.

La désintermédiation, le mouvement d'émancipation qui nous vient du cœur même du Net, est un fait crucial sur la politique économique du 21^e siècle. Elle démontre son existence tout le temps. Quelqu'un va gagner un prix Nobel en économie pour décrire en termes formels la nature de la désintermédiation. Les intermédiaires qui ont fait de bonnes affaires pendant les dix dernières années sont confinés à deux ensembles? : les assureurs pour la santé aux États-Unis, en raison d'une pathologie politique, et la finance.

Les assureurs de santé aux États-Unis sont peut-être capables de capitaliser sur une pathologie politique continuelle pour rester des intermédiaires chers et peu sûrs pour un peu plus de temps. Mais la finance s'est fait dessus dans sa propre niche, et se dégonfle maintenant, et va continuer ainsi pour quelques temps. En conséquence, comme les décideurs politiques l'observent à travers le système économique, la réalité que la désintermédiation s'établit et qu'on ne peut pas l'arrêter, elle devient un point de repère dans la définition de la politique industrielle nationale. Donc nous devons affirmer que c'est vrai pour l'innovation aussi.

La plus grande invention technologique de la fin du X^e siècle est la chose que nous appelons la grande toile mondiale, une invention qui est âgée de moins de 8000 jours. Cette invention est déjà en train de transformer la société humaine plus rapidement qu'aucune autre chose depuis l'adoption de l'écriture. Nous en verrons davantage de preuves. La nature de ce processus, cette innovation, alimente la désintermédiation, en permettant à toutes sortes de contacts humains de se

produire sans intermédiaires, sans acheteurs, vendeurs, agents, ou contrôleurs, et offre un espace dans lequel se déroule une guerre pour la puissance et le pouvoir de contrôle social, un sujet auquel je reviendrai dans quelques minutes. Pour l'instant, ce sur quoi je veux attirer l'attention, c'est le fait capital que le Web lui-même est un résultat d'une innovation sans intermédiaires.

Ce que Tim a fait le premier au CERN n'était pas le Web que l'on connaît maintenant, le Web qu'on connaît a été conçu par un très grand nombre d'individus à travers une innovation sans intermédiaires. Je me rappelle ce que j'ai écrit sur le futur des pages personnelles en 1995, et je vois plus ou moins arriver ce que je pensais qu'il arriverait. J'avais dit alors que ces quelques pages personnelles étaient des jeunes pousses, et qu'une prairie allait apparaître, et ce fut le cas.

Les réseaux sociaux ne devraient pas exister avec une faille de l'homme du milieu incluse dès le départ.

Bien sûr, comme avec toute autre innovation, il y eut des conséquences inattendues. Le navigateur rendit le Web très facile à écrire. Bien qu'on ait construit Apache, bien qu'on ait fait des navigateurs, bien qu'on ait conçu un tas de choses par dessus Apache et les navigateurs, on n'a pas rendu le Web facile à écrire. Donc une petite frappe vêtue d'un pull à capuche a rendu le Web facile à écrire, et a créé une faille de l'homme du milieu^[1] dans la civilisation humaine, (petits rires dans le public) qui déclenche maintenant toute une série de maux sociaux. Mais c'est l'innovation intermédiaire dont on devrait se soucier. On a rendu tout possible, y compris malheureusement PHP, et puis des intermédiaires de l'innovation l'ont transformé en cette horreur qu'est Facebook. Cela ne s'avérera pas être, comme on peut déjà le voir d'après les marchés de la bourse, une forme d'innovation sociale particulièrement positive. Elle va enrichir quelques

personnes, le gouvernement d'Abu Dhabi, un gangster russe qui a déjà plusieurs milliards de dollars, un type qui est impatient de changer de nationalité afin de n'avoir plus à payer d'impôts pour soutenir les écoles publiques, et quelques autres reliques du bazar du XX^e siècle.

Mais la réalité de l'histoire dessous tout ça, c'est que si on avait eu un peu plus d'innovation sans intermédiaires, si on avait fait en sorte qu'opérer son propre serveur web soit facile, si on avait expliqué aux gens dès le tout début à quel point les journaux des serveurs sont importants, et pourquoi vous ne devriez pas laisser d'autres personnes les garder pour vous, nous serions dans une situation très différente maintenant. Le prochain Facebook ne devrait jamais exister. C'est de l'innovation des intermédiaires qui sert les besoins des capitalistes, pas ceux des gens, ce qui ne veut pas dire que les réseaux sociaux ne devraient pas exister, ils ne devraient pas exister avec une faille de l'homme du milieu incluse dès le départ. Tout le monde dans cette pièce sait cela. La question est de savoir comment on l'apprend à tout le monde.

Mais si j'ai beaucoup de considération pour tout le monde, maintenant je veux vous parler des décideurs politiques. Comment est-ce qu'on leur explique ? Et là on commence à séparer le discours en deux parties bien distinctes. Premièrement, que sait-on de la manière d'obtenir de l'innovation sous l'austérité. Deuxièmement, qu'est-ce qui empêche les gouvernements d'être d'accord avec nous là-dessus ?

Donc permettez-moi de vous présenter ma première ébauche d'un plaidoyer pour l'innovation sous l'austérité. Il est intitulé « Nous avons fait l'informatique dans les nuages ».

Tout le monde comprend cela dans cette pièce. Le sens même de ce qui est en train d'arriver aux technologies de l'information dans le monde maintenant, est en rapport avec ce

qui est arrivé à la fin du XX^e siècle. Nous avons imaginé qu'on pouvait partager les systèmes d'exploitation et toute la pile logicielle par-dessus. Nous l'avons fait en utilisant la curiosité des jeunes. C'était le moteur, pas le capital-risque. Nous y avons travaillé pendant 15 ans, et notre bousin tournait déjà partout, avant que le capital-risque ou les capitaux accumulés par les géants des industries de l'informatique n'investissent. Ils sont venus vers nous pas parce que l'innovation devait se faire, mais parce que l'innovation avait déjà été créée, et qu'ils avaient besoin d'en tirer les profits. C'était un résultat extrêmement positif, je n'ai rien de mal à en dire. Mais la nature de ce résultat, l'histoire qu'on a en effet vécue et que d'autres peuvent maintenant étudier, montrera comment l'innovation sous l'austérité peut se produire. C'est très bien de dire que c'est arrivé car on a suscité la curiosité des jeunes, c'est historiquement correct. Mais il y a d'autres choses à dire.

...donner aux jeunes la possibilité de bidouiller le monde réel

Ce que l'on a besoin d'exprimer, c'est que la curiosité des jeunes pouvait être excitée, car toutes sortes d'ordinateurs dans leur vie de tous les jours pouvaient être hackés. Et donc les jeunes pouvaient hacker ce que tout le monde utilisait. Cela a rendu l'innovation possible, où elle pouvait se produire, sans problème, tout en bas de la pyramide du système économique. Cela est en train de se passer autre part dans le monde de la manière dont c'est arrivé aux États-Unis dans les années 80. Des centaines de milliers de jeunes dans le monde qui hackent des ordinateurs portables, des serveurs, qui hackent des ordinateurs à usage général afin de pouvoir satisfaire leurs lubies, des lubies techniques, sociales, pour une carrière, ou juste pour s'amuser. « Je veux faire ceci, cela serait cool ». C'est la source primaire de l'innovation qui a poussé toute le développement de la grande croissance économique dans le monde ces dix dernières années. Toutes la

croissance, des milliers de milliards de transactions avec le commerce électronique. Ceux d'entre vous qui sont assez vieux pour se rappeler s'être battus bec et ongle pour un système de chiffrement public, se rappelleront l'intensité de leur combat quand la politique du gouvernement états-unien était d'empêcher l'apparition dans le monde d'un marché d'une valeur de 3800 milliards de dollars de transactions de commerce électronique.

Nous étions (soi-disant) des partisans du terrorisme nucléaire et de la pédophilie au début des années 1990, et tout l'argent qu'ils ont gagné dans les campagnes de don, avec les profits d'intérêts privés, et tout le reste, c'est grâce à la mondialisation du commerce que nous l'avons rendu possible, avec la technologie pour laquelle ils voulaient envoyer nos clients en prison. Cela montre clairement à la prochaine génération de décideurs politiques, je pense, à quel point leur adhésion à des idées reçues est susceptible de contribuer au processus auto-destructeur dans lequel ils redoutent maintenant d'être entraînés. Et cela devait nous encourager à souligner encore que la meilleure façon pour qu'une innovation arrive, c'est de donner aux jeunes l'opportunité de la créer, avec des moyens qui leur permettent de créer une infrastructure avec laquelle ils pourront bidouiller le monde réel, et de partager les résultats.

Quand Richard Stallman a rédigé l'appel pour une encyclopédie universelle, lui et Jimmy Wales et moi-même étions bien plus jeunes alors, c'était considéré comme une idée fantaisiste. Cela a maintenant transformé la vie de toute personne qui sait lire dans le monde. Et cela va continuer ainsi.

Le laboratoire informatique dans la poche de chaque enfant de 12 ans est en train de se fermer.

La nature de l'innovation faite par *Creative Commons*, par le mouvement du logiciel libre, par la culture libre, ce qui

transparaît dans le Web et dans Wikipédia, dans tous les systèmes d'exploitation libre qui font maintenant tout tourner, même l'intérieur de ces choses d'Apple fermées et vampiriques que je vois tout autour de cette pièce... toute cette innovation vient de la simple action de laisser des gamins bidouiller et de leur laisser le champ libre, ce que, comme vous le savez, on essaie aussi fortement que possible d'interdire complètement. De plus en plus, tout autour du monde, le matériel informatique de la vie de tous les jours pour des individus est fait de telle façon qu'on ne peut pas le hacker. Le laboratoire informatique dans la poche de chaque enfant de 12 ans est en train de se fermer.

Quand on est entré dans la phase 3 des négociations de la GPL3 contre l'enfermement au cours de cette dernière décennie, il y avait une certaine croyance que le but principal que M. Stallman et moi poursuivions en poussant tout le monde à ne pas verrouiller, avait quelque chose en rapport avec les films prohibés. Et on a continué à dire, « Ce n'est pas la fondation du film libre. Nous ne nous soucions pas de cela. Nous nous soucions de protéger les droits de tout le monde à hacker ce qu'ils possèdent. Et la raison pour laquelle on s'en soucie, c'est que si vous empêchez les gens de hacker ce qu'ils possèdent eux-mêmes, vous détruisez le moteur de l'innovation duquel tout le monde profite ».

C'est toujours vrai. Et c'est plus important maintenant précisément parce que très peu de personnes pensaient qu'on avait alors raison, et n'ont pas fait d'efforts elles-mêmes pour défendre ce point de vue. Et maintenant vous avez Microsoft qui dit qu'ils ne vont pas autoriser de navigateurs tiers avec des machines basées sur ARM avec Windows. Et vous avez le fantôme de M. Jobs qui essaie de trouver comment empêcher une suite libre d'exister en relation avec IOS, et vous avez un monde dans lequel le but des opérateurs réseau est de plus en plus d'attacher chaque jeune humain à un réseau propriétaire avec des terminaux verrouillés, desquels on ne

peut rien apprendre, qu'on ne peut pas étudier, pas comprendre, sur lesquels pas se faire les dents, rien faire sauf envoyer des textos qui coûtent un million de fois plus qu'ils ne devraient.

Cela a une deuxième conséquence de grande importance. L'innovation sous l'austérité arrive en premier lieu car la curiosité des jeunes est suscitée par l'amélioration des situations réelles de la vie de tous les jours. La conséquence de second ordre, c'est que la population devient plus éduquée.

La désintermédiation commence à arriver dans l'éducation supérieure aux États-Unis, ce qui veut dire que cela commence à arriver dans l'éducation supérieure dans le monde entier. On a actuellement deux modèles. *Coursera* est essentiellement la googlisation de l'éducation supérieure, un projet dérivé de Stanford en tant qu'entreprise pour le profit, utilisant des logiciels fermés et des ressources éducatives propriétaires. *MITx*, qui a maintenant *edX* à travers la formation en partenariat avec l'université Harvard est essentiellement la réponse du monde libre, des programmes similaires et évolutifs pour l'éducation supérieure, fournis à travers du logiciel libre en utilisant des ressources éducatives. Nous avons un très gros enjeu dans le résultat de cette concurrence. Il nous importe à tous de fournir autant d'énergie que possible en soutien aux solutions qui reposent sur un programme libre que tout le monde peut modifier, utiliser, et redistribuer, et autres ressources éducatives basées sur la même politique économique.

Chaque société qui essaie en ce moment de reprendre l'innovation dans le but de redémarrer une croissance économique dans un contexte d'austérité a besoin de davantage d'éducation, qui soit disponible à un coût plus bas, et qui forme des jeunes esprits de manière plus efficace pour créer des nouvelles choses dans les entreprises. Cela ne sera pas réalisé sans précisément les formes d'apprentissage social que nous avons expérimentées. Nous avons dit depuis le début que

le logiciel libre est le système éducatif technique le plus abouti au monde. Il permet à quiconque sur la planète d'accéder à ce qui se fait de mieux de ce qu'on peut faire dans l'informatique, en lisant ce qui est disponible librement, en le testant et en partageant librement les résultats. De la vraie science informatique. Des expériences, des formulations d'hypothèses, davantage d'expériences, davantage de connaissances pour l'être humain.

L'universalisation de l'accès au savoir est l'atout primordial le plus important dont nous disposons, pour augmenter l'innovation et le bien-être de l'humanité sur la terre.

Nous devons développer cela dans d'autres domaines de la culture, et de grands héros comme Jimmy Wales et Larry Lessig ont posé les bases de l'infrastructure pour le faire, nous devons maintenant faire en sorte que nos gouvernements comprennent comment aller plus loin.

Le comité directeur sur les médias et la société de l'information de la commission européenne a publié un rapport il y a 18 mois dans lequel ils disaient qu'ils pouvaient scanner 1/6 de tous les livres dans les bibliothèques européennes pour le coût de 100 km de route. Cela veut dire, et c'est toujours vrai, que pour le coût de 600 km de route, dans une économie qui construit des milliers de kilomètres de route chaque année, chaque livre dans toutes les bibliothèques européennes pourrait être disponible pour l'humanité toute entière, cela devrait être fait. (quelqu'un crie « Copyright ! » dans le public) Rappelez-vous que la plupart de ces livres sont dans le domaine public, avant que vous ne me criiez « copyright ». Rappelez-vous que la majorité de ce qui représente le savoir humain n'a pas été fait récemment, avant que vous ne me criiez « droit d'auteur ». On devrait entrer dans un monde où toutes les connaissances précédemment disponibles auparavant seront universellement accessibles. Sinon on freinera l'innovation

qui permet la croissance. C'est un pré-requis social. Le système du droit d'auteur n'est pas immuable, il est juste commode. Nous n'avons pas à commettre de suicide culturel ou intellectuel, de manière à maintenir un système qui ne s'applique même pas à presque tout le savoir humain important dans la plupart des disciplines. Platon n'est pas détenu par qui que ce soit.

Donc nous en sommes là, à nous demander à quoi va ressembler le système éducatif du XX^e siècle, et comment il va distribuer la connaissance socialement à travers l'humanité. J'ai une question pour vous. À combien d'Einstein qui ont jamais vécu on a laissé la possibilité d'apprendre la physique ? Quelques-uns. Combien de Shakespeare ont jamais vécu et sont décédés sans apprendre à lire et écrire ? Des quantités. Avec 7 milliards de personnes dans le monde en ce moment, 3 milliards sont des enfants. Combien d'Einstein voulez-vous rejeter aujourd'hui ? L'universalisation de l'accès au savoir est l'atout primordial le plus important dont nous disposons, pour augmenter l'innovation et le bien-être de l'humanité sur la terre. Personne ne devrait avoir peur de militer pour cela parce que quelqu'un pourrait crier « droit d'auteur ».

Donc nous nous intéressons maintenant à la conséquence de second ordre, de ce qu'on comprend sur comment susciter l'innovation sous l'austérité. Améliorer l'accès aux outils qui permettent d'apprendre, adapter la technologie pour permettre aux scientifiques qui n'ont pas 20 ans de mener des expériences et de partager les résultats, permettre la continuité de la croissance de l'univers des technologies de l'information que nous avons créées, en partageant depuis ces vingt-cinq dernières années, et on pourrait connaître les plus hauts taux d'innovation qu'on puisse atteindre, en dépit d'une baisse massive des investissements dans le social qui a lieu à cause de l'austérité.

Les règles ont changé. Les gouvernements ne le savent pas.

Nous donnons aussi aux jeunes la possibilité de mieux prendre en mains leur futur économique et professionnel, un impératif inévitable si on veut avoir une stabilité politique et sociale pour la prochaine génération. Personne ne devrait se berner d'illusions sur les chances d'amélioration sociale dans des sociétés où 50% des personnes de moins de 30 ans sont sans emploi. Cela ne va pas se résoudre en leur donnant du travail à la chaîne pour faire des voitures. Tout le monde comprend cela. Les gouvernements lèvent ensemble leurs mains aux ciel sur la question de ce qu'il faut faire de cette situation. Cela explique la rapidité avec laquelle dans les systèmes de représentation proportionnelle, les jeunes gens abandonnent les partis politiques traditionnels. Quand les pirates prennent 8,3% des voix dans le Schleswig-Holstein, il est déjà clair que les jeunes gens réalisent que les décisions politiques des partis traditionnels ne vont pas porter sur leur futur bien-être économique. Et nous devons écouter, de manière démocratique, le grand nombre de jeunes gens dans le monde qui se lèvent pour affirmer que les libertés numériques et une fin de l'espionnage et de la surveillance sont nécessaires à leur bien-être et à leur capacité à créer et vivre.

La désintermédiation signifie qu'il y aura plus de prestataires de services à travers l'économie avec laquelle nous sommes directement en contact. Cela veut dire plus de travail en dehors de la hiérarchie, et moins de travail dans la hiérarchie. Les jeunes dans le monde, qu'ils soient mes étudiants en droit qui vont avoir leur licence, ou des ingénieurs informatiques qui vont débiter leur carrière, ou des artistes, ou des musiciens, ou des photographes, ont besoin de plus de liberté sur le Net, et de plus d'outils avec lesquels créer des plateformes innovantes de services pour eux-mêmes. C'est un défi que leurs aînés n'auraient pas relevé avec succès en 1955, mais nous sommes une nouvelle génération d'êtres humains qui travaillent dans de nouvelles conditions, et ces règles ont changé. Ils savent que les règles ont

changé. Les *indignados* dans chaque parc en Espagne savent que les règles ont changé. Ce sont leurs gouvernements qui ne le savent pas.

Cela nous ramène, je vous le concède, à la question de l'anonymat, ou plutôt de l'autonomie personnelle. Un des éléments vraiment problématiques pour enseigner à la jeune génération, du moins les jeunes auxquels j'enseigne sur les questions de vie privée, c'est qu'on utilise l'expression « vie privée » pour signifier plusieurs choses assez distinctes. La vie privée veut parfois dire le secret. C'est-à-dire que le contenu d'un message est secret pour tout le monde, sauf son créateur et son destinataire. La vie privée veut dire parfois l'anonymat. Cela veut dire que les messages ne sont pas secrets, mais que lieux d'émission et de réception le sont. Et il y a un troisième aspect de la vie privée, que j'appelle *autonomie* dans mes cours. C'est la chance de vivre une vie dans laquelle les décisions que vous prenez ne sont pas influencées par l'accès des autres à des communications secrètes ou anonymes.

Il y a une raison pour laquelle les villes ont toujours été des moteurs de croissance économique. Ce n'est pas parce que les banquiers y vivent. Les banquiers y vivent car les villes sont des moteurs de croissance économique. La raison pour laquelle les villes ont été des moteurs de croissance économique depuis l'antiquité, c'est que les jeunes s'y déplacent pour inventer de nouvelles manières d'exister, en tirant avantage du fait que la ville est le lieu où vous échappez à la surveillance du village, et du contrôle social de la ferme. « Comment est-ce que vous allez les retenir à la ferme une fois qu'ils ont vu Paris ? » était une question sensée en 1919, et elle avait beaucoup à voir avec la façon dont le XX^e siècle fonctionnait aux États-Unis. La ville est le système historique pour l'obtention de l'anonymat et la capacité à tester de manière autonome des façons de vivre. Nous le supprimons.

Il y a quelques années, c'est à dire au début de 1995, nous avons un débat à l'école de droit de Harvard sur la clé de chiffrement publique, deux paires de personnes. Dans un camp se trouvaient Jamie Gorelick, alors secrétaire d'état à la justice aux États-Unis, et Stewart Baker, alors comme maintenant employé à Steptoe & Johnson quand il ne travaille pas dans le gouvernement des États-Unis pour faire des politique sociales horribles. De l'autre côté se trouvaient Danny Weitzner, alors à la Maison-Blanche, et moi. Et on a passé l'après-midi à échanger pour savoir si on devait confier nos clés au gouvernement des États-Unis, si la puce du nom Clipper allait fonctionner, et de plein d'autres sujets très intéressants maintenant aussi obsolètes que Babylone. Et une fois tout cela fini, on a traversé le campus de Harvard pour dîner au club de la faculté d'Harvard, et sur le chemin à travers le campus, Jamie Gorelick me dit : « Eben, sur la seule base de ce que tu as dit publiquement cet après-midi, c'est suffisant pour que je donne l'ordre d'intercepter tes conversations téléphoniques. » En 1995, c'était une blague. C'était une blague de mauvais goût quand elle était racontée par un fonctionnaire du ministère de la justice états-unien, mais c'était une blague, et on a tous rigolé car tout le monde savait qu'ils ne pouvaient pas le faire.

Donc nous avons mangé notre dîner, et la table fut débarrassée et toutes les assiettes furent enlevées, et le porto et les noisettes furent emportés, et Stewart Baker me regarda et me dit « ok, détachons nos cheveux », et il n'en avait pas alors, et il n'en a pas maintenant, mais « on va détacher nos cheveux » dit Stewart, « on ne va pas poursuivre votre client M. Zimmermann. On a consacré des décennies à se battre contre les clés de chiffrement publiques, cela a plutôt bien marché, mais c'est presque terminé, on va laisser cela arriver. » Et puis il regarda autour de la table, et il dit : « mais personne ici ne se soucie de l'anonymat, n'est-ce pas ? ». Et je fus pris d'un frisson.

Et je pensai : « OK, Stewart, je comprends ce qu'il se passe. Tu vas laisser arriver le chiffrement à clé publique car les banquiers vont en avoir besoin. Et tu vas consacrer les 20 prochaines de ta vie à essayer d'empêcher les gens d'être anonymes pour toujours, et je vais consacrer les 20 prochaines années de ma vie à essayer de t'arrêter. » Jusqu'ici, je dois dire que mon ami M. Baker a fait mieux que je ne l'avais espéré, et j'ai fait pire que ce que je craignais. C'est en partie à cause du gangster avec la capuche, et en partie pour d'autres raisons. Nous sommes proches d'éliminer le droit humain de la vie privée. Nous sommes proches d'éliminer le droit humain de la libre pensée, dans votre propre maison, selon votre propre manière, sans que personne ne le sache. Quelqu'un vient de prouver dans cette pièce il y a juste quelques minutes que s'il fait des courses sur un site d'achat particulier en utilisant un navigateur, il obtient un prix différent avec un autre navigateur, car un de ses navigateurs est relié à son historique de navigation : les prix, les offres, les produits, les bonnes affaires, sont maintenant basés sur la fouille intégrale des données. Un haut fonctionnaire du gouvernement m'a confié depuis que les États-Unis ont changé la loi sur la durée de rétention de données de toute personne qui n'est suspecte de rien. Vous savez tout ça, n'est-ce pas ? Un mercredi pluvieux, un 21 mars, bien après la fermeture des commerces, le ministère de la justice et le DNI, c'est le directeur du renseignement intérieur, ont publié ensemble un communiqué de presse annonçant des changements mineurs sur les lois Ashcroft, en incluant un petit changement qui dit que toute donnée personnelle identifiable dans les bases de données du gouvernement au centre national anti-terrorisme qui concernent des personnes qui ne sont suspectes de rien ne seront plus retenues sous le coup de la loi Ashcroft pour un maximum de 180 jours, le maximum a été changé pour 5 ans, ce qui est une éternité.

En fait j'ai dit à mes étudiants dans ma salle de classe, que la seule raison pour laquelle ils avaient dit 5 ans, c'est

parce qu'ils ne savaient pas faire le 8 couché dans la police (rires) pour le communiqué de presse, donc ils ont fait une approximation. Donc je discutais avec un haut fonctionnaire du gouvernement de cette conclusion, et il m'a dit « eh bien, vous savez, on est devenu conscient qu'on avait besoin d'un sociogramme complet des États-Unis ». C'est de cette manière qu'on va relier les nouvelles données aux anciennes données. J'ai dit : « parlons un peu des questions constitutionnelles à ce sujet pendant un instant. Vous parlez de nous déplacer d'une société qu'on a toujours connue, à laquelle on se réfère de manière pittoresque en tant que société libre, vers une société dans laquelle le gouvernement tient une liste de toutes les relations qu'un Américain entretient. Donc si vous allez nous déplacer depuis ce qu'on avait l'habitude d'appeler un société libre vers une société dans laquelle le gouvernement des États-Unis tient une liste de toutes les relations qu'a chaque Américain, quelle devrait être la procédure constitutionnelle pour faire cela ? Est-ce qu'on devrait avoir, par exemple, une loi ? » Il s'est contenté de rigoler. Car évidemment, ils n'avaient pas besoin d'une loi. Ils l'ont fait avec un communiqué de presse, publié un mercredi pluvieux, la nuit, quand tout le monde était rentré à la maison. Et vous vivez là maintenant.

La question de savoir s'il est possible d'avoir de l'innovation dans une situation de despotisme total est intéressante. Les Américains d'extrême-droite ou même de centre-droit ont longtemps mis en avant qu'un des problèmes avec le totalitarisme du XX^e siècle, duquel ils se démarquent de manière légitime, c'est qu'il éliminait la possibilité de ce qu'ils appellent le marché libre et l'innovation. Nous sommes prêts à savoir s'ils avaient raison.

Le réseau, tel qu'il est maintenant, est une plateforme extraordinaire pour un contrôle social sophistiqué. Très rapidement, et sans remord visible, les deux plus gros gouvernements de la planète, celui des États-Unis et celui de

la République populaire de Chine ont adopté des points de vue fondamentalement identiques (Applaudissements). Un sociogramme complet qui connecte le gouvernement à tout le monde, et une fouille de données exhaustives sur la société représentent tous les deux une politique majeure du gouvernement, par rapport aux différentes formes de gouvernement dont ils se réclament, dans le domaine du maintien de l'ordre. Il est vrai, bien sûr, qu'ils ont différentes théories sur la manière de maintenir l'ordre suivant les personnes ou la manière, mais la technologie pour le maintien de l'ordre devient fondamentalement identique.

Nous avons le devoir, nous, qui comprenons ce qui est en train de se passer, de nous exprimer haut et fort à ce sujet. Mais ce ne sont pas seulement nos libertés civiles qui sont en jeu. Je ne devrais pas avoir besoin de dire cela, ce serait déjà suffisant, mais bien sûr ça ne l'est pas. Nous avons besoin de dire clairement, que l'autre partie qui nous importe, c'est la vitalité et l'éclat de l'innovation artistique et de l'expression, ces débats vifs très ouverts faits par des participants sans entraves, ceux que la Cour suprême aime tant (...). Et cette liberté de bidouiller, d'inventer, d'être différent, d'être anti-conformiste, ce pourquoi les gens se sont toujours déplacés vers les villes qui leur fournissent l'anonymat, et une chance de vivre avec ce qu'ils sont, et ce qu'ils peuvent faire.

Ceci plus que tout est ce qui soutient la force sociale et la croissance économique au XXI^e siècle. Bien sûr, on a besoin de l'anonymat pour d'autres raisons. Bien sûr, on touche ici à quelque chose qui peut être décrit correctement comme la protection pour l'intégrité de l'âme humaine. Mais ce n'est pas le souci du gouvernement. C'est précisément la beauté de notre interprétation de ce qu'est la société civile qui ne préoccupe pas le gouvernement. C'est précisément notre engagement pour l'idée qu'un individu se construit à son propre rythme, et selon sa propre manière, cela a été au

centre de la façon dont on concevait notre engagement fondamentalement civil, cela veut dire que la défense pour l'intégrité de l'âme humaine est notre affaire, pas celle du gouvernement. Mais le gouvernement doit s'occuper du bien-être matériel de ses citoyens et il doit s'occuper sur le long terme du bien de la société qu'il dirige. Et on doit dire clairement au gouvernement qu'il n'y a pas de tension entre le maintien des libertés civiles sous la forme du droit à une vie privée, il n'y a pas de distinction entre la politique de liberté civile à assurer le droit à la vie privée, et la politique économique qui vise à assurer l'innovation sous l'austérité. Elles demandent la même chose.

Nous avons besoin de logiciel libre, nous avons besoin de matériel libre qu'on peut bidouiller, nous avons besoin d'un spectre d'outils libres qu'on peut utiliser pour communiquer avec chacun, sans permission ou sans entrave. Nous avons besoin d'être capables d'éduquer et de fournir un accès aux ressources éducatives à tout le monde sur la terre, sans considérer de solvabilité financière. Nous devons fournir un accès pour chaque jeune à une vie intellectuelle et indépendante de l'économie. La technologie dont nous avons besoin, nous l'avons. J'y ai passé du temps, et beaucoup de personnes dans cette pièce (...) ont passé plus de temps maintenant, à essayer de faire des serveurs économiques, efficaces, et compacts, de la taille d'un serveur pour téléphone portable, avec lesquels on peut utiliser les bons logiciels pour peupler le Net de robots qui respectent notre vie privée, au lieu des robots qui ne respectent pas la vie privée, ceux qu'on porte dans presque chaque poche.

Nous avons besoin de moderniser la première loi de la robotique dans cette société d'ici les quelques prochaines minutes, sinon on est foutus ! Nous pouvons le faire. C'est de l'innovation civile. Nous pouvons aider à prolonger la longue durée de vie des ordinateurs à usage général qu'ont peut tous hacker. En les utilisant, en en ayant besoin, en les

distribuant autour de nous. Nous pouvons utiliser notre propre force de consommateurs et de technologistes pour déprécier les réseaux fermés et les objets verrouillés. Mais sans ligne de conduite claire dans les politiques publiques, nous resterons une minorité, allez, disons 8,3%, ce qui ne sera pas suffisant pour nous sortir du borbier dans lequel les banques nous ont conduits.

L'innovation sous l'austérité est notre cri de guerre. Ce n'est pas un cri de guerre pour les choses dont on se soucie, mais pour celles dont les autres personnes se soucient, notre porte d'entrée pour les politiques sociales ces cinq prochaines années, et notre dernière chance de faire dans la gouvernance ce que nous n'avons pas réussi à faire en essayant de préserver nos simples libertés. Celles-ci ont été honteusement violées par nos amis du gouvernement, aussi bien que par nos adversaires. On s'est fait avoir, en ce qui concerne le respect de nos droits et on s'est fait avoir, en ce qui concerne l'argent de tout le monde.

J'aimerais pouvoir dire que la chose la plus simple à faire serait de reprendre notre liberté, ça ne l'est pas. Personne ne va être candidat aux élections cette année sur la seule base du rétablissement de nos libertés civiles. Mais ils parleront de l'austérité et de la croissance. Et nous devons faire porter notre message où ils seront.

Ceci est ma première ébauche. Elle est insuffisante en tous points, mais au moins c'est un point de départ. Et si nous n'avons pas de point de départ, nous perdrons. Et notre perte sera durable. Et la nuit sera très noire.

Merci beaucoup. Et maintenant discutons-en ensemble.

Notes

[1] la faille de l'homme du milieu est le nom qu'on donne en informatique à une vulnérabilité qui expose à la fuite

d'informations censées être privées : voir cet article de Wikipédia.

Crédit photo Eben Moglen Wikimedia



Sans médias libres, pas de liberté de pensée – Conférence d'Eben Moglen

Une conférence d'Eben Moglen à Re:Publica (2012)

Version française par Aka, Nebu, Vincent, Alban, Benjamin, puis Moosh, peupleLa, Slystone, goofy, Lycoris, bruno

*Le texte ci-dessous a connu sa première publication sur le site de **Benjamin Sonntag**, où vous pourrez trouver la vidéo sous-titrée de la conférence à télécharger en divers formats ainsi qu'une présentation d'Eben Moglen et un excellent aperçu synthétique du contenu. Nous proposons une version mieux révisée (mais encore perfectible) de la traduction, à laquelle nous ajoutons les questions/réponses qui ont succédé à la conférence.*

La vidéo étant assez longue (63 minutes) il nous a semblé utile de remettre en valeur les propos de Moglen par un texte lisible en une vingtaine de minutes. Vous pouvez le découvrir sur cette page ou bien télécharger le fichier disponible ici.

Conférence Eben Moglen à Re:Publica 2012 (format .ODT)



Bonjour.

C'est un plaisir d'être ici, et un honneur d'être à Re:publica.

Depuis maintenant mille ans, nos ancêtres se sont battus pour la défense de la liberté de pensée. Nous avons subi des pertes considérables, mais aussi remporté d'immenses victoires. Et nous sommes aujourd'hui à une époque charnière. Depuis l'adoption de l'imprimerie par les Européens au XVe siècle, nous étions essentiellement concernés par l'accès aux livres imprimés. Le droit de lire et le droit de publier étaient les principaux sujets de notre combat pour la liberté de pensée ces 500 dernières années. La principale inquiétude était celle de pouvoir lire en privé, penser, parler et agir sur la base d'une volonté libre et non censurée.

Le principal ennemi de la liberté de pensée, au début de notre combat, était l'Église Catholique universelle. Une institution basée sur le contrôle des pensées dans le monde européen,

fondée sur une surveillance hebdomadaire de la conduite et des pensées de tout être humain ; basée sur la censure de tout matériel de lecture et finalement basée sur la faculté de prédire et punir toute pensée non-orthodoxe. Les outils disponibles pour le contrôle des pensées à l'aube de l'Europe moderne étaient pauvres, même selon nos standards du XXe siècle, mais ils marchaient. Ainsi, pendant des centaines d'années, la lutte était concentrée sur le premier objet industriel de masse, à l'importance croissante dans notre culture occidentale : « le livre ». Selon que l'on pouvait l'imprimer, le posséder, le vendre ou le lire, apprendre avec lui, sans l'autorisation ou le contrôle d'une autorité ayant le pouvoir de punir les pensées. À la fin du XVIIe siècle, la censure de l'écrit en Europe a commencé à craquer, tout d'abord en Hollande, puis au Royaume-Uni, et enfin, par vagues, à travers toute l'Europe. Et le livre devint un article de commerce subversif, et commença à grignoter le contrôle des pensées.

À la fin du XIXe siècle, cette lutte pour la liberté de lecture commença à attaquer la substance même du christianisme et le monde européen trembla sous les coups de la première grande révolution de l'esprit, qui parlait de « liberté, égalité, fraternité » mais qui signifiait en fait « liberté de penser autrement ». L'Ancien Régime commença à lutter contre la pensée et nous sommes alors passés dans une autre phase dans l'histoire de la liberté de pensée, qui présumait la possibilité de la pensée non-orthodoxe, et de l'action révolutionnaire. Ainsi, pendant 200 ans, nous avons lutté face aux conséquences de ces changements.

Cette génération décidera comment le réseau sera organisé

C'était hier et c'est aujourd'hui.

Aujourd'hui, nous entamons une nouvelle ère dans l'histoire de l'espèce humaine. Nous construisons un système nerveux unique

qui englobera tout esprit humain. Nous sommes à moins de deux générations aujourd'hui du moment où tout être humain sera connecté à un réseau unique, où toute pensée, plan, rêve ou action sera un influx nerveux de ce réseau. Et le destin de la liberté de pensée, ou plus largement le destin de toute liberté humaine, tout ce pour quoi nous avons combattu pendant plus de mille ans dépendra de l'anatomie des neurones de ce réseau. Nous sommes la dernière génération d'êtres humains qui aura été formée sans contact avec le Net.

À dater de ce jour, tout nouvel être humain, et dans deux générations tout cerveau de l'humanité aura été formé, depuis sa plus tendre enfance, en connexion directe avec le réseau. L'humanité deviendra un super-organisme, dans lequel chacun de nous sera un neurone de ce cerveau. Et nous le construisons aujourd'hui, maintenant, nous tous, en ce moment, cette génération, unique dans l'histoire de l'humanité. Cette génération décidera comment le réseau sera organisé.

Hélas, nous commençons mal. Voici le problème.

Nous avons grandi en étant des consommateurs de médias, c'est ce qu'ils nous ont appris, que nous étions des consommateurs de médias, mais maintenant les médias nous consomment.

Les choses que nous lisons nous regardent en train de les lire. Les choses que nous écoutons nous écoutent les écouter. Nous sommes pistés, nous sommes contrôlés : les médias que nous utilisons nous prédisent. Le processus de construction du réseau a gravé dans le marbre les principes de bases de transport de l'information. Il détermine s'il existe quelque chose comme une lecture anonyme. Et il a choisi de se construire contre la lecture anonyme.

...mais personne n'est intéressé par l'anonymat désormais, n'est-ce pas ?

Il y a 20 ans, j'ai commencé à travailler comme avocat pour un

homme nommé Philippe Zimmermann, qui avait alors créé une sorte de cryptographie à clé publique destinée au grand public, nommée Pretty Good Privacy (PGP). L'effort effectué pour créer PGP était équivalent à essayer de conserver la possibilité du secret à la fin de XXe siècle. Phil essayait alors d'interdire au gouvernement de tout surveiller. Conséquence de cela, il fut au moins menacé d'un procès par le gouvernement des États-Unis pour avoir partagé des secrets militaires, car c'est ainsi qu'on surnommait la cryptographie à clé publique à l'époque. Nous avions dit « Vous ne devriez pas faire cela, il y aura des milliards de dollars en commerce électronique, si tout le monde peut utiliser une cryptographie forte » mais personne n'était intéressé. Mais ce qui était important au sujet de Pretty Good Privacy, au sujet de la lutte pour la liberté que la cryptographie à clé publique représentait pour la société civile, ce qui était crucial devint clair quand nous avons commencé à gagner.

En 1995, il y a eu un débat à la faculté de droit de Harvard. Nous étions 4 à discuter du futur de la cryptographie à clé publique et de son contrôle. J'étais du côté que je suppose être celui de la liberté, c'est là que j'essaie toujours d'être. Avec moi, à ce débat se trouvait un homme nommé Daniel Weitzner, qui travaille aujourd'hui à la Maison Blanche, et s'occupe de la régulation de l'Internet pour Obama. En face de nous se trouvait le procureur général des États-Unis et avocat dans le privé, nommé Stewart Baker, qui était avant conseiller en chef de l'Agence de la Sécurité Nationale (NSA), ceux qui nous écoutent, et qui dans le privé, aidait des entreprises à gérer ceux qui les écoutent. Il devint ensuite responsable de la politique générale du Département de la Sécurité Intérieure (DHS), des États-Unis, et il est à l'origine d'une bonne partie de ce qui nous est arrivé sur Internet après 2001.

Et donc, nous venions de passer deux heures agréables à débattre du droit à la cryptographie et, à la fin, il y avait une petite fête au club de la faculté de droit d'Harvard, et

enfin, après la fin du repas, quand il ne resta plus grand chose sur la table, Stuart dit :

« Allons messieurs, maintenant que nous sommes entre nous, telles des femmes, libérons nos chevelures ». Il n'avait déjà plus beaucoup de cheveux à cette époque mais il les a libérés...
« Nous n'emmènerons pas au tribunal votre client, M Zimmermann. La cryptographie à clé publique sera bientôt libre. Nous avons mené une longue bataille perdue d'avance contre elle, mais ce n'était qu'un gain de temps ». Puis il regarda autour de la pièce et dit : « mais personne n'est intéressé par l'anonymat désormais n'est-ce pas ? »

Un frisson me parcourut la colonne vertébrale, et je pensais alors « ok Stuart, désormais je sais que tu passeras les vingt prochaines années à essayer d'éliminer l'anonymat dans la société humaine, et je passerai ce temps à essayer de t'empêcher de le faire, nous verrons bien où cela nous mènera ».

Et cela commence très mal.

Nous n'avons pas intégré l'anonymat quand nous avons construit le net. C'était une erreur dont nous payons maintenant le prix. Notre réseau présume que vous pouvez être suivis par des mouchards en permanence. Et en utilisant le Web, nous avons fabriqué Facebook. Nous avons mis une seule personne au milieu de tous les échanges. Nos vies sociales et nos vies privées sont sur le Web, et nous partageons tout avec nos amis mais aussi avec notre « super-ami ». Celui qui nous trahit à ceux qui le construisent, ceux qui le paient, ceux qui l'aident, ou ceux qui lui donnent les centaines de milliards de dollars qu'il désire.

Nous sommes en train de créer un média qui nous consomme et qui aime ça.

Le but principal du commerce au XXIe siècle est de prévoir

comment nous faire acheter des choses. Et la chose principale que les gens veulent que nous achetions, c'est de la dette. Et nous nous endettons, nous nous chargeons de plus de dettes, de plus de doutes, de plus de tout ce dont nous avons besoin sans que nous le sachions jusqu'à ce qu'ils nous disent que nous pensions à ces choses car ils possèdent la barre de recherche, et nous mettons nos rêves dedans.

Tout ce que nous voulons, tout ce que nous espérons, tout ce que nous aimerions savoir est dans la barre de recherche, et ils la possèdent. Nous sommes surveillés partout, tout le temps.

Il y a une barre de recherche et ils la possèdent, nous y collons nos rêves et ils les dévorent !

Au XXe siècle, il fallait construire la Loubianka, il fallait torturer des gens, il fallait les menacer, il fallait les opprimer pour qu'ils vous informent sur leurs amis. Je n'ai pas besoin de parler de ça à Berlin. Au XXIe siècle, pourquoi se donner tant de mal ? Il suffit de construire un réseau social et tous les gens vous fournissent des informations sur tous les autres gens. Pourquoi gâcher du temps et de l'argent avec des immeubles pleins d'employés qui vérifient qui est qui sur les photographies ? Proposez à tout le monde de taguer les amis et bing ! Le travail est fait ! Oups, est-ce que j'ai utilisé ce mot ? Bing ! Le travail est fait !

Il y a une barre de recherche et ils la possèdent, nous y collons nos rêves et ils les dévorent !

Et ils nous renvoient immédiatement qui nous sommes. « Si vous avez aimé ça, vous allez adorer ceci ! » Et c'est le cas.

Ils nous calculent. Ce sont des machines qui le font. Chaque fois que vous créez un lien, vous apprenez quelque chose à la machine. Chaque fois que vous faites un lien à propos de quelqu'un, vous apprenez quelque chose à la machine à propos

de cette personne. Il faut que nous construisions ce réseau, il faut que nous construisions ce cerveau, c'est le plus grand but de l'humanité, nous sommes en train de le réaliser mais nous n'avons pas le droit de le faire mal.

Autrefois, les erreurs technologiques étaient des erreurs, nous les commettions, elles étaient les effets non intentionnels de nos comportements fautifs, mais les choses ont changé aujourd'hui.

Les choses qui ne tournent pas bien ne sont pas des erreurs, elles sont conçues comme ça. C'est leur but et leur but, c'est de décoder la société humaine.

Je disais à un responsable du gouvernement des États Unis il y a quelques semaines de cela : « Notre gouvernement s'est mal conduit. Nous avons créé des règles après le 11 septembre. Ces règles disaient : nous garderons les données concernant les gens et parmi ces gens certains seront innocents, ils ne seront suspects de rien ». Ces règles conçues en 2001 disaient :

« Nous conserverons ces données sur des gens qui ne sont suspects de rien pour une durée maximale de cent quatre-vingt jours, après quoi nous les détruirons ».

En mars, au milieu de la nuit, un mercredi, après que tout était éteint, alors qu'il pleuvait, le Ministère de la Justice et le directeur du Renseignement National des États-Unis ont dit :

« Oh, nous changeons ces règles. Un petit changement. Nous disions avant que la durée de conservation des données concernant les personnes non suspectes était au maximum de cent quatre-vingt jours, nous passons à cinq ans. »

Ce qui correspond à l'éternité.

J'ai plaisanté avec l'avocat avec lequel j'étais à New-York, ils ont écrit « cinq ans » dans le communiqué de presse parce qu'ils n'arrivaient pas à avoir le 8 couché dans la police pour le communiqué de presse, sinon ils auraient simplement dit l'infini, qui est ce qu'ils pensaient.

Et donc, voici la discussion que j'ai eue avec un responsable gouvernemental que je connais depuis plusieurs années, qui travaille à la Maison Blanche :

– Vous voulez changer la société américaine.

– Eh bien, nous sommes arrivés à la conclusion que nous avons besoin d'un graphe social complet de la population des États-Unis.

– Vous avez besoin d'un graphe social complet de la population des États-Unis ?

– Oui

– Vous voulez dire que le gouvernement des États-Unis d'Amérique va, à partir de maintenant, tenir une liste des gens que chaque Américain connaît. Est-ce que vous ne pensez pas que cela nécessiterait une loi ?

Il a simplement ri parce qu'ils l'avaient fait dans un communiqué de presse au milieu de la nuit un mercredi pendant qu'il pleuvait.

La criminalisation de la lecture a bien avancé

Si nous n'agissons pas rapidement, nous allons vivre dans un monde où nos médias se nourriront de nous et nous balanceront au gouvernement. Cet endroit sera du jamais vu et si nous le laissons arriver, nous ne verrons plus jamais autre chose que cela. L'humanité aura été ligotée et les médias se nourriront de nous et nous balanceront au gouvernement. Et l'État

possèdera nos esprits.

Le futur ex-président de la République française (NdT cette conférence a eu lieu pendant la campagne électorale de 2012 qui opposait MM. Hollande et Sarkozy) a fait campagne le mois dernier sur une proposition selon laquelle il devrait y avoir des peines criminelles contre la visite répétée de sites djihadistes. C'était une menace de criminaliser la lecture en France. Bon, il sera bientôt l'ancien président de la France, mais ça ne signifie pas que ce sera une idée périmée en France. Pas du tout.

La criminalisation de la lecture a bien avancé. Aux États-Unis d'Amérique dans ce que nous appelons les procès terroristes, nous voyons désormais souvent des recherches Google faites par des particuliers utilisées comme preuves de leur comportement criminel. La recherche de la connaissance est devenue une preuve dans les procès de terrorisme organisé. Nous rendons criminel l'acte de penser, lire et chercher. Nous le faisons dans des sociétés soi-disant libres, nous le faisons malgré le premier amendement, nous le faisons en dépit des leçons de notre histoire parce que nous oublions alors même que nous apprenons.

Nous n'avons pas beaucoup de temps. La génération qui a grandi hors du Net est la dernière qui peut le réparer sans violence.

Les gouvernements sont tombés amoureux du datamining

Tous les gouvernements de la planète sont tombés amoureux de l'idée qu'ils peuvent faire du datamining (captation et fouille des données) avec leur population. Je pensais auparavant que nous allions combattre le Parti Communiste Chinois durant la 3e décennie du XXIe siècle. Je n'avais pas prévu que nous aurions à combattre le gouvernement des États-Unis d'Amérique ET le gouvernement de la République Populaire de Chine et quand Mme Kroes sera ici vendredi, peut-être lui demanderez-vous s'il faudra la combattre elle aussi.

Les gouvernements sont tombés amoureux du datamining car ça fonctionne vraiment très bien. C'est efficace. C'est efficace pour les bonnes causes autant que pour les mauvaises causes. C'est efficace pour aider les gouvernements à comprendre comment fournir des services. C'est efficace pour aider les gouvernements à comprendre quels sont les problèmes futurs. C'est efficace pour aider les politiciens à comprendre comment les votants vont réfléchir. Mais ça rend aussi possible des types de contrôle social qui étaient auparavant très compliqués, très coûteux et très pénibles, avec des méthodes très simples et très efficaces.

Il n'est plus nécessaire de maintenir des réseaux imposants d'informateurs comme je l'ai déjà dit. La Stasi ne vaudrait plus rien si elle était de retour, car Zuckerberg fait le boulot à sa place.

Mais en dehors de la simple facilité à surveiller plus loin que la conservation des données, c'est la pérennité de la vie au-delà du temps de l'oubli : plus rien ne disparaît jamais. Ce qui n'est pas compris aujourd'hui le sera demain. Le trafic chiffré que vous utilisez aujourd'hui dans des conditions de sécurité relative est en attente jusqu'à ce qu'il y en ait suffisamment pour que la crypto-analyse marche, pour que les décodeurs réussissent à le décrypter. Il va falloir que nous revoyions toutes nos règles de sécurité en permanence, car aucun paquet chiffré ne sera plus jamais perdu.

Rien n'est déconnecté indéfiniment, seulement temporairement. Chaque bribe d'information peut être conservée et tout est éventuellement lié à quelque chose d'autre. C'est la logique des responsables gouvernementaux qui disent : « Il nous faut un graphe social robuste de la population des États-Unis d'Amérique. » Pourquoi en ont-ils besoin ? Parce que les points non connectés aujourd'hui seront connectables demain ou l'an prochain ou le suivant. Rien n'est jamais perdu, rien ne disparaît, rien n'est plus oublié.

Donc, la forme primaire de collecte qui devrait nous inquiéter le plus est que les médias nous espionnent pendant que nous les utilisons. Les livres qui nous regardent les lire, la musique qui nous écoute en train de l'écouter. Les moteurs de recherche qui surveillent ce que nous recherchons pour ceux qui nous recherchent et ne nous connaissent pas encore.

Les gens parlent beaucoup des données qui sortent de Facebook : Est-ce qu'elles sortent pour moi ? Est-ce qu'elles sortent pour lui ? Est-ce qu'elles sortent pour eux ? Ils veulent que vous pensiez que la menace est que les données se disséminent. Vous devriez savoir que la menace, c'est le code qui entre.

Sur les 50 dernières années ce qu'il s'est passé dans l'informatique d'entreprise, c'est l'addition de cette couche d'analyse de données au dessus des stockages de données. On la nomme dans l'informatique d'entreprise l'« informatique décisionnelle ». Ce qui signifie que vous avez construit ces vastes stockages de données dans votre entreprise depuis 10 ou 20 ans. Vous disposez uniquement d'informations au sujet de vos propres opérations, vos fournisseurs, vos concurrents, vos clients. Désormais, vous voulez que ces données fassent de la magie. En les combinant avec les sources de données ouvertes disponibles dans le monde, en les utilisant pour répondre à des questions que vous ne saviez pas que vous vous posiez. C'est ça, l'informatique décisionnelle.

L'informatique décisionnelle sur Facebook, c'est là que tous les services de renseignements du globe veulent être.

La menace réelle de Facebook, c'est l'informatique décisionnelle à l'intérieur des données de Facebook. Les stockages de données de Facebook contiennent les comportements, pas seulement la pensée, mais aussi le comportement de près d'un milliard de personnes. La couche d'informatique décisionnelle au-dessus de ça, laquelle est

simplement tout le code qu'ils peuvent faire tourner en étant couverts par les règles d'utilisation qui disent « Ils peuvent faire tourner tout le code qu'ils veulent pour améliorer l'expérience ». L'informatique décisionnelle sur Facebook, c'est là que tous les services de renseignements du globe veulent être.

Imaginez que vous soyez une petite organisation de services secrets dans un quelconque pays sans importance. Mettons-nous à leur place et appelons-les je ne sais pas moi, disons, « Korghistan ». Vous êtes les services secrets, vous êtes dans le « business des gens », les services secrets sont le « business des gens »

Il y a plusieurs catégories de gens dont vous avez besoin. Vous avez besoin d'agents, de sources, vous avez des adversaires, vous avez des gens influençables, des gens que vous torturez et qui sont reliés aux adversaires : femmes, maris, pères, filles, vous voyez, ce genre de gens. Donc vous cherchez ces catégories de gens. Vous ignorez leurs noms, mais vous savez à quoi ils ressemblent, vous savez qui vous pourriez recruter en tant qu'agent, vous savez qui sont les sources potentielles, vous connaissez les caractéristiques sociales de vos adversaires, et dès que vous connaissez vos adversaires, vous pouvez trouver ceux qui sont influençables.

Donc ce que vous voulez entreprendre, c'est faire tourner du code dans Facebook. Ça va vous aider à trouver les personnes dont vous avez besoin, ça va vous montrer les personnes dont les comportements et cercles sociaux vous indiquent qu'ils sont ce dont vous avez besoin, qu'il s'agisse d'agents, de sources, quels sont leurs adversaires et qui vous pouvez torturer pour les atteindre.

Donc vous ne voulez pas sortir des données de Facebook. Le jour où ces données sortent de Facebook, elles sont mortes. Vous voulez mettre du code dans Facebook et le faire tourner là-bas et avoir les résultats, vous voulez coopérer.

Facebook veut être un média. Ils veulent posséder le Web, ils veulent que vous cliquiez sur les boutons « J'aime ». Les boutons « J'aime » sont effrayants même si vous n'appuyez pas dessus, ce sont des mouchards sur le Web parce qu'ils indiquent à Facebook toutes les autres pages Web que vous consultez contenant un bouton « J'aime ». Que vous cliquiez dessus ou non, ils ont un enregistrement qui indique : « Vous avez consulté une page, qui intégrait une bouton J'aime » et soit vous avez dit oui, soit vous avez dit non. Mais dans les deux cas, vous avez généré une donnée, vous avez informé la machine.

Or donc, ce média a envie de mieux vous connaître que vous ne vous connaissez vous-même. Or, nous ne devrions laisser personne faire ça. Nous avons combattu pendant mille ans pour l'espace intérieur, cette bulle privée dans laquelle nous lisons, pensons, réfléchissons et devenons non-orthodoxes à l'intérieur de nos propres esprits. C'est cet espace que tout le monde veut nous prendre. « Dites-nous quels sont vos rêves, dites-nous quelles sont vos pensées, dites-nous ce que vous espérez, dites-nous ce qui vous effraie ». Ce n'est pas une confession privée hebdomadaire. C'est une confession 24h/24.

Le robot mobile que vous transportez avec vous, c'est celui qui sait où vous vous trouvez en permanence et écoute chacune de vos conversations. C'est celui dont vous espérez qu'il ne rapporte pas tout à un centre de commande. Mais ce n'est qu'un espoir. Celui qui fait tourner tous ces logiciels que vous ne pouvez ni lire, ni étudier, ni voir, ni modifier, ni comprendre. Celui-là, celui-là même écoute vos confessions en permanence. Quand vous le tenez devant votre visage, désormais, il va connaître votre rythme cardiaque. C'est une appli Android, dès maintenant les changements minimes de la couleur de votre visage révèlent votre fréquence cardiaque. C'est un petit détecteur de mensonges que vous transportez avec vous. Bientôt je pourrai de mon siège dans une salle de classe observer la pression sanguine de mes étudiants monter

et descendre. Dans bon nombre de salles de classes aux États-Unis d'Amérique, c'est une information de première importance. Mais il ne s'agit pas de moi, bien sûr, il s'agit de tout le monde, n'est-ce pas ? Car il s'agit seulement de données et des gens qui y ont accès. L'intérieur de votre tête devient l'extérieur de votre visage, devient l'intérieur de votre smartphone, devient l'intérieur du réseau, devient le premier fichier du dossier au centre de commande.

Nous avons donc besoin de médias libres sinon nous perdons la liberté de pensée, c'est aussi simple que ça.

Que signifie un média libre ? Un média que vous pouvez lire, auquel vous pouvez penser, auquel vous pouvez faire des ajouts, auquel vous pouvez participer sans être suivi, sans être surveillé, sans qu'il y ait de rapports sur votre activité. C'est ça, un média libre. Et si nous n'en avons pas, nous perdrons la liberté de penser, et peut-être pour toujours.

Avoir un média libre signifie avoir un réseau qui se comporte conformément aux besoins des gens situés à la marge. Et pas conformément aux besoins des serveurs situés au cœur.

Construire un média libre nécessite un réseau de pairs, pas un réseau de maîtres et de serviteurs, pas un réseau de clients et de serveurs, pas un réseau où les opérateurs de réseaux contrôlent tous les paquets qu'ils font transiter. Ce n'est pas facile, mais c'est encore possible. Nous avons besoin de technologie libre. La dernière fois que j'ai donné une conférence politique à Berlin c'était en 2004, elle était intitulée "die Gedanken sind frei" (NdT : Les pensées sont libres – en allemand dans le texte). J'y disais que nous avons besoin de 3 choses :

- de logiciels libres
- de matériels libres
- de bande passante libre.

Maintenant, nous en avons encore plus besoin. Huit années ont passé, nous avons commis des erreurs, et les problèmes sont plus conséquents. Nous n'avons pas avancé, nous avons régressé.

Nous avons besoin de logiciels libres, c'est à dire de logiciels que l'on peut copier, modifier et redistribuer. Nous en avons besoin parce que nous avons besoin que le logiciel qui fait fonctionner le réseau soit modifiable par les personnes qui utilisent ce réseau.

Les tablettes que vous utilisez, que M. Jobs a conçues, sont faites pour vous contrôler.

La mort de M. Jobs est un événement positif. Je suis désolé de vous l'annoncer de la sorte. C'était un grand artiste et un monstre sur le plan moral, et il nous a rapprochés de la fin de la liberté à chaque fois qu'il a sorti quelque chose, parce qu'il détestait partager. Ce n'était pas de sa faute, c'était un artiste. Il détestait partager parce qu'il croyait qu'il avait tout inventé, même si ce n'était pas le cas. À l'intérieur de toutes ces coques fines portant un logo Apple que je vois partout dans la salle, il y a des morceaux de logiciels libres modifiés pour lui donner le contrôle; rien d'illégal, rien de mal, il respecte la licence, il nous a baisés à chaque fois qu'il pouvait et il a pris tout ce que nous lui avons donné et il a fait des choses jolies qui contrôlent leurs utilisateurs.

Autrefois, il y avait un homme ici qui construisait des choses, à Berlin pour Albert Speer (NdT : un haut responsable du Troisième Reich) son nom était Philip Johnson (NdT : un architecte américain) et c'était un brillant artiste mais un monstre sur le plan moral. Et il disait qu'il était venu travailler pour construire des immeubles pour les nazis parce qu'ils avaient tous les meilleurs graphismes. Et il le pensait, parce qu'il était un artiste, tout comme M. Jobs

était un artiste. Mais être artiste n'est pas une garantie de moralité.

Nous avons besoin de logiciels libres. Les tablettes que vous utilisez, que M. Jobs a conçues, sont faites pour vous contrôler. Vous ne pouvez pas modifier le logiciel, il est même difficile de faire de la simple programmation. Ce n'est pas vraiment un problème, ce ne sont que des tablettes, nous ne faisons que les utiliser. Nous ne faisons que consommer le prestige de ce qu'elles nous apportent mais elles nous consomment aussi.

Nous vivons comme dans la science-fiction que nous lisions lorsque nous étions enfants et qui supposait que nous serions parmi les robots. À ce jour, nous vivons communément avec des robots, mais ils n'ont pas de bras ou de jambes. Nous sommes leurs bras et leurs jambes, nous transportons les robots partout avec nous. Ils savent où nous allons, ils voient tout ce que nous voyons, tout ce que nous disons, ils l'écoutent et il n'y a pas de première loi de la robotique. Ils nous font du mal, tous les jours. Et il n'y a aucun réglage pour empêcher ça.

Nous avons donc besoin de logiciels libres. À moins que nous ne contrôlions le logiciel du réseau, le réseau finira par nous contrôler.

Nous avons besoin de matériels libres. Cela signifie que lorsque nous achetons un bidule électronique, il devrait être le nôtre et pas celui de quelqu'un d'autre. Nous devrions être libre de le modifier, de l'utiliser comme il nous plaît, pour garantir qu'il ne travaille pas pour quelqu'un d'autre que nous-même. Bien sûr, la plupart d'entre nous ne modifiera jamais rien, mais le fait que nous pouvons le modifier nous met en sécurité. Bien sûr, nous ne serons jamais la personne qu'ils veulent le plus surveiller.

L'homme qui ne sera pas président de la France pour sûr, mais

qui pensait qu'il le serait, dit à présent qu'il a été piégé et que sa carrière politique est détruite non pas parce qu'il a violé une femme de chambre mais parce qu'il a été manipulé après qu'on ait espionné son smartphone. Peut-être qu'il dit la vérité, peut-être que non. Mais il n'a pas tort pour ce qui est du smartphone. Peut-être que c'est arrivé, peut-être que non, mais ça arrivera.

Nous transportons des choses dangereuses avec nous partout où nous allons. Elles ne travaillent pas pour nous, elles travaillent pour quelqu'un d'autre. Nous acceptons cela. Nous devons arrêter.

Nous avons besoin de bande passante libre. Cela signifie que nous avons besoin d'opérateurs réseaux qui sont des transports en commun dont le seul travail est de déplacer les paquets réseaux d'un point A à un point B. Ce sont presque des tubes, et ils ne sont pas autorisés à être impliqués. Il était de coutume, lorsque qu'un colis était transporté d'un point A à un point B, que si le gars chargé du transport l'ouvrait et regardait ce qu'il contenait, il commettait un crime.

Plus maintenant.

Aux États-Unis d'Amérique, la chambre des représentants a voté la semaine dernière que les opérateurs réseaux, aux États-Unis d'Amérique, devaient être intégralement à l'abri des poursuites judiciaires pour complicité d'espionnage illégal avec le gouvernement, pour autant qu'ils l'aient fait « de bonne foi ».

Et le capitalisme signifie que vous n'avez jamais à dire que vous êtes désolé, que vous êtes toujours de bonne foi. De bonne foi, tout ce que nous voulons faire c'est de l'argent M. le Juge, laissez-nous dehors. – Très bien, vous êtes libres.

Nous devons avoir de la bande passante libre. Nous possédons encore le spectre électromagnétique, il appartient encore à nous tous, il n'appartient à personne d'autre. Le gouvernement

est un mandataire, pas un propriétaire. Nous devons avoir un spectre que nous contrôlons également pour tous. Personne n'est autorisé à écouter quelqu'un d'autre, pas d'inspection, pas de vérification, pas d'enregistrement, cela doit être la règle. Cela doit être la règle de la même façon que la censure doit disparaître. Si nous n'avons pas de règle pour une communication libre, alors nous réintroduisons de la censure. Qu'on le sache ou non.

Nous avons donc très peu de choix maintenant, notre espace a rétréci et nos possibilités de changement ont diminué.

Nous devons avoir des logiciels libres. Nous devons avoir des matériels libres. Nous devons avoir de la bande passante libre. Ce n'est qu'avec eux que nous pourrons faire des médias libres.

Nous ne devrions pas commercer avec des gens qui vendent de la musique sous surveillance.

Mais nous devons travailler sur les médias aussi, directement, pas par intermittence, pas sans y faire attention. Nous devons demander aux organisations des médias d'obéir à des règles éthiques élémentaires. Une première loi des médias robotiques : ne fais aucun mal. La première règle pour nous est : ne surveille pas le lecteur. Nous ne pouvons pas vivre dans un monde où chaque livre signale chaque lecteur. Si c'est le cas, nous vivons dans une bibliothèque gérée par le KGB. Enfin : amazon.com ou le KGB, ou les deux ! Vous ne pourrez jamais savoir !

Le livre, cet objet imprimé merveilleux, ce premier produit du capitalisme de masse, le livre est en train de mourir. C'est dommage, mais il est en train de mourir. Et le remplaçant est une boîte qui surveillera le lecteur ou non.

Vous vous souvenez qu'amazon.com a décidé qu'un livre de Georges Orwell ne pouvait pas être distribué aux États-Unis

d'Amérique pour des raisons de copyright. Ils sont venus et l'ont effacé de chacune de toutes les liseuses d'Amazon où le consommateur avait acheté des copies de La ferme des animaux. « Oh, vous l'avez peut-être acheté mais cela ne signifie pas que vous êtes autorisé à le lire ». C'est de la censure. C'est de l'autodafé. C'est tout ce que nous avons vécu au XXe siècle. Nous avons brûlé des gens, des maisons et des œuvres d'art. Nous avons combattu. Nous avons tué des dizaines de millions de personnes pour mettre un terme à un monde dans lequel l'État brûlerait les livres, et ensuite nous l'avons regardé se faire encore et encore, et maintenant nous nous préparons à autoriser que cela soit fait sans aucun feu.

Partout, tout le temps.

Nous devons avoir une éthique des médias et nous avons le pouvoir de faire appliquer cette éthique parce que nous sommes encore les personnes qui payent le fret. Nous ne devrions pas commercer avec des gens qui vendent des livres sous surveillance. Nous ne devrions pas commercer avec des gens qui vendent de la musique sous surveillance. Nous ne devrions pas commercer avec les sociétés cinématographiques qui vendent des films sous surveillance. Nous allons devoir dire cela même si nous travaillons sur la technologie.

Parce qu'autrement, le capitalisme va agir aussi vite que possible pour rendre nos efforts de liberté caducs. Et il y a des enfants qui grandissent qui ne sauront jamais ce que « liberté » signifie.

Nous devons donc la promouvoir, cela va nous coûter un peu, pas beaucoup, mais un peu quand même. Nous allons devoir oublier et faire quelques sacrifices dans nos vies pour faire appliquer cette éthique aux médias. Mais c'est notre rôle. De même que faire des technologies libres est notre rôle. Nous sommes la dernière génération capable de comprendre directement ce que sont ces changements car nous avons vécu des deux côtés de ces changements et nous savons. Nous avons

donc une responsabilité. Vous comprenez cela.

C'est toujours une surprise pour moi, bien que ce soit complètement vrai, mais de toutes les villes du monde où j'ai voyagé, Berlin est la plus libre. Vous ne pouvez pas porter de chapeau dans l'aéroport de Hong-Kong, plus maintenant. Je l'ai découvert le mois dernier en essayant de porter mon chapeau dans l'aéroport de Hong-Kong. « Vous n'y êtes pas autorisé, ça perturbe le système de reconnaissance faciale ». Il va y avoir un nouvel aéroport ici, sera-t-il tellement surveillé que vous ne serez pas autorisé à porter un chapeau parce que cela perturbe le système de reconnaissance faciale ?

Nous avons une responsabilité, nous savons. C'est comme ça que Berlin est devenue la ville la plus libre où j'ai pu me rendre parce que nous savons que nous avons une responsabilité, parce que nous nous souvenons, parce que nous avons été des deux côtés du mur. Cela ne doit pas être perdu maintenant. Si nous oublions, plus aucun oubli ne sera jamais possible. Tout sera mémorisé. Tout ce que vous avez lu, durant toute votre vie, tout ce que vous avez écouté, tout ce que vous avez regardé, tout ce que vous avez cherché.

Sûrement nous pouvons transmettre à la prochaine génération un monde libre de tout ça. Sûrement nous le devons. Que se passera-t-il si nous ne le faisons pas ? Que diront-ils lorsqu'ils réaliseront que nous avons vécu à la fin d'un millénaire de lutte pour la liberté de penser ?

Au final, alors que nous avons presque tout, on a tout laissé tomber, par commodité, pour un réseau social, parce que M. Zuckerberg nous l'a demandé, parce que nous n'avons pas trouvé de meilleur moyen pour parler à nos amis. Parce qu'on a aimé ces belles petites choses si chaleureuses dans notre main.

Parce que nous n'avons pas vraiment prêté attention à l'avenir de la liberté de pensée ?

Parce que nous avons considéré que c'était le travail de

quelqu'un d'autre. Parce que nous avons pensé que c'était acquis. Parce que nous pensions être libres. Parce que nous n'avions pas pensé qu'il restait des luttes à terminer. C'est pourquoi nous avons tout laissé tombé.

Est-ce que c'est ce que nous allons leur dire ? Est-ce vraiment ce que nous allons leur dire ?

La liberté de pensée exige des médias libres. Les médias libres exigent une technologie libre. Nous exigeons un traitement éthique lorsque nous lisons, lorsque nous écrivons, lorsque nous écoutons, et lorsque nous visionnons.

C'est la ligne de conduite de nos politiques. Nous devons conserver ces politiques jusqu'à notre mort. Parce que dans le cas contraire, quelque chose d'autre va mourir. Quelque chose de tellement précieux que beaucoup, beaucoup, beaucoup de nos pères et de nos mères ont donné leur vie pour cela. Quelque chose de tellement précieux que nous sommes d'accord pour dire que c'est la définition de ce qu'est un être humain. Il mourra si nous ne maintenons pas ces politiques pour le restant de nos jours. Et si nous les maintenons, alors toutes les choses pour lesquelles nous avons lutté se réaliseront parce que partout sur la planète, chaque personne pourra lire librement. Parce que tous les Einstein des rues auront le droit d'apprendre. Parce que tous les Stravinsky deviendront des compositeurs. Parce que tous les Socks deviendront des chercheurs en physique. Parce que l'humanité sera connectée et que chaque esprit sera autorisé à apprendre et aucun esprit ne sera écrasé pour avoir mal pensé.

Nous sommes à un moment décisif où nous pouvons choisir de soutenir cette grande révolution que nous avons bâtie bit après bit depuis un millénaire, ou de tout laisser tomber, par commodité, par simplicité de parler avec nos amis, pour la rapidité des recherches, ou d'autres choses vraiment importantes...

Je disais en 2004 ici même et je le redis maintenant : « Nous pouvons vaincre. Nous pouvons être la génération des personnes qui ont terminé le travail de construire la liberté de pensée ».

Je ne l'ai pas dit alors, mais je dois le faire maintenant que nous sommes aussi potentiellement la génération qui l'aura perdue.

Nous pouvons régresser dans une inquisition pire que toutes les inquisitions qui ont jamais existé. Elle n'utilisera peut-être pas tant de torture, elle ne sera peut-être pas aussi sanguinaire, mais elle sera bien plus efficace. Et nous ne devons absolument pas laisser cela arriver. Trop de gens se sont battus pour nous. Trop de gens sont morts pour nous. Trop de gens ont espéré et rêvé pour ce que nous pouvons encore réaliser.

Nous ne devons pas échouer.

Merci beaucoup.

Questions / Réponses

Q : Merci. Vous avez dépeint un possible avenir vraiment horrible. Pouvez-vous nommer des organisations ou groupes aux États-Unis d'Amérique qui soutiennent des actions allant dans votre sens, dans votre vision positive de transformer la société ?

R : Pas seulement aux États-Unis d'Amérique mais partout dans le monde, nous avons des organisations qui se préoccupent des libertés numériques. L'« Electronic Frontier Foundation » aux États-Unis d'Amérique, « La Quadrature du Net » en France, « Bits of Freedom » aux Pays-Bas et j'en passe.

Les mouvements pour la liberté numérique sont extrêmement importants. Les pressions sur les gouvernements pour qu'ils obéissent à des règles issues du XVIIIe siècle concernant la

protection de la dignité humaine et la prévention de la surveillance étatique sont cruciales. Malheureusement, le travail sur les libertés numériques contre les gouvernements n'est pas suffisant.

Le mouvement des logiciels libres, La FSF, « Free Software Foundation » aux États-Unis d'Amérique et la « Free Software Foundation Europe », dont le siège est en Allemagne, font un travail important pour maintenir ce système anarchique (sur le mode du "bazar") producteur de logiciels, qui nous a apportés tant de technologies, et que nous-même ne pouvons contrôler. Et cela est crucial.

Le mouvement « Creative Commons » qui est très ancré non seulement aux États-Unis d'Amérique et en Allemagne mais aussi dans plus de 40 pays autour du monde est aussi extrêmement important parce que les licences « Creative Commons » donnent aux créateurs des alternatives au contrôle excessif qui existe avec le système du copyright, et qui profite à la surveillance des médias.

L'encyclopédie libre « Wikipedia » est une institution humaine extrêmement importante et nous devons continuer de soutenir la fondation « Wikimedia » autant que faire se peut. Sur les cent sites web les plus visités aux États-Unis d'Amérique dans une étude menée par le « Street Journal », sur les cent sites web les plus visités aux États-Unis d'Amérique, seulement un ne surveille pas ses utilisateurs. Je vous laisse deviner qui c'est ? C'est Wikipédia.

Nous avons un énorme travail qui se déroule maintenant à travers le monde dans l'enseignement supérieur. Maintenant que les universités commencent à réaliser que le coût de l'enseignement supérieur doit baisser et que les esprits vont grandir dans la toile. La « UOC », l'« Open University of Catalonia » est l'université exclusivement en ligne la plus extraordinaire aujourd'hui. Elle sera bientôt en concurrence avec d'autres universités extraordinaires. « MITX », le

nouveau programme d'éducation web de la « Massachusetts Institute of Technology » va fournir des cours de la plus haute qualité technique, et rendre ses supports de cours existants, accessibles librement (au sens de la culture libre) pour tous, depuis n'importe où et en permanence. Stanford va adapter une structure de e-learning privé qui sera le Google de l'éducation supérieure, si Stanford a de la chance.

Nous devons soutenir l'éducation libre sur Internet, et chaque ministère de l'éducation national européen devrait y travailler. Il y a beaucoup d'endroits où chercher des logiciels libres, du matériel libre, de la bande passante libre, et des médias libres.

Il n'y a pas de meilleur endroit pour chercher des médias libres sur Terre, maintenant, que dans cette salle. Tout le monde sait ce qu'il peut faire. Ils le font. Nous devons juste faire comprendre à tous les autres que si nous arrêtons ou si nous échouons, la liberté de pensée en sera le prix et nous le regretterons pour toujours.

Q : Merci beaucoup. Je voulais vous poser une petite question. Est-ce que Facebook, l'iPhone et les médias libres peuvent coexister à long terme ?

R : Probablement pas. Il ne faut pas trop s'inquiéter, iPhone n'est qu'un produit Facebook, il n'est que la version commerciale d'un service. J'ai récemment dit dans un journal à New-York que je pensais que Facebook continuerait d'exister pour une durée comprise entre 12 et 120 mois. Je pense que c'est exact.

Les réseaux sociaux fédérés seront disponibles dans l'avenir. Les réseaux sociaux fédérés sous une forme qui vous permette de quitter Facebook sans quitter vos amis seront disponibles dans l'avenir. De meilleurs moyens de communication sans une tierce partie qui vous espionne seront disponibles dans l'avenir.

La question c'est : « est-ce que les gens vont les utiliser ? »

La Freedom Box vise à produire une pile logicielle qui tiendrait dans une nouvelle génération de serveurs à bas coût et de faible consommation de la taille d'un chargeur de téléphone mobile, et si nous réussissons cette tâche, nous serons capables de connecter des milliards de serveurs web au réseau qui nous serviront à fournir des services concurrents, qui ne violeront pas la vie privée, et qui seront compatibles avec les services existants.

Mais votre téléphone mobile change fréquemment, donc l'iPhone s'en ira, pas de problème. Et les services web sont moins rares qu'ils n'en ont l'air maintenant. Facebook est une marque, ce n'est pas quelque chose dont il faut nous soucier en particulier, il faut juste que nous fassions cela aussi vite que possible

Coexistence ? Tout ce que j'ai à en dire c'est qu'ils ne vont pas coexister avec la liberté. Je ne vois pas pourquoi je devrais coexister avec eux.

(applaudissements)

Q : Bonjour, je m'appelle [...] du Bangladesh. Merci pour cette présentation formidablement informative et lucide. J'ai participé à l'introduction des emails au Bangladesh au début des années 90. À cette époque les connexions coûtaient très cher. Nous dépensions 30 cents par kB donc un 1MB nous coûtait 300 dollars. Ça a changé depuis, mais c'est toujours très encadré par les instances régulatrices et pour nous sur le terrain, c'est très difficile, car les pouvoirs en place (les gardiens des clefs) ont intérêt à maintenir cet état de fait. Mais dans ce réseau des gardiens des clefs, il y a aussi un réseau entre mon pays et le vôtre. Et à l'heure actuelle, la source de données la plus large en volume est le recensement du Bangladesh, et la société qui le fournit est en lien direct avec la CIA. En tant qu'opérateurs, que pouvons-nous faire en

attendant de pouvoir devenir des acteurs majeurs ?

R : C'est pourquoi j'ai commencé en parlant des comportements récents des États-Unis d'Amérique. Mon collègue au Centre des Lois de Libertés Logicielles en Inde a passé beaucoup de temps le mois dernier à essayer de faire passer une motion par la chambre haute du Parlement Indien pour annuler la régulation par les services informatiques de la censure du Net Indien et bien sûr la bonne nouvelle c'est que la base de données la plus large en volume dans le monde sera bientôt les scans rétiniens que le gouvernement Indien va exiger, si vous désirez avoir une bouteille de gaz propane ou des choses telles que... l'énergie pour votre maison. Et les difficultés que nous avons rencontrées en parlant aux responsables gouvernementaux indiens sont qu'ils disaient : « Si les Américains peuvent le faire pourquoi pas nous ? » Ce qui est malheureusement vrai.

Le gouvernement des États Unis d'Amérique a réduit cet hiver le niveau des libertés sur Internet de par le monde, dans le sens qu'ils font du datamining (des fouilles de données) sur vos sociétés de manière aussi systématique qu'en Chine. Ils sont d'accord sur le principe. Ils vont tirer les vers du nez à leur population via le datamining et ils vont encourager tous les autres États sur Terre à en faire de même. Donc je suis entièrement d'accord avec vous sur la définition du problème.

Nous ne pouvons plus désormais vivre quelque part, à cette étape de notre histoire, en continuant à penser en termes de pays, à un moment de la mondialisation, où la surveillance des populations est devenue une question globale, et nous avons à travailler dessus en partant du principe qu'aucun gouvernement ne décidera d'être plus vertueux que les superpuissances.

Je ne sais pas comment nous allons pouvoir gérer le Parti Communiste Chinois. Je ne sais vraiment pas. Je sais comment nous allons gérer le gouvernement américain. Nous allons

insister sur nos droits. Nous allons faire ce qui fait sens aux États Unis d'Amérique, nous allons combattre légalement, nous allons mettre la pression, nous allons les bousculer, nous serons partout y compris dans la rue pour en parler.

Et je suspecte que c'est ce qui va se passer ici aussi. À moins que nous changions les structures qui fondent nos sociétés, nous n'avons aucune chance de convaincre les petits gouvernements qu'ils doivent abandonner leurs contrôles.

En ce qui concerne la bande passante, nous allons bien sur devoir utiliser la bande passante non réglementée. C'est à dire nous allons devoir construire autour des normes 802.11 et wifi, entre autres, que les lois ne nous empêchent pas d'utiliser. De quelle manière cela va-t-il permettre d'atteindre les plus pauvres ? Quand est-ce que le système de téléphone mobile sera créé pour atteindre les plus pauvres ? Je ne sais pas. Mais j'ai un petit projet avec des enfants des rues a Bangalore, je suis en train d'y réfléchir.

Il le faut. Nous devons travailler partout. Si nous ne le faisons pas, nous allons détruire tout ça, et on ne peut pas se le permettre.

Q : Professeur Moglen, Je voudrais également vous remercier. Je reviens de « Transforming Freedom » à Vienne, et je peux vous dire qu'il y a quelques années, je vous ai vu parler sur une vidéo internet au Fosdem. Et je vous avais vu attirer l'attention sur le rôle de Philipp Zimmermann, que nous avons aussi essayé d'aider. Et à vous écouter aujourd'hui, je vois que c'est trop lent, et trop peu.

Et je suis stupéfait par deux choses la première est que le système éducatif, celui de l'Europe, a été fondé par Platon et a été fermé par la force environ mille ans plus tard. Le second départ d'une université européenne était aux alentours du XIe siècle. On verra si on réussira à le faire fonctionner aussi longtemps qu'un millier d'années.

Ma question est : pourquoi est-ce que ce n'est pas profondément ancré dans les structures du système éducatif d'aider la cause dont vous avez parlé aujourd'hui ?

Et pourquoi n'avons nous pas des philanthropes aidant des petits projets fonctionnant avec 3-4000 euros ici et là, bien plus efficacement comme par exemple ce que M. Soros essaie de faire ?

R : Il y a quelques années à Columbia, nous avons essayé d'intéresser l'université à l'état de conservation de la bibliothèque, et j'ai vu plus d'intellectuels reconnus, engagés politiquement, dans ma propre université qu'à aucun autre moment pendant mes 25 ans ici. Leur principale inquiétude était le vieillissement du papier sur lequel était imprimé des doctorats allemands du XIXe siècle, qui contiennent plus de recherches philologiques qu'aucun autre endroit sur Terre.

N'est-ce pas ? Mais c'était des livres du XIXe siècle qu'ils devaient préserver.

Le problème avec la vie universitaire, c'est qu'elle est conservatrice par nature, car elle préserve la sagesse des anciens. Et c'est une bonne chose à faire. Mais la sagesse des anciens est ancienne, et elle ne prend pas nécessairement en compte parfaitement les problèmes du moment. J'ai mentionné l'UOC parce que je pense que c'est important de soutenir l'Université quand elle se déplace vers Internet et qu'elle s'éloigne des formes d'apprentissage qui caractérise les universités du passé.

Pendant le dernier millénaire, nous avons principalement déplacé les intellectuels vers les livres, et l'université s'est développée autour de ce principe. Elle s'est développée autour du principe que les livres sont difficiles à déplacer, alors que les gens sont faciles à déplacer. Donc on y a amené tout le monde. Maintenant nous vivons dans un monde dans

lequel il est beaucoup plus simple de déplacer le savoir plutôt que les personnes. Mais la continuité de l'ignorance est le désir des entreprises qui vendent le savoir.

Ce dont nous avons vraiment besoin est de commencer nous-mêmes à aider le système universitaire à se transformer en quelque chose d'autre. Quelque chose qui permet à chacun d'apprendre, et qui permet d'apprendre sans surveillance.

La Commissaire à la Société de l'Information sera ici. Elle devrait parler de ça. Cela devrait être la grande question de la Commission Européenne. Ils le savent, ils ont sorti un rapport d'il y a 18 mois qui dit que, pour le prix d'une centaine de kilomètres de routes, il peuvent scanner 1/6ème de tous les livres des bibliothèques européennes. Cela veut dire que pour le prix de 600 kilomètres de routes, nous pourrions tous les avoir !

Nous avons construit beaucoup de routes dans beaucoup d'endroits, y compris en Grèce, dans les dix dernières années. Et nous aurions pu scanner tous les livres en Europe pendant ce temps, et nous aurions pu les rendre disponibles pour toute l'Humanité, sans surveillance.

Si Mme Kroes veut construire un monument à son nom, ça ne sera pas en tant que politicienne au rabais. Elle le fera de cette manière. Et vous allez le lui demander. Moi je serai dans un avion sur le chemin du retour à travers l'Atlantique. Sinon je vous promets que je lui aurais demandé moi même. Demandez-lui pour moi. Dites lui, « ce n'est pas notre faute, Eben veut savoir. Si vous devez blesser quelqu'un, c'est lui ». Vous devriez changer l'Université européenne. Vous devriez la modifier en une lecture sans surveillance. Vous devriez mettre en faillite Google Books et Amazon. C'est une manière capitaliste Nord-américaine anglo-saxonne de jouer des coudes.

Pourquoi est-ce que nous ne rendons pas **libre** le savoir en Europe, et ne nous assurons-nous pas qu'il n'est pas

surveillé ? Cela serait le plus grand pas possible, et c'est en leur pouvoir.

Photo d'Eben Moglen, crédit Re:Publica (CC BY 2.0)

La liberté sur Internet : certains en parlent, d'autres la font... Rejoignez-nous !

Le mouvement du logiciel libre a la chance de posséder deux grands tribuns de l'autre côté de l'Atlantique : Richard Stallman, que l'on ne présente plus, et Eben Moglen.

Ils n'ont pas le même style, dans le fond comme dans la forme, mais ils sont tous deux bigrement efficaces et efficaces lorsqu'il s'agit de porter la bonne parole, en la rendant accessible au plus grand nombre dans un anglais simple, clair et percutant. Quand on sort de l'une de leurs conférences, on s'en trouve souvent comme revigoré pour ne pas dire galvanisé
□

Nous avons fait l'effort de sous-titrer une longue mais passionnante et magistrale intervention d'Eben Moglen il y a quelques temps de cela : 1 heure de votre temps pour écouter Eben Moglen.

Donnée en février dernier dans le cadre d'un évènement autour du journalisme et des nouveaux médias, voici une conférence du même acabit et du même auteur qui n'a pas son pareil pour donner l'impression que la somme de tout ce que nous, modestes petites fourmis, faisons chacun dans notre coin du Web fait sens commun et nous dépasse.

Il y évoque notamment l'un des projets qui lui tient *hacker* et nous avec puisque nous lui avons consacré un enthousiaste et prometteur billet : La Freedom Box ou la petite boîte qui voulait que l'Internet restât libre.

En 2012, c'est décidé, je vote Eben Moglen !!

PS : Le sous-titrage provient de l'excellent projet Mozilla Universal Subtitles. Merci à Eric Verdier pour la traduction. Et si vous la jugez perfectible, suivez le même lien ci-avant pour l'amélioration □

Navigating the Age of Democratized Media



-> La vidéo au format webm

-> Le fichier de sous-titres

Transcript

Merci Tom, c'est un grand plaisir d'être ici.

Je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler des questions qui me préoccupent le plus dans un contexte qui nous permet de parler un peu du journalisme et un peu de l'ignorance et un peu de l'abus de pouvoir.

Le problème que représente la presse c'est-à-dire la machine de communication depuis le début de l'industrialisation de la communication et de la lutte contre l'ignorance en Europe, au 15e siècle. Le problème posé par la presse est sa soumission incroyable au pouvoir. Presse et Pouvoir sont difficiles à séparer plus difficiles à séparer que le beurre d'arachide et la gelée, plus difficile à séparer que la nuit et le jour. Presse et Pouvoir sont liés l'un à l'autre depuis le début parce que dès le début il a été clair que l'alternative à une étroite entre la presse et le pouvoir est une constante révolution alimentée par le désir des gens à connaître et à s'autoriser à agir dans leur propre intérêt, indépendamment de

l'intérêt du pouvoir.

Notre adoption de la presse dans le monde européen après l'effondrement de l'unité de la chrétienté et la fin du système pour le contrôle de l'esprit qu' a été l'Église catholique universelle, dans cette grande révolution intellectuelle, morale et politique que nous avons appelé la Réforme. La réponse à la Réforme fut l'apprentissage par toutes les sociétés européennes, protestantes et catholiques à la fois, que la presse ne pouvait pas être autorisée à être libre, et le résultat a été la censure presque partout pendant des centaines d'années.

Dans de rares endroits en Europe, en Hollande et au Royaume-Uni, en fait en Angleterre après 1650, puis à nouveau après 1695, dans les rares endroits où la presse était libre d'imprimer sans contrôle, le résultat a été le révolution intellectuelle, politique et morale que nous appelons les Lumières et la Révolution française, qui est une preuve de plus que permettre aux gens de savoir, d'apprendre, de s'éduquer les uns les autres et de partager entraînera la décentralisation du pouvoir et une menace pour tous les « Ancien Régime ».

Mais à l'âge des médias capitalistes dans lequel nous sommes en train de passer le mariage entre la presse et le pouvoir a été une fois de plus une question d'attraction magnétique. La presse, qui est la production industrielle et la diffusion de l'information organisée, la presse est devenue la bonniche de la classe possédante.

Liberté de la Presse. Le grand critique de presse américain A. J. Liebling a écrit: « La liberté de la presse appartient à celui qui en possède une » et à travers le 20e siècle tant à l'égard de la presse que de son proche cousin, la diffusion ça a été encore plus vrai.

Nous sommes en train de sortir de l'ère de la presse comme

nous passons de l'idée qu'il y a une machine qui transforme l'information du local et temporaire à l'universel et permanent. A la place, nous avons commencé de vivre à l'intérieur d'un système nerveux numérique qui relie chaque être humain sur la planète à tout autre être humain sur la planète actuellement ou potentiellement sans intermédiaires

À la fin de la prochaine génération quelques soient les horreurs ou victoires qui arriveront dans l'intervalle d'ici la fin de la prochaine génération nous allons vivre dans ce monde de l'interconnexion généralisée sociale de l'homme qui est ce que nous voulons dire lorsque nous parlons de *l'Internet*.

Chaque fax, heu, les quelques-unes restantes, tous les scanners, chaque imprimante, chaque téléphone, chaque appareil, chaque caméra vidéo, ai-je dit par téléphone... téléphone... téléphone... téléphone ? Chaque objet avec une alimentation électrique sera un collecteur d'informations et un système de distribution contrôlée par certains êtres humains quelque part, à une extrémité ou à l'autre.

S'il est contrôlée au final là où sont les êtres humains, où ils luttent, où ils cherchent à vendre leurs légumes, où ils sont offensés par un policier refusant de leur permettre de vendre leurs légumes où ils agissent dans la rue pour aider un vendeur de légumes empêché de vendre ses légumes par un policier offensant partout nous aurons des informations réalisées par des personnes pour se libérer.

Considérez ceci : des Indiens maintenant les plus pauvres des pauvres ont des téléphones mobiles et sur ce téléphone mobile, sur le mobile de chacun, chaque livre, chaque morceau de musique chaque vidéo, chaque carte, chaque expérience scientifique, tout type d'information utile ou belle pourra être mis à disposition de chacun s'il n'y avait pas de règles contre le partage.

Tout ce que nous ont laissé dans ce grand système nerveux de l'humanité, tout ce que nous ont laissé que fait obligatoire l'ignorance sont les règles contre le partage.

Lorsque les lois contre le partage auront disparues, et ça va venir, l'ignorance, pour la première fois dans l'histoire de la race humaine, pourra être évitée partout. En ce moment, on voit à travers le monde les jeunes montrer qu'ils sont prêts à tenir debout devant les balles pour la liberté. Plus tard dans ce siècle, vous verrez les jeunes à travers le monde montrer qu'ils sont prêts à tenir devant des balles afin d'avoir la liberté d'apprendre.

Lorsque cela se produira, la race humaine traversera la révolution la plus importante depuis 1789, et un « ancien régime », qui mérite de périr périra dans le monde entier ici nous discutons aujourd'hui de quelques-unes, simples, premières pièces de cette immense révolution. Le démantèlement des systèmes de production de l'information contrôlée et de sa distribution qui existent depuis le matin après Gutenberg.

Mais on est le lendemain du matin après Gutenberg.

C'est le moment où les disparités de pouvoir et les disparités d'accès commencent à céder la place et de l'autre côté, en ce moment, sont presque tous les gouvernements et presque toute la presse et presque tous les privilégiés qui ne veulent pas que le monde change.

Je dînais avec un gouvernement officiel à Washington, DC plus tôt cette semaine et je lui ai dit « Vous savez, environ la moitié des réseaux de télévision en Europe cherchent à m'avoir pour un interview pour discuter de l'hypocrisie du gouvernement américain sur la politique de la liberté sur Internet », J'ai dit « et si la moitié des réseaux de télévision au Europe veulent me parler de l'hypocrisie de la politique américaine sur la liberté de l'Internet, ça fait penser que le Département d'État a un problème ». Il a dit

« Oui, ils savent qu'ils ont un problème, et ils veulent faire quelque chose. »

Et ils devraient, mais tous les gouvernements de la Terre ont du mal à parler de l'Internet libre, parce que tous les gouvernements de la Terre font partie d'une structure de pouvoir qui perdront quelque chose à des flux d'information libre, tout comme les grandes institutions économiques dominant notre époque, comme les institutions de surveillance qui vous offrent leur moteur de recherche tant que vous partagez tout ce que vous cherchez, et un e-mail gratuit, tant que vous les laissez lire, et des appels téléphoniques gratuits, tant qu'ils peuvent les écouter, juste pour les besoins de la publicité, vous surveille.

S'il vous plaît, apportez un demi-million de personnes ici et vivez votre vie sociale à l'intérieur de mon système de surveillance. Je vais prendre soin de vous. Bien sûr, sauf si vous êtes dans la rue protestant contre la dictature, dans ce cas, ce que nous allons vous dire, c'est : notre grand service de réseau social est complètement neutre entre les dictateurs et les gens dans la rue se combattant... pas notre préoccupation ici à *whatchamacallit*.

Il s'agit d'une phase de transition, vous comprenez ? Je vous ai dit où nous allons. Maintenant, la question est de savoir comment allons-nous y arriver ?

Voici comment nous allons y arriver : le monde va se remplir de bon marché, petits, dispositifs de faible puissance qui vont remplacer la plupart des ordinateurs auxquels vous êtes habitués.

Tous ces gros ordinateurs sur les bureaux et dans les placards, et dans des chambres pleines de serveurs quelque part, remplacés par des choses pas beaucoup plus grosses qu'un chargeur de téléphone portable, et beaucoup, beaucoup plus capables que le premier ordinateur que vous avez possédé, quel

qu'il ai été ou peut-être même l'ordinateur que vous utilisez maintenant.

Ces dispositifs ne coûteront à peu près rien et il y en aura partout, et nous allons créer un logiciel qui s'exécutera dans chacun d'eux, qu'un enfant de 12 ans pourra installer et qu'un de 6 ans pourra utiliser qui permettra aux gens de communiquer librement partout, tout le temps, sans contrôle de l'État, sans contrôle d'un businessman, sans contrôle, ce seront des Freedom Box. Elles feront la liberté.

Nous n'avons pas à faire les boîtes, les boites vont remplir le monde. Nous avons juste besoin de créer le logiciel. Et la bonne nouvelle est que nous n'avons pas besoin de créer les logiciels, nous l'avons déjà créé. Tout le monde dans cette salle avec un téléphone Android l'utilise déjà. Tout le monde dans cette salle qui a été sur Facebook aujourd'hui, s'en est servi de l'autre côté.

Tout le monde qui a utilisé une banque ou un supermarché ou une compagnie d'assurance ou une gare, la semaine dernière a utilisé notre logiciel. Il est partout. Nous l'avons fait pour être partout. C'est libre et gratuit. Cela signifie que nous pouvons la copier, modifier, et le redistribuer librement. Cela signifie aussi que cela fonctionne pour les personnes, pas pour les entreprises.

Tout cela est déjà fait. C'est le résultat de 25 ans d'efforts de notre part.

Maintenant, en ce moment, dans la rue, à l'heure actuelle, nous commençons à montrer pourquoi il protège la liberté et pourquoi les gens en ont besoin. Et nous commençons à préparer à leur livrer.

A. J. Liebling, le critique de presse dont j'ai déjà parlé, a écrit une fois : « La presse américaine me fait penser à l'état d'une conserverie de poissons de 12 milliards de dollars en surchauffe, du dernier cri, comptant pour son

approvisionnement sur six gars dans une barque en mauvais état. »

Le fait est, bien sûr, que le bloc monolithique de la presse industrielle du 20e siècle faisait tout bien sauf du reportage, ce qu'elle a mal fait, parce que le reportage a été le déjeuner gratuit dans le saloon, et à tout moment le gardien du saloon pouvait le couper, ce qu'il a fait. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce processus s'est accélérée depuis A. J. Liebling qui mourut en 1975.

Donc, nous vivons désormais dans un monde où nous sommes sur le point de combler une lacune dans les reportages. Vous savez ce qui comble une lacune dans l'information – on en a déjà parlé – c'est tous ces téléphones, toutes ces caméras vidéo, tous ces tweets. En d'autres termes, nous avons déjà démocratisé le système de reportage.

Ce qui est effrayant pour le Système dans Wikileaks est que Wikileaks est pour la collecte d'informations ce que la Craig's List est pour les petites annonces. Il modifie la gestion des fuites.

Je déteste corriger tout le monde sur n'importe quel point, mais je tiens à souligner que Wikileaks n'a pas publié les 250.000 câbles du Département d'État. Il possède 250.000 État câbles du ministère et a publié environ 2.000 d'entre eux. Ce qui est le nombre de câbles diplomatiques montrés aux correspondants diplomatiques à travers le monde travaillant pour les principaux journaux, chaque jour.

Mais personne ne dit que c'est de la trahison, parce que c'est le commerce officiel des fuites, à partir de laquelle les représentants du gouvernement, des seigneurs de presse et des propriétaires à travers le monde tirent du bénéfice tous les jours.

Le pouvoir économique, politique et le pouvoir de garder les gens dans l'ignorance.

Qu'est-ce qui se passe dans le Net, maintenant, dans les téléphones, dans les nœuds de sortie Tor, et ce qui se passera dans le monde multiplié par cent, dans peu de temps, dans toutes ces Freedom Box c'est, des informations libres pour le bénéfice de ceux qui en ont besoin.

Demandez-vous ce qui arrivera quand tous ceux qui en ont besoin pourront les avoir et tous ceux qui en ont, pourront les fournir. Qu'est-ce qui va se passer dans les quartiers ? Qu'est-ce qui se passera dans les postes de police. Ce qui va se passer, c'est ce qu'il se passe quand il y a un incendie ou un tremblement de terre, ce qui arrive quand un tyran chute.

Ces mêmes petites boîtes de peu dont je parle seront également en mesure de créer un réseau maillé wifi c'est-à-dire que si quelqu'un coupe le réseau de télécommunications dans un quartier le quartier va continuer à fonctionner.

Ce que M. Moubarak et ses conseillers ont mal compris. C'est pourquoi il est à Charm el Cheikh, avec l'espoir d'acheter un appartement dans l'une des tours en construction à La Mecque, sans doute. Parce que M. Moubarak et ses conseillers pensaient que si vous éteignez l'Internet, vous éteignez la génération Internet.

C'est une erreur. Car, en fait, ce n'est pas un système particulier de télécommunications, ou une structure de réseau social, une base de données particulière de « twatts » ... ou twuts... ou tweets, ou quel que soit la façon dont ils les appellent. Ce n'est pas la technologie qui les font marcher c'est que les êtres humains ont compris quelque chose sur la société s'ils ont grandi dans le Net.

La plupart des êtres humains, la plupart du temps, dans la plupart des contextes sociaux, croient que le réseau social le plus précieux pour eux, c'est les gens qu'ils voient tous les jours, et les gens avec qui ils ont de forts rapports émotionnels. Voilà comment la plupart des gens, depuis

toujours, pensent le monde social. C'est parce que nous avons évolué pendant des millions d'années pour penser de cette façon.

Comme parties de petits groupes de quelques dizaines de primates vivant au sol. Nos neurones ont évolués pour que nos heuristiques sociales évoluent pour que nous pensions que le réseau social assez solide pour nous soutenir, c'est le peuple que nous voyons autour de nous et que les gens dont nous nous soucions sont ceux qui se soucient de nous en retour.

Mais la génération des gens qui grandissent à l'intérieur du Net le sait maintenant, le sait viscéralement, le sait tout le temps comme une question d'habitude, c'est que le réseau social qui est suffisamment robuste pour changer le monde autour de vous comprend des milliers de personnes auprès desquelles vous ne vivez pas, et avec qui vous n'avez pas de lien émotionnel direct, mais que ce sont les gens qui croient ce que vous croyez, et veulent faire quelque chose, eux-aussi.

Qu'est-ce que nous avons appris à la fin du 20ème siècle d'abord en Pologne, puis dans d'autres endroits, c'est que ce qui fait la révolution, c'est la solidarité. La capacité qu'ont des personnes ne vivant pas à proximité les unes des autres dans l'espace social ou géographique, n'ayant pas de liens personnels immédiats les liant entre elles, de percevoir la capacité à s'auto-organiser pour la réalisation soudaine de profondes fins sociales

Ce que le réseau fait, ce que la vie avec le réseau fait, est d'enseigner aux humains que le coût de la solidarité a baissé. Qu'il est plus facile et plus rapide d'être solidaire qu'il ne l'a jamais été auparavant, et si vous prenez un tas de gens qui le savent, et vous coupez le réseau, ils vont être solidaires de la meilleure façon qu'ils connaissent. Ils jettent des tracts dans la rue, ils se servent de pigeons voyageurs, du téléphone arabe.

Ils font tout ça, parce que la vraie compétence acquise par l'humanité est possibilité l'auto-organisation, et ce que nous voyons maintenant, aujourd'hui, dans le Maghreb, à l'heure actuelle, aujourd'hui, dès maintenant, c'est que la solidarité par auto-organisation est plus forte que les balles des mitraillettes.

Partout dans le monde, la tyrannie aime dire : « L'alternative à mon pouvoir, c'est le chaos », et tout autour du monde, tout le monde peut voir que ce n'est pas vrai.

Donc, ce que nous allons faire, c'est que nous allons fabriquer des objets bon marché, et nous allons les équiper de logiciels libres, et nous allons les mettre entre toutes les mains, et nous allons dire: « Ici. Cela fabrique la solidarité. Utilisez-le. Soyez bien. Soyez libre » Ça va marcher.

Il n'y a pas de raison d'être du côté de la presse, comme il n'y a aucune raison d'être du côté du pouvoir. C'est simple, maintenant. Le pouvoir a été déplacé à la périphérie du réseau, et ça va continuer pour la génération à venir.

Ce sera une grande révolution, et ça va changer le sort de milliards d'êtres humains. Ça rendra l'ignorance obsolète, et quand ça aura rendu obsolète l'ignorance, ça va changer l'avenir de la condition humaine.

La presse ne va pas le faire. Le pouvoir ne va pas le faire. Les gens vont le faire. La technologie pour permettre aux gens de le faire existe déjà. Tout ce dont il y a besoin, c'est un peu de l'affiner. Nous sommes les gens qui vont l'affiner. Nous ne cherchons pas de l'argent. Nous ne cherchons pas le pouvoir. Nous voulons seulement partager.

Tout le monde veut parler de la liberté sur Internet, sauf nous. Nous ne voulons pas parler de la liberté sur Internet, nous voulons juste la faire.

Rejoignez-nous !

Je vous remercie beaucoup.

La Freedom Box ou la petite boîte qui voulait que l'Internet restât libre

Paradoxes apparents. Peut-on simultanément souhaiter la *fermeture* des données et l'ouverture d'Internet ? Peut-on se féliciter du rôle joué par Facebook et Twitter en Tunisie ou en Égypte tout en affirmant que ces sites sont à très court terme dangereux pour ceux qui les utilisent ?



C'est cette double problématique qui est au cœur de la **FreedomBox Foundation**, le nouveau projet du brillant juriste de la FSF Eben Moglen qui fait régulièrement l'objet de billets sur ce blog. Et la solution qu'il nous propose est aussi simple que de brancher son chargeur de téléphone, à ceci près que c'est alors un mini serveur que nous mettons dans la prise (sous OS libre évidemment)^[1].

Il est ici question de nos données personnelles, de notre vie en ligne, de notre manière de communiquer et d'interagir avec les autres. Et il s'agit bien moins de se cacher que de pouvoir choisir et définir à notre guise les conditions du partage de ces données, dans un Internet menacé aujourd'hui

dans ses fondements mêmes par la censure, le filtrage ou le non respect de sa neutralité originelle.

Personne ne nous a obligés. Mais puisque c'était gratuit, c'était pratique, nous avons mis nos infos et nos amis sur Facebook et Twitter, nos messages dans Gmail, nos photos sur Flickr, nos vidéos sur YouTube, nos documents dans Google Docs... Au final nous avons participé ensemble à un formidable mouvement de centralisation du Net, où un nombre très restreint de sites hébergent une quantité phénoménale de données personnelles.

Que se passe-t-il le jour où ces quelques sites sont rendus volontairement ou non inaccessibles ?^[2] Et que font ou feront exactement ces sites, tous commerciaux (et tous américains), avec nos données ?

C'est avant tout cela aujourd'hui le cloud computing que des marketeux de génie osent encore nous présenter comme de « l'informatique dans les nuages ». Des nuages, il y en a de moins en moins en fait mais ils sont de plus en plus gros et annoncent à n'en pas douter de futures tempêtes si nous n'y faisons rien.

Agir, c'est en l'occurrence faire revenir nos données chez nous, à la maison, dans le mini serveur branché sur la prise. Cela peut paraître totalement irréaliste vu l'état de la situation actuelle, mais les acteurs du Libre n'en sont plus à un projet fou près.

Ils nous auront prévenus en tout cas...

Moglen, la Freedom Box et la liberté du Net

Moglen on Freedom Box and making a free net

Jonathan Corbet – 8 février 2011 – LWN.net

(Traduction Framalang : Jean, Gilles, Antistress, Yonnel et Goofy)

Eben Moglen est d'habitude un orateur enthousiasmant et sa conférence au FOSDEM 2011 a tenu toutes ses promesses. Le logiciel libre demeure, comme toujours, à la base de son discours, mais il a adopté une perspective plus politique et il pense que la communauté devrait en faire autant. Notre liberté, a-t-il dit, dépend d'une conception revisitée du réseau afin de remplacer des services vulnérables et centralisés par des alternatives qui résisteraient au contrôle des gouvernements.

La publication du livre Code de Larry Lessig, dit Eben, a attiré notre attention sur le fait que, dans le monde dans lequel nous vivons, le code fonctionne de plus en plus comme la loi. Le code fait le travail que lui demande l'État, mais il peut aussi servir la révolution contre l'état. Nous sommes aujourd'hui témoins de la démonstration magistrale du pouvoir du code, dit-il. Dans le même temps, il faut accorder beaucoup d'intérêt à la publication de The Net Desilusion d'Evgeny Morozov qui proclame qu'Internet a été choisi pour contrôler les libertés dans le monde entier. Le livre est conçu comme un cri d'alarme contre les techno-optimistes. Eben est, selon lui, un de ces optimistes. La leçon qu'il a tiré des événements actuels est que le bon réseau apporte la liberté, mais le mauvais réseau apporte la tyrannie.

Nous avons passé beaucoup de temps à élaborer des logiciels libres. Et ce faisant, nous avons joint nos forces à celles d'autres acteurs de la culture libre. Des personnes comme Jimmy Wales, mais aussi d'autres comme Julian Assange. Wikipédia et Wikileaks, dit-il, sont deux faces d'une même pièce. Au FOSDEM, il a déclaré qu'on peut voir une « troisième face » de cette pièce. Nous faisons tous partie de ceux qui se sont mis en ordre de bataille pour changer le monde sans créer de nouvelles hiérarchies dans l'opération. À la fin de l'année 2010, Wikileaks était perçue comme une opération criminelle.

Les événements en Tunisie ont changé cette perception. Wikileaks s'est révélé être une tentative pour aider les gens à y voir plus clair sur leur propre monde. Wikileaks, a-t-il dit, n'est pas la destruction, c'est la liberté.

Mais maintenant il y a beaucoup d'Égyptiens dont la liberté dépend de la capacité à communiquer à travers des canaux commerciaux qui répondront à la pression du gouvernement. Nous voyons maintenant en temps réel les points faibles qui viennent de la mauvaise conception du système actuel (*NdT : Cet article a été rédigé le 8 février dernier, alors que Moubarak étant encore en place et le Net censuré*).

Les réseaux sociaux, a-t-il déclaré, ont modifié l'équilibre du pouvoir au détriment de l'État et au bénéfice du peuple. Les événements dans des pays comme l'Iran, la Tunisie, et l'Égypte démontrent leur importance. Mais les formes de communication sociale actuelles sont « extrêmement dangereuses » à utiliser. Elles sont aussi centralisées et vulnérables au contrôle de l'État. Leur conception est dirigée par le profit, pas par la liberté. Donc les mouvements politiques se basent sur des fondations fragiles : le courage de M. Zuckerberg ou Google à résister à l'État – le même État qui peut facilement les faire fermer.

De la même manière, l'information en temps réel pour les personnes essayant de construire leur liberté dépend d'un seul service de micro-blogging basé en Californie et qui doit faire du profit. Cette organisation est capable de décider, seule, de donner tout son historique à la bibliothèque du Congrès Américain. Qui sait le genre de *dons* elle a pu faire ailleurs ?

Nous devons résoudre cette situation, et rapidement. Nous sommes « derrière la vague » des mouvements de libération qui dépendent essentiellement du code. Plus nous attendons, plus nous faisons partie du système. Et ça amènera rapidement des tragédies. Ce qui s'est déroulé en Égypte est riche

d'enseignements, mais les choses auraient pu se passer de manière bien pire encore. L'État a été long à contrôler Internet et ne s'est pas montré aussi dur qu'il le pouvait. Selon Eben, ce n'est pas difficile de décapiter une révolution quand tout le monde est dans la base de données de M. Zuckerberg.

Il est temps de penser aux conséquences de ce que nous avons construit et de ce que nous n'avons pas encore construit. Nous avons parlé pendant des années de remplacer les services centralisés par des services fédérés ; la centralisation excessive est une vulnérabilité critique qui peut entraîner arrestations, torture, et meurtres. Les gens dépendent de la technologie qui est construite pour les vendre au plus offrant. Si nous nous soucions véritablement de la liberté, nous devons traiter ce problème. Parce que le temps presse et les gens sont dans une situation dangereuse. Eben ne veut pas que les gens qui prennent des risques pour la liberté utilisent un iPhone.

Ce que nous a montré l'Égypte, comme l'avait fait l'Iran, est qu'un réseau fermé est dangereux et que les « interrupteurs qui coupent le réseau » mettent en danger les gens épris de liberté. Que pouvons-nous faire quand un gouvernement verrouille les infrastructures du réseau ? Nous devons revenir à l'idée de réseaux en maille, conçus à partir des équipements existants, qui peuvent résister au contrôle gouvernemental. Et nous devons revenir à des communications sécurisées à chaque extrémité du réseau. Pouvons-nous le faire ? a-t-il demandé.

Bien sûr que nous pouvons mais le ferons-nous ? Si nous ne bougeons pas, la promesse du mouvement du logiciel libre commencera à ne plus être tenue. C'est la répression qui l'emportera en apportant la preuve que le réseau en tant que tel n'est en rien une garantie contre les régimes autoritaires.

L'Amérique du Nord, selon Eben, devient le cœur d'une

industrie de data mining mondialisé. Quand le Président américain Dwight Eisenhower a quitté le pouvoir, il nous a mis en garde contre la montée en puissance du complexe militaro-industriel. En dépit de cet avertissement, les États-Unis ont, depuis, investi dans leur armée plus que tous les autres pays réunis. Depuis les événements du 11 Septembre 2001, un nouveau pas dans l'industrie de la surveillance a été franchi. Eben a fortement recommandé de lire les articles du dossier « Top Secret America » publiés par le Washington Post. Ils nous permettent d'ouvrir les yeux sur un certain nombre d'opérations à-la-Google, toutes sous le contrôle du gouvernement. La protection des données en Europe a tellement bien fonctionné qu'elle a causé la migration de toutes ces données en Amérique du Nord, où leur usage n'est pas contrôlé. Le data mining, comme toutes les industries, a tendance à se déplacer dans les endroits où il y a le moins de contrôle. En aucun cas le gouvernement américain ne va changer cette situation, il en dépend bien trop fortement. Pendant la campagne présidentielle, Barack Obama excluait de donner l'immunité à l'industrie des télécommunications pour son rôle dans l'espionnage des Américains. Cette position n'a même pas duré le temps de l'élection. La politique actuelle d'Obama n'est pas très différente de celle de ses prédécesseurs, excepté dans les domaines où elle est moins agressive.

L'industrie privée ne changera pas les choses non plus, l'appât du gain n'entraînera ni le respect de la vie privée ni la défense des gens dans la rue. Les sociétés qui essaient de faire du profit n'y parviennent pas sans l'aval des gouvernements. Donc nous devons construire le Net en partant du principe que le réseau n'est pas intrinsèquement digne de confiance, et que les services centralisés peuvent aller jusqu'à tuer des gens. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être nonchalants et indifférents avec ça, nous devons remplacer tous ces points faibles.

Or nous savons comment nous sortir de cette situation. Nous

devons créer des serveurs-prises qui sont bon marché et nécessitent peu de courant, et nous devons les remplir de « logiciels libres sympas ». Nous devons concevoir des réseaux maillés, élaborer des plateformes de téléphonie auto-construits avec des outils comme OpenBTS ou Asterisk, des réseaux sociaux fédérés, et des plateformes de publication anonymes. Nous devons conserver nos données dans nos maisons où elles sont protégées par des lois contre la recherche physique. Nous devons toujours chiffrer nos emails. Ces systèmes peuvent aussi être utilisés défensivement et servir de serveur proxy pour contourner les pare-feux nationaux. Nous pouvons faire tout cela a déclaré Eben, c'est tout à fait réalisable vu ce que nous avons déjà sous la main.

Eben a conclu en annonçant la création de la Freedom Box Foundation, qui a vocation à rendre tout cela disponible et « moins cher que des chargeurs de téléphone portable ». Il y a une génération, nous avons pris le chemin de la liberté, et nous y sommes encore. Mais nous devons passer à la vitesse supérieure, et donner à nos outils un objectif plus politique. Nos amis sont dans la rue ; si nous ne les aidons pas, ils seront en danger. La bonne nouvelle est que nous avons déjà presque tout ce dont nous avons besoin, et qu'il n'y a plus qu'à se retrousser les manches.

Notes

[1] Pour avoir plus de détails sur les caractéristiques techniques des serveurs-prises, nous vous invitons à lire le billet de Philippe Scoffoni : FreedomBox Foundation, une initiative pour communiquer en sécurité sur internet.

[2] Crédit photo : Thierry Ehrmann (Creative Commons By)

Facebook, petite analyse anthropologique avec YourOpenBook.org

L'équipe Framalang s'est dernièrement attelée à la traduction d'un court article de Gene Weingarten, au sujet de ce grand site de réseautage social sur le web. Derrière une apparente naïveté, l'auteur se targue de réaliser une étude anthropologique à partir des données personnelles des millions d'utilisateurs de Facebook, qu'il collecte via YourOpenBook.org, un moteur de recherche dédié aux messages courts de statut de ce qui n'était à l'origine qu'un trombinoscope universitaire en-ligne. Or, si jusque-là la fonctionnalité pouvait sembler manquer au site officiel, c'est aussi qu'elle met en évidence le faible degré de protection des données personnelles de ses utilisateurs que Facebook offre, au moins par défaut.^[1]



Ironie du sort, la semaine de sortie de l'article en question, Facebook fut secoué d'une quinte de toux numérique le rendant injoignable pendant plus d'une heure, ce qui anima de grandes conversations sur les autres grands réseaux sociaux, principalement à coup de gazouillis d'ailleurs...

Pas de quoi fouetter un chat me direz-vous, des sites web qui tombent en panne ça arrive, et même au plus gros. Par contre, dans le cas d'un site qui se propose de gérer vos albums photos, votre carnet d'adresses en fouillant dans vos boîtes à lettres électroniques (pour finalement proposer de les remplacer par son service de messagerie interne) et jusqu'à vos connexions aux autres sites web via un service doublon d'OpenID, l'incident peut être révélateur et s'avérer

pédagogique. Pour ma part, j'ai ouvert un compte Facebook sans grande conviction en 2006, parce que c'était de bon ton dans l'entreprise où j'étais en stage à l'époque, mais je ne prévoyais pas un plus grand avenir à ce compte qu'à mes comptes Orkut^[2] ou CopainsDAvant^[3]. Or, si pour ma part j'ai tenu parole, n'alimentant pas vraiment un réseau plus que les autres, force est de constater que l'un d'eux a pris au fil des ans de plus en plus de place sur le web. Et à vrai dire, chaque fois qu'une connaissance s'ajoute à mes contacts, j'ai l'indolence de ne pas aller chercher son adresse de courriel dans son profil pour la noter dans un fichier chez moi. Or, il s'avère que pendant cette fameuse interruption de service, je me suis retrouvé à devoir envoyer un message « urgent » à un ami dont je n'avais jamais noté l'adresse ailleurs... et je n'ai pas pu.

Enfin, il apparaît que **Facebook, l'utiliser c'est se piéger**, même en étant renseigné et modéré. Au moins, les mails stockés sur mon disque dur par Thunderbird^[4] me restent accessibles, même hors ligne. Quel qu'en soit le parcours, je conserve ainsi mon courrier numérique sous mon toit (et j'en fais régulièrement des sauvegardes).

Cette anecdote me rappelle une petite phrase, innocemment lancée par Eben Moglen au milieu de son discours en plénière de clôture de la 1ère journée de l'OpenWorldForum la semaine dernière, et qui fut spontanément applaudie par le public, avec 3 secondes de décalage :

“For the moment, what we see is people that chose to put their pictures and personal informations, their day-to-day emotional and friendships connexions all together in the computers of a single for-profit compagny, run by a fool.”

« Ce que nous voyons pour le moment, se sont des gens qui choisissent de mettre leurs photos et leurs informations personnelles, leurs amitiés et états d'âme au quotidien tous

ensemble dans les ordinateurs d'une seule et même entreprise commerciale, menée par un fou. »

Cette fois c'est décidé, dès que j'ai un Diaspora, un GNU/Social ou une Nobox qui tourne chez moi, je ferme mon compte Facebook.

Gene Weingarten: Pourquoi je déteste énoooooooooooooorrrmément Facebook...

**Gene Weingarten: I hate Facebook
sooooooooooooooooooooooooooooooooooooo much...**

*Gene Weingarten – 17 septembre 2009 – WashingtonPost.com
(Traduction Framalang : Julien Reitzel, Goofy, Siltaar)*

Les critiques affirment que je suis injuste à l'égard de Facebook simplement parce que je l'ai décrit comme un océan de banalités partagées entre des gens avec une vie aussi vide à laquelle ils font écho. Je défends ma thèse mais admetts que mon témoignage n'était pas basé sur des preuves scientifiques – totalement anecdotique – , mais basé sur mes plongeurs occasionnels dans ce lagon tiède et morne de conversations fadasses.

Mais cela a changé. Je trouve qu'il est désormais possible de quantifier mathématiquement l'ennui, grâce à un nouveau site web. Openbook, accessible à l'adresse YourOpenBook.org, est un moteur de recherche pour les « messages de statut » de Facebook, le moyen principal utilisé par le « Facebookeur » pour communiquer avec ses amis. Avec Openbook, il est possible de rechercher un mot ou une phrase et de trouver non seulement combien de fois il a été utilisé dans des alertes de statut, mais aussi quand et par qui.

Les créateurs de ce site le présentent comme un outil de mise en garde, pour alerter les gens que le média social ne protège pas leur vie privée de façon adéquate. Mais entre les mains

d'un chercheur objectif comme moi-même, Openbook peut être un précieux outil d'interprétation. À travers lui, on peut analyser Facebook anthropologiquement.

C'est d'ailleurs ce que j'ai fait, et voilà ce que ça donne :

- **Quand les gens estiment nécessaire de faire savoir à leurs amis à quel point leur vie est insupportablement aride et abrutissante** – ce qu'ils font à une fréquence d'environ 2 000 mises à jour de statut par heure – le mot qu'ils choisissent le plus souvent est « boring » (ennuyeux). Ils ont tendance à l'écrire avec des « o » ou des « r » en plus, pour en accentuer l'effet. Si vous cherchez « booring » et continuez à rechercher en ajoutant à chaque fois un « o », vous trouverez à chaque fois au moins un résultat, jusqu'à obtenir 31 « o » consécutifs. Quand vous essayez « borrrring » et continuez à ajouter des « r », vous arrivez jusqu'à 47. Juste pour info, la personne qui, par cette méthode, souffre de l'ennui le plus invalidant sur la planète, « boring » avec 51 « r », est Heather S. de Waterloo, dans l'Ontario.
- **Au cours des 16 derniers jours, 130 personnes ont alerté leurs amis du fait qu'ils « ont un bouton ».** L'emplacement de l'imperfection est généralement spécifié, tout comme la taille. L'endroit le plus fréquent est le front, étroitement suivi par le lobe de l'oreille puis par la fesse, le plus souvent du côté gauche. La tomate a été la comparaison la plus colorée, tandis que la plus grosse était « Jupiter ». M. Mandel de New York a nommé son bouton Steve (elle est aussi fan de Justin Bieber ET des Jonas brothers, et, dans la rubrique livres favoris, écrit : « j'aime pas lire »).
- **Des milliers de gens envoient des communiqués décrivant leurs impératifs excrétoires.** Souvent, ils contiennent la phrase « je dois aller aux WC ». Il serait incorrect

et inique de conclure que toutes les personnes utilisant cette phrase sont vulgaires et/ou rustres. Le chercheur rigoureux a découvert, par exemple John Paul Weisinger de Lufkin, au Texas, qui n'était pas du tout en train de discuter de sa propre biologie. Il était simplement en train de partager avec ses amis une blague qu'il trouve drôle : « Un cochon rentre dans un bar et commande verre après verre après verre sans jamais aller aux toilettes. Le barman demande : "Tu n'as jamais besoin de te soulager ?", et le cochon répond : "Non, c'est déjà fait, je fais pipi au fur et à mesure que je bois" »

- **Il est possible de jauger mathématiquement la force de l'amour que se portent les gens en observant le nombre de « o » (dans le mot « love ») qu'ils utilisent dans l'expression « I love you so much » (« je t'aime tant »).** Par exemple, Baker-Hernandez de Lakewood, Colorado, aime davantage son chat (57 « o ») que Lorne D. Stevens de Detroit aime Jolly Ranchers (10 « o »). Il ne semble pas y avoir de limite supérieure à l'amour que peuvent se porter les gens.
- **Les utilisateurs de Facebook peuvent s'ennuyer, mais, paradoxalement, ils sont aussi facilement amusés.** On sait cela, parce qu'ils sont toujours morts de rire. Les « LOL » et autres « MDR » surviennent avec une telle fréquence qu'ils sont littéralement impossibles à compter : des dizaines apparaissent à chaque seconde. Un sous-ensemble de ces rieurs sont en même temps en train de se rouler par terre – mais toujours en trop grand nombre pour en faire le pointage. C'est seulement avec un troisième critère – ceux qui sont à la fois pétés de rire et entraînés de se rouler par terre – que le nombre devient palpable : 390 par jour.
- **Dans un intervalle de 5 jours, 266 personnes ont fait référence au dirigeant des États-Unis en l'appelant Président « Obama ».** Soixante-sept autres l'ont appelé

Président « Obamma ». Presque tous ces gens faisaient le constat qu'il est un stupide incompetent.

Notes

[1] Crédit photo : Mohd Shazni (Creative Commons By)

[2] Orkut.com, vous connaissez ? C'est l'un des véritables échecs de Google ☐ Avec les Google Waves ou encore le Google Buzz...

[3] J'ai toujours été très curieux.

[4] En fait j'suis même passé à du mutt + fdm désormais...